

CETTE SEMAINE

Seizième année — Apériodique — printemps 2008 — n°95 — Prix libre ou abonnement



Vous voulez des vœux, en voilà : que crève le propriétaire qui détient la place où j'étends mes membres et qui me vend l'air que je respire !

Que crève le patron qui, de longues heures, fait passer la charrue de ses exigences sur le champ de mon corps !

Que crèvent ces loups âpres à la curée qui prélèvent la dîme sur mon coucher, mon repos, mes besoins, trompant mon esprit et empoisonnant mon corps !

Que crèvent les catalogués de tous sexes avec qui les désirs humains ne se satisfont que contre promesses, fidélités, argent ou platitudes !

Que crève l'officier qui commande le meurtre et le soldat qui lui obéit ; que crèvent le député qui fait la loi et l'électeur qui fait le député !

Que crève le riche qui s'accapare une si large part du butin social ! mais que crève surtout l'imbécile qui prépare sa pâtée.

Ah ! Ah ! C'est jour de l'an !

Regardez autour de vous. Vous sentez plus vivant que jamais le mensonge social. Le plus simple d'entre vous devine partout l'hypocrisie gluante des rapports sociaux. Le faux apparaît à tout pas. Ce jour-là, c'est la répétition de tous les autres jours de l'an. La vie actuelle n'est faite que de mensonge et de leurre. Les hommes sont en perpétuelle bataille. Les pauvres se baladent du sourire de la concierge au rictus du bistrot et les riches de l'obséquiosité

du laquais aux flatteries de la courtisane. Faces glabres et masques de joie.

La caresse de la putain a comme équivalent le sourire de la femme mariée. Et la défense du maquereau est pareille à la protection de l'époux. Truquages et intérêts.

Pour que nous puissions chanter la vie, un jour, en toute vérité, il faut, disons-le bien hautement, laisser le convenu et faire un âpre souhait : que crève le vieux monde avec son hypocrisie, sa morale, ses préjugés qui empoisonnent l'air et empêchent de respirer. Que les hommes décident tout à coup de dire ce qu'ils pensent.

Faisons un jour de l'an où l'on ne se fera pas de vœux et de souhaits mensongers, mais où, au contraire, on videra sa pensée à la face de tous.

Ce jour-là, les hommes comprendront qu'il n'est véritablement pas possible de vivre dans une pareille atmosphère de lutte et d'antagonismes.

Ils chercheront à vivre d'autre façon. Ils voudront connaître les idées, les choses et les hommes qui les empêchent de venir à plus de bonheur.

La propriété, la patrie, les dieux, l'honneur courent risque d'être jetés à l'égout avec ceux qui vivent de ces puanteurs. Et sera universel ce souhait qui semble si méchant et qui est pourtant rempli de douceur : que crève le vieux monde !

Albert Libertad in *l'anarchie* n°90,
27 décembre 1906



Un brin de répression

- Nouvelles arrestations, même pas peur ! 3
- Qui sont les terroristes ? 3
- Arrestations pour un fumigène dans le 94... 4
- Solidarité, par Kaliméro Paris 5
- Appel du Front de Libération des Fumigènes 6
- Présidentielle : compil de soutien aux incendiaires 6
- Que crève la démocratie ! 7

Etrangers de partout

- Noël en centre de rétention, Pâques en prison 8
- Raffles dans les transports 9
- Résistance made in Angers 9
- Des ventres vides aux prisons pleines 10
- Chronique ordinaire de la guerre aux immigrés 10
- La chasse aux indésirables est ouverte... 11
- SNCF : sabotages ordinaires 11

Restructurations urbaines

- Avignon et les flux de l'Union Européenne 12
- L'invasion des caméras en Avignon 13
- Marseille, Il était une fois... Euromed 14
- Euromed à l'assaut de Marseille 15
- A qui profite le crime ? / Pour ne pas en rester là 16

Nuisances techno-industrielles

- Un ITER aujourd'hui, militaire toujours 17
- Le Grenelle et son environnement 18
- Squats à Lille, Cévennes, Caen 22
- Lyon, A ceux qui se désolidarisent... 23
- Nouvelles de la guerre sociale 24

CETTE SEMAINE

BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
<http://cettesemaine.free.fr/>
cettesemaine@no-log.org
 Abonnement : 12.50 euros / an
 (15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n'ont pas forcément à se poser la question de l'abonnement, une demande suffit

Tout individu ou groupe désireux de distribuer le journal dans son coin (table de presse, infokiosk, librairie sans bip,...) peut nous contacter à l'adresse ci-contre.

Italie

- *Turin*
 - Post-Olympique inférieur 26
 - Chronologie de la solidarité 26
 - Une vie normale 27
 - Rompre le silence 27
- *Lecce*
 - Lodeserto missionnaire !!! 28
 - Quitter l'ancien pour le nouveau 28
 - Le Parrain n'est pas un film 29
 - Nouvelles mesures répressives 29
 - La lutte contre le centre de rétention 29
- *Elections*
 - Qu'ils s'en aillent tous ! 30
 - Votez Van der Lubbe 31
 - Citoyennisme, le remède qu'il vous faut 32
 - Aux comités de lutte... 33
- *Gênes*
 - Sentence du procès 34
 - On a gagné ! 34
 - Déclaration publique au procès 35
- *Rovereto*
 - Surveiller d'une manière spéciale 36
 - Remake 37
 - Expulsion de l'ex-Bimac 37
- *Grève des ergastolani* 37
- *Bologne*
 - Rompre le silence 38
 - Sur la journée du 9 février 2008 39
- Solidarité internationale 39

Uruguay

- Pays productif de déchets toxiques 40
- Quand entre le loup 40
- Pouvoir de la loi. Loi du pouvoir 41

Grèce

- Deux lettres de Giorgos Voutsis-Vogiatzis 42
- Deux lettres de Vaggelis Botzatzis 44
- Lettre collective des compagnons en cavale 46
- Brèves du désordre 43

Belgique

- Les matons de la démocratie 48
- Poser les bonnes questions 48
- Contre le mur 49
- Contre les raffles et les centres de rétention 49
- Brèves du désordre 50

- Albert Libertad,
 extrait de *Que crève le vieux monde*,
 publié dans *l'anarchie* le 27 décembre 1906 1
- Constant Marie (1838-1910)
Chanson du Père Lapurge... (1905) 52

Même pas peur !

Rennes-Toulouse. Randall, Grégoire et Daphné sont arrêtés le 25 novembre 2007 à Toulouse, deux jours après une petite explosion dans un champ à Ginestous, sur dénonciation d'un voisin qui dit avoir relevé leur plaque d'immatriculation. Le 23 janvier 2008, ils sont en plus accusés d'être les auteurs de la tentative d'attaque du 8 novembre 2007 à Rennes contre le bâtiment de la direction régionale des douanes, commis avec une voiture volée incendiée contenant trois bonbonnes de gaz. Ils sont notamment incarcérés pour " *détention d'engins explosifs* ".

Fontenay-sous-bois. Ivan et Bruno sont arrêtés le 19 janvier 2008 par une patrouille de police en rentrant dans leur voiture. Un troisième qui les rejoint, Damien, est arrêté à son tour. Accusés de " possession de 2,5 kilos de chlorate de potasse " et de " clous tordus ", ils sont mis en garde-à-vue 48 heures puis mis en examen pour " *association de malfaiteurs* ", " *transport et détention, en bande organisée, de substance ou produit incendiaire ou explosif* " et " *refus de se soumettre au prélèvement des empreintes digitales, ADN et photos* ".

Les deux premiers sont incarcérés à Fresnes et Villepinte, le troisième sous contrôle judiciaire. Un texte anonyme paru peu après précise que le matériel saisi est en fait un fumigène artisanal et des crève-pneus comme il en a été fait usage ce même mois en solidarité avec la lutte des sans papiers enfermés dans le centre de rétention de Vincennes. Début avril, le juge de Créteil est désaisi au profit de l'anti-terrorisme, sous le prétexte d'une « *jonction supposée* » avec l'arrestation de Vierzon.

Vierzon (Cher). Deux personnes, F. et I., sont arrêtées le 23 janvier 2008 lors d'un contrôle de la police douanière à un péage d'autoroute. Accusées de " *possession de deux kilos de chlorate de potasse* " et de " *documentation expliquant comment fabriquer des bombes* ", elles sont mis 96 heures en garde-à-vue puis incarcérées à la prison de Fleury-Mérogis. L'enquête est confiée à la sous-division anti-terroriste. L'accusation est de " *détention et transport d'un produit incendiaire et explosif* " et " *association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste* ". De plus, la fille est accusée d'être l'auteur de la tentative d'attaque incendiaire du 2 mai 2007 contre la dépanneuse garée devant le commissariat de police du 18^e arrondissement de Paris. La preuve policière seraient des traces d'ADN provenant d'un cheveu retrouvé sur l'engin non explosé. Début avril, elle est transférée à la prison de Lille-Séquedin.

Début mars 2008, le garçon a été tabassé en prison par d'autres prisonniers qui ont suivi les rumeurs de matons le présentant comme un facho.

Qui sont les terroristes ?

Les conditions de vie toujours plus insupportables qui nous sont imposées reposent sur la peur. Peur de ne pas avoir de boulot et de ne pas arriver à boucler les fins de mois. Peur de la police, peur de la prison. Parce qu'au fond, la matraque et son acceptation est ce qui garantit les rapports sociaux.

Dans ce monde à l'envers, le terrorisme ce n'est pas contraindre des milliards d'êtres humains à survivre dans des conditions inacceptables, ce n'est pas empoisonner la terre. Ce n'est pas continuer une recherche scientifique et technologique qui soumet toujours plus nos vies, pénètre nos corps et modifie la nature de façon irréversible. Ce n'est pas enfermer et déporter des êtres humains parce qu'ils sont dépourvus du petit bout de papier adéquat. Ce n'est pas nous tuer et mutiler au travail pour que les patrons s'enrichissent à l'infini. Ce n'est pas même bombarder des populations entières. Tout cela, ils l'appellent économie, civilisation, démocratie, progrès, ordre public.

La politique est en réalité l'art de travestir les faits en changeant les mots. Leur « *guerre au terrorisme* » à l'échelle planétaire n'est qu'une arme de propagande pour légitimer toute agression militaire à l'extérieur et toute répression des rebelles à l'intérieur.

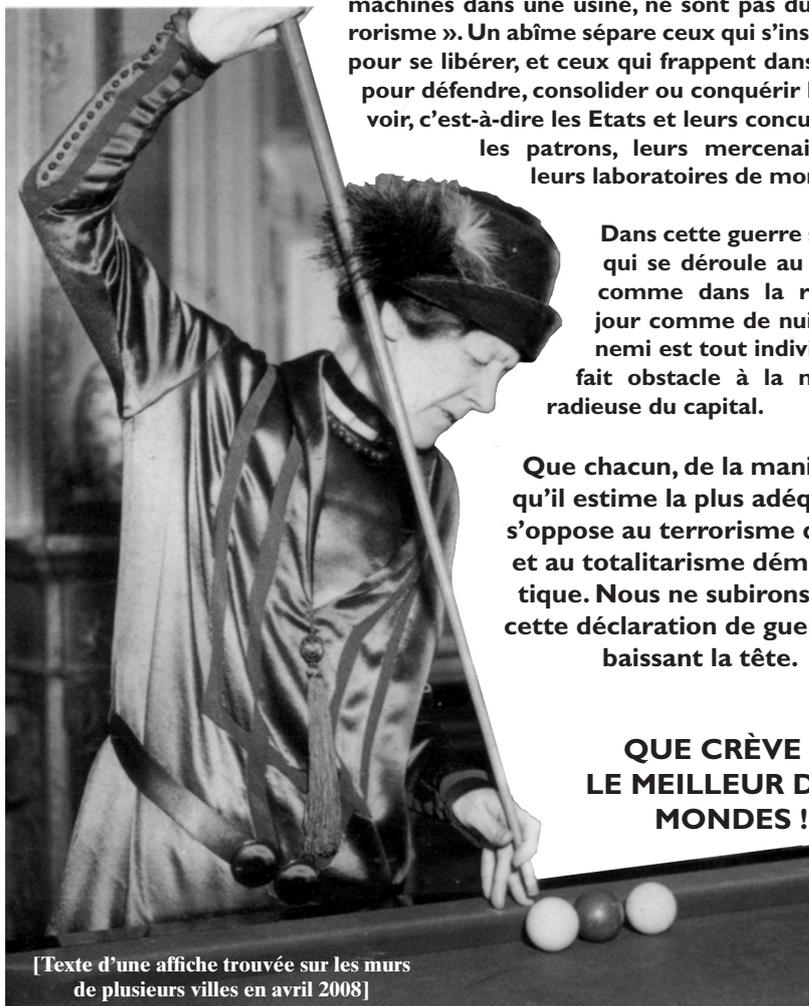
Dans un effet miroir, l'Etat voudrait tous nous obliger à être le reflet de sa sale gueule autoritaire. Des amitiés, des affinités et le partage d'une même idée de liberté deviennent une « *association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste* ». Des liens tissés dans les luttes deviennent une « *mouvance anarcho-autonome* ». Un fumigène devient une bombe.

Et pourtant, s'organiser n'est pas nécessairement constituer une Organisation, tout comme une grève n'est pas une prise d'otage. L'attaque contre une banque, une prison, une ANPE, une permanence électorale, un centre de rétention, le sabotage de la circulation des trains ou des machines dans une usine, ne sont pas du « *terrorisme* ». Un abîme sépare ceux qui s'insurgent pour se libérer, et ceux qui frappent dans le tas pour défendre, consolider ou conquérir le pouvoir, c'est-à-dire les Etats et leurs concurrents, les patrons, leurs mercenaires et leurs laboratoires de mort.

Dans cette guerre sociale qui se déroule au travail comme dans la rue, de jour comme de nuit, l'ennemi est tout individu qui fait obstacle à la marche radieuse du capital.

Que chacun, de la manière qu'il estime la plus adéquate, s'oppose au terrorisme d'Etat et au totalitarisme démocratique. Nous ne subirons pas cette déclaration de guerre en baissant la tête.

**QUE CRÈVE
LE MEILLEUR DES
MONDES !**



[Texte d'une affiche trouvée sur les murs de plusieurs villes en avril 2008]

Arrestations dans le 94 pour un fumigène : quelques précisions

LE 19 JANVIER DERNIER, trois personnes sont arrêtées dans le Val-de-Marne en possession d'un fumigène « fait maison », de quelques pétards et de clous tordus. Ces personnes étant fichées aux RG, s'ensuit une garde-à-vue de 48 heures, une perquisition qui ravage un appart, la prison pour deux des interpellés, une libération sous contrôle judiciaire pour le troisième en attente d'un procès. La section anti-terroriste s'est déplacée pour la perquisition mais ne se saisit pas de l'affaire qui reste du domaine correctionnel. Une enquête est ouverte pour association de malfaiteurs, détention et transports d'engins incendiaires ou explosifs en vue de détruire des biens ou de commettre des atteintes aux personnes.

Ce fichage et le fait qu'elles ont refusé en garde-à-vue de se soumettre à la « signalisation » (photos, empreintes, ADN) a entraîné ce montage judiciaire très décalé par rapport aux faits. Dans les jours qui ont suivi, les médias en ont encore rajouté coups de titres racoleurs comme dans *Le Parisien* du 22 janvier « Les anarchistes transportaient une bombe en kit » ou dans l'article du *Monde* du 2 février. La méfiance vis-à-vis de ce que l'on peut lire dans les médias bourgeois est une évidence depuis toujours, ça l'est encore plus quand les informations proviennent comme ici de fuites policières et relaient la version judiciaire à charge dans cette affaire. Gardons à l'esprit que les copains en taule ne peuvent pas s'exprimer, il est donc essentiel de revenir un peu sur les faits, en connaissance de cause.

Les personnes arrêtées ce jour-là se rendaient à la manifestation contre les centres de rétention qui avait lieu depuis Porte Dorée en direction du centre de rétention de Vincennes. Depuis un mois et demi maintenant, de nombreuses actions et mobilisations ont lieu contre ces centres de rétention, venant des retenus (refus du comptage, émeutes à l'intérieur, grèves de la faim, incendies) comme de l'extérieur (rassemblements, manifestations). Ces rassemblements, notamment à Vincennes, ont été marqués à plusieurs reprises par l'utilisation de fumigènes, de feux d'artifices et autres pétards pour dérouter la police et signaler aux retenus qui luttent à l'intérieur l'existence de mobilisations à l'extérieur.

Rappelons-nous entre autre du 31 décembre où peu après minuit, un feu d'artifice avec fusées, pétards et fumigènes eut lieu près du centre de Vincennes. Il y eut également une manifestation le 3 janvier, une le 5, puis le 19 et encore très récemment le 2 février. Certaines ont réuni plusieurs milliers de personnes et toutes ont donné lieu à l'utilisation de feux d'artifices, de fumigènes ou de pétards. Quant aux « clous tordus » cités par les journaux, ils nous rappellent plutôt des crève-pneus que l'on laisse sur la route pour crever les pneus, des voitures de police et des camions cellulaires de préférence. Ils ont aussi déjà été utilisés plusieurs fois, notamment lors de récents rassemblements contre les centres de rétention.

Nous ne cherchons pas ici à adopter un discours de l'innocence, nous savons bien que ce que nous venons de décrire est délictuel, au même titre que n'importe quel rassemblement

non-déclaré en préfecture ou que le fait de courir quand la police veut nous arrêter (rébellion). La lutte nous place presque immédiatement dans l'illégalité. Nous voulons rappeler le contexte de mobilisation politique dans lequel ces arrestations ont eu lieu. Nous voulons aussi dénoncer le montage policier et judiciaire à charge, dénoncer le fait qu'un fumigène et des crève-pneus envoient directement en taule et fait presque basculer dans « l'anti-terrorisme », un concept qui s'applique à de plus en plus de situations.

Cette construction judiciaire a des objectifs évidents : isoler, diviser et faire taire. Isoler les gens arrêtés du reste du mouvement en les qualifiant de « junior terroriste » irresponsables et déconnectés du reste de la société et des mouvements de lutte et de révolte qui la traversent. Faire taire en inspirant la peur à ceux qui luttent. Faire taire un mouvement qui grossit et qui dérange politiquement en se battant pour la fermeture des centres de rétention. Faire taire tous ceux qui luttent contre l'enfermement et le traitement que l'Etat fait subir en France aux classes populaires et aux étrangers. Faire taire en montrant que participer à ces luttes peut envoyer directement à Fresnes ou à Villepinte. Les précédentes manifestations, notamment celle du 5 janvier, avaient déjà été tendues et ponctuées d'échauffourées, notamment lorsque des centaines de personnes ont investi le parking du centre de rétention de Vincennes pour se rapprocher des retenus et échanger avec eux des cris de « Liberté », il y avait d'ailleurs déjà eu des arrestations. Les arrestations du 19 janvier doivent donc être replacées dans le contexte de cette lutte contre les centres de rétention qui a rassemblé dernièrement des milliers de personnes.

La détention de fumigènes et de crève-pneus qui vaut à deux personnes d'être actuellement emprisonnées et leur utilisation sont des pratiques partagées qui font partie de ce mouvement. Il est primordial que tous les gens qui participent ou se sentent solidaires de cette lutte n'oublient pas les copains incarcérés et leur manifestent soutien et solidarité, notamment en relayant l'information, en diffusant ce texte, en écrivant d'autres, ou par d'autres moyens. Parce que nous mobiliser collectivement quand on nous attaque nous rend certainement plus forts que de se replier chacun dans son coin, ne laissons pas la répression s'abattre dans le silence et l'anonymat.

**SOLIDARITE
AVEC LES CAMARADES INCARCERES
FERMETURE DES PRISONS
ET DES CENTRES DE RETENTION**

solidariteinculpés94@riseup.net

[Paru sur Indymedia Paris le 7 février 2008]

solidarité

Il y a tant de raisons de se révolter contre ce monde, rien d'étonnant donc si certains, certaines le font et agissent.

L'Etat, aidé par les journalistes et tous les garants de l'ordre existant (syndicats et partis en première ligne), répond généralement en montrant du doigt une partie des révoltés qu'il enferme dans des catégories créées pour l'occasion : les émeutiers se résument à la "racaille", comme la débrouille devient de la "criminalité organisée", et retenir un patron peut être considéré comme une "prise d'otages"... Tous rapports de causalité sociale et politique disparaissent, ne laissant place qu'à des êtres méchants ou fous-furieux, auxquels personne ne pourrait s'identifier.

Des spectres hantent le monde

Ces différentes désignations d'"ennemis intérieurs" servent à séparer, à isoler du reste de la société celles et ceux qui s'opposent à la bonne marche du système et percent la lourde chape de la pacification démocratique. Il s'agit de créer un consensus contre eux pour les réprimer plus facilement. Instiller la peur est de longue date pour l'Etat une manière de souder la société. Cela lui permet de se renforcer en se posant en protecteur... au besoin par la terreur. La révolte se diffuse en novembre 2005 et c'est l'état d'urgence, le GIGN et le RAID sont envoyés de plus en plus souvent pour mater les récalcitrants.

A intervalles réguliers, on nous ressort aussi la figure "du terroriste", pratique pour présenter des "monstres" aux actes incompréhensibles et totalement "étrangers" au commun des mortels.

La notion de "terrorisme" dont dispose l'Etat est suffisamment large pour qu'il puisse l'appliquer à son gré face à certaines situations. Ainsi, deux faits complètement similaires pourront être qualifiés ou pas de "terroriste". Cela a bien sûr des conséquences sur le traitement policier et judiciaire : prolongement de la garde-à-vue pouvant aller jusqu'à 6 jours, difficulté accrue pour voir un avocat, puis pour préparer la défense...

Crapules ou paranos ?

Aujourd'hui, beaucoup font des pieds et des mains pour se démarquer des suspectés, inculpés ou condamnés. Que ce soit en proclamant n'avoir rien en commun avec ceux qui sont sous le coup de la justice, en ressasant les théories sur la manipulation ou en employant les catégories du pouvoir (criminels, terroristes, psychopathes), ils font exactement le jeu que l'Etat attend d'eux. Peut-être pensent-ils ainsi apparaître comme plus responsables et plus légitimes, et qui sait, devenir des interlocuteurs de choix du pouvoir.

En effet, reprendre les catégories policières : les "bons manifestants" et les "méchants casseurs", les grévistes "responsables" et ceux qui ne respectent même plus leur outil de travail, etc, revient à dire qu'il faut agir exclusivement selon les règles du jeu imposées par notre adversaire.



Kalimero est un collectif et une caisse de solidarité. Il a pour objet de collecter des sous pour les prisonniers ainsi que de se rencontrer pour discuter des différentes situations. Une fois par mois se tiennent une réunion et une auberge espagnole (apporter à boire et à manger). Pour envoyer de l'argent ou pour être tenus au courant des prochains rendez-vous, écrivez à kalimeroparis@gmail.com ou consultez [indymedia paris](http://indymedia.paris).

**Voici le numéro de compte pour faire un virement : 10278 06137 00020471901 Clé 07
Sinon chacun peut déposer de l'argent en liquide dans toutes les agences du Crédit Mutuel et donner seulement ce numéro : 06137 00020471901**

Quand les âmes bien-pensantes disent « *la révolte certes, mais pas comme ça et pas maintenant* », elles la repoussent encore à de lointains ailleurs ou un hypothétique avenir. Et elles continuent à présenter des actes de rébellion concrète et réelle comme "étrangers". Affirmer qu'il est inconcevable que des gens s'opposent directement à l'ordre existant, c'est dire à demi mot qu'il n'y a pas de révolte sociale possible. Chercher à coller aux révoltes un visage, une identité, une structure, c'est faire un travail de flic ; leur inventer des meneurs, une source de financement occulte, des ficelles tirées dans l'ombre, c'est nier qu'elles n'ont souvent besoin que de moyens rudimentaires et de détermination.

Forger et utiliser ses propres moyens de lutte placerait-il de fait en-dehors du champ des luttes sociales ? C'est le discours que tiennent l'Etat et ses relais directs car ils défendent leurs intérêts... Cependant, il semble plus étrange de constater à quel point il est intégré chez la plupart des personnes qui prennent part aux mouvements de lutte.

Chacun devrait avoir à l'esprit que plus l'Etat, sa justice et sa police, restreignent le champ de ce qui est permis, plus celui de l'illégalité s'étend au point de s'immiscer dans l'ensemble de nos faits et gestes. Ne pas se satisfaire des critères édictés par l'Etat et ses acolytes, n'est pas faire preuve d'un esprit de transgression "extraordinaire", c'est simplement se donner la possibilité d'agir au quotidien.

Contre toutes les prisons

Aujourd'hui, de manière générale, la taule est une arme aussi banalement appliquée contre la conflictualité sociale que le coup de matraque ou le lacrymogène.

La prison n'est pas qu'un lieu où l'on enferme pour détruire méthodiquement le déviant, c'est aussi une idée distillée dans tout le corps social, une menace qui doit produire que chacun se tienne tranquille. Elle est l'aboutissement des techniques d'isolement et de séparation. De plus en plus nombreux sont celles et ceux qui finissent enfermés derrière des murs et des portes bien verrouillées par des cercles concentriques de matons, de juges, de flics, de journalistes, de syndicalistes responsables.

Arracher l'individu à ses relations, séparer chaque corps par l'encellulement et aussi isoler une partie des prolétaires que l'on enferme des autres, restées à l'extérieur : voilà la technique et la fonction du système carcéral. Et si la solidarité est l'arme la plus efficace contre la répression — et la prison en particulier — c'est parce qu'elle est l'exact contraire de ces séparations.

Solidarité !

**Paris
Kalimero**

[Tract qui a commencé à tourner fin février 2008]

Appel

du Front de Libération des Fumigènes

SI NOUS AVONS PRIS la décision de lancer cet appel international, c'est que l'heure nous semblait grave. Alors que nous apprenions avec joie qu'un certain nombre d'entre-nous étaient partis en fumée lors de la dernière manifestation anti-guerre à New-York et de piquets de grève tenus par les ouvriers d'une usine à Ankara (Turquie) la semaine dernière, nous prenions connaissance d'une situation hexagonale catastrophique. En effet, plusieurs personnes ont été emprisonnées ces dernières semaines pour le simple fait d'avoir été, sur le chemin d'une manifestation, contrôlées en notre présence. Non seulement l'un

d'entre-nous est toujours sous scellés dans les mains de la police, mais, plus grave, la mafia capitaliste du moment voudrait faire passer celles et ceux qui nous font briller pour de dangereux terroristes. Nous, fumigènes de tous les pays et de toutes compositions, sommes résolus à ne pas laisser s'installer ce genre de conneries dans les têtes.

C'est pourquoi nous répétons quelques évidences :

Nous faire partir en fumée est une pratique ancestrale, simplissime et toujours efficace pour poser de joyeuses ambiances lors de manifestations et rassemblements. Que nous soyons artisanaux -1/3 de chlorate de soude (désherbant total), 1/3 de sucre, 1/3 de farine-, ou bien industriel - et donc nécessairement plus chers - la seule chose qui nous importe, c'est qu'on nous fasse partir en fumée. Et, évidemment soucieux de l'état de la planète, notre condition de désherbant total ne nous a jamais plu...

Le F.L.F. appelle manifestants, militants et autres joyeux drilles à porter bien haut les

couleurs des fumigènes en craquant quelques allumettes. De nombreuses manifestations sont prévues, et elles ne se feront pas sans nous. Le 5 avril, par exemple, une journée nationale de manifestations contre la chasse aux sans-papiers est prévue : cela devrait être, pour nous, le moment d'une véritable démonstration de force. Et si nous pouvions, désormais, entendre scander à chaque manifestation le plus beau slogan du F.L.F. «*Chlorate, sucre, farine ! Chlorate, sucre, farine !...*», cela nous réchaufferais le cœur à tout jamais !

Faites-nous flamber ! Faites-nous briller !

Liberté pour les camarades emprisonnés !

Le Front de Libération des Fumigènes

PS : Appel également signé par L'Internationale Pétraradante (IP), le Groupe des Furieuses Banderoles (GFB), la Fédération des Clous Tordus (FCT), le Collectif "de la peinture sur les murs"...

[Paru sur Indymedia Paris le 22 mars 2008]



Classe... contre classe

Une compilation de soutien aux incendiaires engeolé-e-s lors des présidentielles 2007

Pendant la campagne électorale de la présidentielle 2007, un peu partout en France, des dizaines de permanences de tous bords sont attaquées (au moins cinq ont brûlé), des bureaux de votes et des relais télé sont sabotés. Et puis des voitures et des drapeaux français qui s'enflamment, des vitrines qui tombent...

D'la barricade et du pavé ! A Avignon, Montpellier, Villeurbanne, Paris et Millau, plusieurs personnes sont incarcérées pour s'en être prises à la démocratie et à ce système par diverses actions*. Ces actes parlent d'eux-mêmes et leur auteurs sont pour nous des camarades, des pyrotechniciens de la lutte des classes. Incarcérés, certains ont été lourdement condamnés et d'autres sont encore en attente de leur procès. Il est nécessaire d'organiser un soutien financier (frais de cantines, d'avocats, etc.), moral et politique.

D'où cette compile.

Pour survivre et espérer des victoires face au pouvoir, l'organisation collective et la solidarité sont des armes.

*31 mars, Avignon, incendie d'une permanence électorale du PS ; 22 avril, Montpellier incendies de « voitures de bourges » dans le centre ville ; 22 avril, Millau, sabotage de trois relais de télévision ; 22 avril, Paris, incendies de voitures dans Paris ; 11 mai, Villeurbanne, incendie d'une permanence électorale de l'UMP ; 11 mai, tentative d'incendie d'une voiture devant le Fouquet's. La compile classe... contre classe ! c'est :

Une brochure de 40 pages avec des textes et tracts sur les événements de la campagne présidentielle et l'arrestation des incendiaires et dans une seconde partie une compilation de textes contre les élections et la démocratie, avec des textes de Archinoff, Durruti, Gilles

Dauvé, Alexandre Berkman, Léon de Mattis, certains tirés des revues *Mordicus, L'envolée, Cette Semaine, Tout le monde dehors, Echange*.

Un CD de 24 titres punk, rock, hip hop, électro avec : Zora, Rage Mécanique, La Fraction, Hainemis d'état, Les Rapaces, Fuck da tourist, Kochise, Skalpel de la K-Bine, Fred Alpi, Komak, Bimbo killers, Chinken's Call, Les Molards, Cizif et Puzzmama, Scherzo, Urban Blight, Mon Dragon, Bière sociale, Scheisse for ever, Samizdat, Plaine Crasse, H-War, René Binamé, No Shangsa.

La compile (brochure et CD) est vendue 5 euros (ou plus) en soutien aux incendiaires engeolé-e-s. Pour commande, infos, ou pour diffuser cette compile :

APCP, BP 30312, 84021 Avignon cedex (chèque à l'ordre d'APCP).

Le procès des incendiaires montpelliérains de l'an passé («ils voulaient «crâmer des voitures de bourgeois», d'après la presse de l'époque, le jour du premier tour des élections), aura lieu le 6 mai à 14h au tribunal correctionnel.

Pour rappel, Quentin, un des 4 inculpés, a purgé près de 3 mois de préventive. L'accusation a désormais abandonné les chefs de bande organisée et les incendies proprement dits, pour ne retenir que des tentatives.

Quant aux incendiaires de Villeurbanne, Audrey est sortie le 21 novembre 2007. Le 26, Cézary était lui transféré en centre de rétention et expulsé en Pologne où s'est fait emprisonné pour d'autres histoires. Il est à présent dehors.



Compilation de solidarité sortie à Lille en juin 2007, et enregistrée à l'ex-squat les Daras.

ledaras@no-log.org



Compilation de solidarité sortie en Avignon en avril 2008

csie@boum.org

Que crève la démocratie !

« La démocratie, comme le capitalisme d'ailleurs est devenue l'horizon indépassable de notre époque ; tout discours qui tendrait à la remettre en cause est disqualifié d'avance : on ne veut tout simplement pas l'entendre. La démocratie, pourtant, a surtout fait jusqu'à présent la preuve de son échec. Le monde qu'elle domine est toujours un monde de soumission, de privation et de pauvreté. Le droit de vote est censé assumer à lui seul l'expression de la volonté populaire : mais croit-on encore que quoi que ce soit puisse changer grâce à des élections ? »

Léon de Mattis

Toujours fermer sa gueule, la peur au bide, être éduqué, opprimé, exploité, parqué. N'avoir comme seule possibilité que de vendre sa force de travail et pour seul mot à dire qu'un bulletin de vote. Mais donner sa voix, c'est se taire, se soumettre : c'est abandonner son pouvoir à un « représentant ». Qui peut prétendre décider à la place des autres ? Une fois tous les cinq ans, croire qu'on peut « choisir ».

Mais choisir quoi ? Qui ? Nos bourreaux ? Ceux qui nous exploitent ? Ceux qui nous enferment ? Ceux qui nous fichent, nous contrôlent ? Choisir entre cinq ou vingt candidats de merde qui, de toute manière, ne peuvent que mettre en place la même politique ? Choisir la sauce à laquelle on va être mangé ? Alors qu'on pourrait pendre le cuisinier et foutre le feu à la cantine ! Aussi, quand certains décident d'ouvrir leur gueule à grands coups de pavés pour cracher révolte et rage contre ce monde de merde, surgit une bouffée d'air qui rappelle que seule la lutte compte. La lutte contre ce système d'exploitation capitaliste et contre tous les outils et artifices qui lui permettent de perdurer. La démocratie n'est que l'un d'eux, un des modes possibles de gestion politique au service du capital et de la classe dominante.

Pendant la campagne électorale des présidentielles de 2007, un peu partout en France, des dizaines de permanences politiques de tous bords sont attaquées (au moins cinq ont brûlé), des bureaux de vote et des relais de télé sont sabotés. Et puis des voitures et des drapeaux français qui s'enflamment, des vitrines qui tombent... d'la barricade et du pavé ! A Avignon, Montpellier, Villeurbanne, Paris et Millau, plusieurs personnes sont incarcérées pour s'en être prises à la démocratie par diverses actions. Ces actes parlent d'eux-mêmes et leurs auteurs sont pour nous des camarades, des pyrotechniciens de la lutte des classes.

En Avignon, si le PS a été pris pour cible ce n'est pas pour faire le jeu d'un autre parti ; cette action n'est pas non plus l'œuvre de « quelques déçus de la politique des socialos qui auraient trahi la classe ouvrière » comme l'ont affirmé les journaux. Il a été visé pour ce qu'il est, l'un des représentants et gestionnaires d'un système à éradiquer. Il est donc une cible parmi d'autres. C'est la représentation politique elle-même qui était visée et non une « mauvaise gestion ». D'ailleurs, tous les partis, de l'UMP à la LCR, ont condamné le geste : cohésion de ceux qui font partie du même camp !

Nous sommes toujours dans une société de classes, peu importe qui est élu, il n'y changera rien. Bien au contraire, car c'est le rôle de ses dirigeants que de maintenir et de défendre la domination et les intérêts de la classe capitaliste. Les légères différences, sur la forme, ne font que camoufler le fait que sur le fond ils ne peuvent appliquer qu'une seule et même politique : celle dont le patronat a besoin pour assurer la pérennité du système et engranger toujours plus de profit. Si, pour l'Etat, l'heure est à l'offensive avec le tout sécuritaire, la précarisation, la flexibilité, les dérégulations, les privatisations, ce n'est pas en raison de choix politique ou d'une quelconque dérive. C'est pour répondre aux contraintes et aux impératifs économiques mondiaux du capital. Ce système ne peut être réformé, il doit être détruit.

**CONTRE LE CAPITALISME ! CONTRE LA DEMOCRATIE !
SOLIDARITE AVEC LES INCENDIAIRES ET LES INCARCERES !**

*Collectif de soutien aux incendiaires engeolé-e-s,
janvier 2008*

[Publié dans le livret de la compilation *classe... contre classe*, pp. 6-7]

Noël en rétention, Pâques en prison

Solidarité contre la machine à expulser



Derrière les murs des centres de rétention, les sans papiers tentent régulièrement de s'organiser contre leur enfermement. Le fonctionnement de ces prisons administratives (la surveillance permanente, le turn over des « retenus », la pression policière) rend difficile d'autres formes de révolte que la grève de la faim, ponctuelle et isolée. Cet hiver pourtant, la colère des prisonniers sans papiers s'est manifestée pendant trois mois sans interruption. Dans les prisons pour étranger de Vincennes, du Mesnil-Amelot, de Rennes, dans la zone d'attente de ZAPI 3 à Roissy, grèves de la faim, communiqués, refus de rentrer dans les chambres, refus d'être comptés, incendies de cellules, et malheureusement, tentatives de suicide et automutilations se succèdent.

Et pour une fois, une lutte menée par des prisonniers sans papiers n'a pas rencontré que de l'indifférence à l'extérieur. A force de voir ces situations se multiplier, la course aux expulsions s'accélère, beaucoup de gens ont fini par transformer leur indignation en révolte. Depuis la résistance aux rafles dans les quartiers et les transports publics, jusqu'aux interventions dans les aéroports pour éviter une expulsion, en passant par les coups de téléphone quotidiens dans les centres et la présence dans les tribunaux, des réseaux de solidarité s'organisent et des gens agissent directement.

Enfin, voilà des milliers de personnes devant un centre de rétention plusieurs semaines de suite criant « liberté » d'une même voix avec les « retenus ». Cette lutte a su, un temps au moins, dépasser la simple revendication d'une amélioration des conditions de rétention. Comme tous lieux d'enfermement, on ne peut imaginer et voir ces centres « s'humaniser » ou se limiter à la privation de liberté et rien d'autre. Les sans papiers le crient eux-mêmes suffisamment.

À l'intérieur, la répression est constante et brutale. On transfère, on tente d'expulser les soi-disant leaders sans papiers sans réussir à éteindre le mouvement. Alors, on fait stationner des cars de CRS en permanence devant le centre de Vincennes. Ils interviennent à l'intérieur pour mater la révolte : enfermement dans les chambres ; mise à l'isolement ; comptages et fouilles à poil en pleine nuit dans la cour ; tabas-

sages en règle au moindre prétexte. Le harcèlement est permanent pendant deux mois. Pour empêcher toute communication entre les prisonniers et les manifestants, les abords du centre sont verrouillés par des cordons de gardes mobiles. Malgré tout, les sans papiers continuent de s'organiser et de se battre.

À l'extérieur, on tente de briser les solidarités. Plusieurs personnes qui ont en commun d'avoir exprimé leur solidarité avec ces hommes et ces femmes sont arrêtées, inculpées et pour certaines emprisonnées.

Quatre personnes sont arrêtées lors d'un feu d'artifice devant le centre de Vincennes le 31 décembre 2007. Elles sont relâchées dans la nuit grâce à la mobilisation.

Lors de la marche sur le centre de rétention du 05 janvier 2008, un militant [sic] est arrêté sur le parking du centre car il a voulu s'approcher des détenus. Accusé de « coups et blessures sur agent », il passe en procès le 17 juin à 9 heures à la 30ème chambre du tribunal de Paris.

Sur le chemin de la manifestation nationale contre l'allongement de la durée de rétention du 19 janvier, trois personnes sont arrêtées pour avoir eu dans leur sac des fumigènes et des pétards. Une enquête est ouverte pour « association de malfaiteurs, détention et transports d'engins incendiaires ou explosifs en vue de détruire des biens ou de commettre des atteintes aux personnes ». Des appartements sont perquisitionnés et saccagés. Deux personnes, Ivan et Bruno, sont depuis plus de deux mois en détention préventive à Fresnes et à Villepinte où elles attendent qu'une date de procès soit fixée.

Dans la nuit du 12 au 13 février, après que les détenus du centre de Vincennes aient une nouvelle fois subi les tabassages et les tasers de la police (une enquête a depuis été ouverte sur cette nuit), quatre personnes sont arrêtées et accusées d'avoir tagué « fermeture des centres de rétention » sur les murs de la gare RER voisine. Placées sous contrôle judiciaire avec interdiction de se rendre dans le Val-de-Marne, elles passent en procès le 15 avril au tribunal de Créteil.

Le 27 février quatre passagers d'un avion de la Royal Air Maroc sont descendus de l'avion, pour s'être opposé à l'expulsion de deux maliens raflés deux semaines plus tôt au foyer pour tra-

vailleurs étrangers de la rue Terre-aux-curés dans le XIIIème arrondissement. À force de ténacité face aux policiers, les deux sans papiers ont été redescendus et n'ont pas été expulsés. Mais les quatre passagers passent en procès le 18 avril au TGI de Bobigny pour « entrave à la circulation aérienne ».

Le 29 février, idem : la police tente d'expulser deux autres habitants de ce même foyer raflés eux aussi parmi 115 personnes le 13 février au matin. Là encore, les passagers refusent de voyager aux côtés de personnes entravées et bâillonnées. Les sans papiers ne sont pas expulsés mais un passager est lui aussi descendu de l'avion et poursuivi. La date du procès n'est pas fixée.

Pendant ce temps, dans la presse, montages [sic] et mensonges se succèdent. Une fois de plus, la « couverture médiatique » contribue à éteindre le feu. Passée la période des fêtes, des rédactions vides et de la bonne conscience de quelques reportages, les caméras filment ce que le ministère dit de filmer pour démontrer que la lutte est bien finie dans les centres de rétention. Quant à la rafle du foyer terre-aux-curés, elle est présentée comme une « action de lutte contre les marchands de sommeil ». Le montage ne tient pas longtemps et plus d'une centaine de personnes arrêtées ce jour-là sont libérées par la suite, grâce à la mobilisation dans la rue, les tribunaux et les aéroports. Tout aussi grave, dans les jours qui suivent l'arrestation des porteurs de fumigènes, quelques journaux reprennent mot à mot la version policière à coup de titres racoleurs. Cette construction médiatico-judiciaire a des objectifs évidents : isoler, diviser et faire taire. Isoler les gens arrêtés du reste du mouvement en les qualifiant de « junior terroriste » irresponsables et déconnectés du reste de la société et des luttes et révoltes qui la traversent. Faire taire en inspirant la peur. Faire taire tous ceux qui luttent contre l'enfermement et le traitement que l'Etat fait subir en France aux classes populaires et aux étrangers.

Aujourd'hui c'est à nous tous de refuser que l'Etat, sa police, ses journalistes aux ordres nous dictent quels moyens

de lutte sont légitimes. L'Etat n'expulse pas des chiffres mais fracasse des vies pour les besoins de l'exploitation quotidienne. La menace de l'arrestation et de l'expulsion constitue un moyen de pression sur les sans papiers qui subissent des boulots pénibles et sous payés dans des secteurs comme le bâtiment, la restauration, le nettoyage. C'est aussi un moyen de pression sur les « étrangers légaux » qui craignent de se voir refuser le renouvellement de leur titre de séjour. A nous de continuer à nous battre contre les rafles quotidiennes de sans papiers, l'allongement de la durée de rétention la construction de nouveaux centres de rétention.

Contre la machine à expulser, concert de solidarité avec les enfermés et les inculpés, le 26 avril 2008 à 19h, à la CIP-IDF, 14-16 quai de la Charente, 75019 Paris (M° Corentin Cariou)

[Tract trouvé à la manifestation parisienne du 5 avril 2008]



En attendant mieux...

Le 4 avril 2008, Baba Traoré, un malien sans-papiers poursuivi par la police suite à un contrôle de billets en gare RER de Joinville-le-Pont, se jetait dans la Marne et en mourait.

Le 5 avril vers 18h, après la dispersion de la manif parisienne, près de 250 personnes se sont rendues en manif sauvage devant le centre de rétention de Vincennes au cri de « Liberté ». Après une demi-heure, la manif repart dans Joinville en bloquant la circulation, passe sur le pont tragique puis se rend devant le poste proche de la police municipale. Plusieurs de ses vitres sont brisées, une voiture de keuf est enfoncée à coup de plot métallique et trois municipaux ahuris sont vite chassés.

Sur le retour vers la gare, re-blocage, slogans (« A Joinville la police assassine »), tags (« Guerre sociale »), panneaux publicitaires brisés et affiches collées. Plusieurs caméras de la station RER sont obstruées ou brisées, des panneaux défoncés. La police en nombre et sur le tard ne pourra que voir repartir, impuissante, la joyeuse troupe vers Paris...

En attendant mieux, cet énième assassinat aura au moins reçu une réponse rapide sur place et bien accueillie par de nombreux habitants.

RAFFLES DANS LES TRANSPORTS

Dans une station de métro, un barrage d'agents RATP contrôle les tickets et autres cartes à puce. A quelques mètres, les flics ramassent celles et ceux qui n'ont pu montrer ni ticket ni papier. Ils les embarquent dans des camions stationnés à proximité. Les quelques flics, qui épaulaient habituellement les contrôleurs lorsqu'un passager s'énervait et refusait un contrôle prétendument « banal », sont maintenant dix ou quinze. **Dans une gare RER**, des GPSR (Groupement de Protection et de Sécurité RATP) ne prennent même plus la peine de demander les tickets. Quand une gueule ne leur revient pas, ils abolent eux-mêmes directement : « tes papiers ! ». **Dans un petit local au fond d'une gare**, des contrôleurs retiennent par la force -désormais légalement- un sans-papiers pendant des heures. **Dans un bus**, le chauffeur zélé exige le ticket d'un voyageur et attend, à l'arrêt, les portes fermées. Les flics arrivent enfin, pour récupérer le colis suspect, ce voyageur qui n'avait pas de papiers. Terminus expulsion avec changement au commissariat et arrêt au centre de rétention.

Dans le réseau des transports publics d'Ile-de-France, contrôle de ticket et contrôle d'identité ne font plus qu'un. Le fraudeur qui ne peut pas présenter de papier finit toujours devant les flics. Le contrôle des tickets est donc un moment privilégié, voire un simple prétexte, pour arrêter les sans-papiers. **Dans son travail quotidien l'agent Ratp ou Sncf ne se distingue plus du flic**, il participe activement à la chasse aux sans-papiers. Rien de nouveau sous le soleil, c'est vrai. **La Ratp et la Sncf sont de vrais services publics ; ils assurent donc leur fonction de contrôle des populations au service de l'Etat**. Pas besoin de remonter au Vel d'hiv ou aux rafles de 1961, pendant la guerre d'Algérie. Sous le gouvernement socialiste de Jospin, la grande majorité des sans-papiers arrêtés étaient dans les stations de métro. Aujourd'hui ça s'accélère. Il s'agit de continuer à faire du chiffre et d'atteindre le quota. 25 000 expulsions sont prévues en 2007.

Le métro, les bus et les gares ferroviaires se prêtent parfaitement aux contrôles de police. Espaces policés, lissés, sécurisés. Couloirs géants, caméras omniprésentes, portiques infranchissables. Minute après minute des trombes de voyageurs se déversent pour aller au chagrin. Pour orienter le flux vers le contrôle, il suffit alors aux agents RATP-SNCF de fermer une vanne, de bloquer tel ou tel accès. Les rafles, d'abord massives, se font maintenant plus discrètes ou deviennent « volantes ». Les condés attrapent cinq personnes ici puis bougent deux stations de métro plus loin pour en choper trois autres.

Certains horaires, certaines stations sont ciblés pour les contrôles : une petite station d'un quartier populaire près d'un foyer de travailleurs immigrés ; une gare de banlieue près d'un gros chantier Bouygues ; une station d'un quartier de l'Ouest parisien à 6 heures du matin quand les agents d'entretien et autres employés de maison viennent ramasser la merde des bourgeois qui dorment encore ; un Noctabus chargé des plongeurs des restos de la capitale qui rentrent à 2 heures du matin en zone 5.

Hier à Château rouge, Château d'eau, Barbès, Gare du Nord, des réactions collectives spontanées ont fait échouer ces contrôles. À Stalingrad, La Chapelle, Belleville, aussitôt la rafle repérée, le mot a circulé dans la station, par téléphone, dans le quartier. **Des gens se sont regroupés, se sont insurgés, et les flics gênés ont été obligés de partir rapidement. C'est arrivé et ça arrivera encore.**

Pendant la grève, des gares ont été occupées, des stations fermées, le flux interrompu, du moins perturbé. Tant mieux. C'est toujours ça de pris, d'arraché à notre quotidien gris de main d'œuvre corvéable, avec ou sans papiers. Mais c'est aussi une chance pour celles et ceux qui ont été un peu moins contrôlées, arrêtées, expulsées. Pendant quelques temps, les salariés de la RATP et de la SNCF, grévistes ou non, n'ont plus participé à ce sale boulot. En février dernier certains syndicalistes s'étaient plaints de cette soi-disante « dérive » de leur travail. Sans surprise aucun acte n'a suivi, et le mouvement qui vient de se terminer n'a même pas abordé cette question. Quoi qu'il en soit demain, nous continuerons de fuir les contrôles, de sauter les portillons, d'empêcher les rafles, d'enrayer la machine à expulsions.

Faisons en sorte qu'aucun contrôle ne se passe tranquillement

SABOTONS LA MACHINE A EXPULSER

Résistance made in Angers

Ce lundi 18 février 2008 était l'ouverture d'un temps fort de l'opération «made in angers» qui a pour but d'ouvrir le fleuron de l'activisme entrepreneurial angevin aux habitant-e-s et aux touristes. Mais c'est un autre visage que certaines boîtes ont montrés aux angevin-e-s.

Car au petit matin sur la façade clinquante de «l'entreprise citoyenne» de restauration RESTORIA, c'est une part plus sombre de leur activité qui était exposée aux yeux de tous-tes. Un gros et vilain tag «RESTORIA SPECULE SUR L'ENFERMEMENT» ornait sur plusieurs mètres la façade vitrée. En effet un contrat permet à cette entree de s'engraisser en fournissant le centre de rétention de Nantes leur résidus d'exploitation agro-industrielle. Une autre façade fut redécouverte, le siège de «bouygues immobilier», qui «façonne notre avenir» en construisant (entre autre)

des centres de rétentions et des prisons. Ces deux entreprises sont un rouage parmi tant d'autres de la machinerie.

La croûte de la paix sociale angevine ne parvient pas à cacher les arrestations sur dénonciation de sans pap', la misère sociale, la gentrification... Il est temps de s'attaquer à la plaie !

brisons les murs, les frontières et le capital

NB : Les deux entreprises en charge des 17 000 m² des deux centres de rétention du Mesnil-Amelot sont Levaux et SGREG à Bondoufle.

[Publié le 24 février 2008 sur Indymedia Paris]

Lutte dans le centre de rétention de Vincennes

20 décembre 2007

Des sans-papiers détenus au centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) entament un mouvement de protestation : cahiers de doléances, revendications écrites sur les vêtements ...

27 décembre

Certains des détenus commencent une grève de la faim. Dans la nuit du 28 au 29 décembre, 150 CRS font irruption dans le centre de Vincennes pour forcer manu militari les détenus à rejoindre leurs chambres.

29 décembre

Le mouvement s'étend dans les deux centres de Vincennes où de nombreux sans-papiers rejoignent la grève de la faim et refusent de rentrer dans leurs chambres. Les CRS entrent à nouveau pour mater la révolte. Des prisonniers sont mis en isolement. Mais les grévistes continuent d'exprimer leur détermination à ne pas céder.

30 décembre

« Il y a à peu près un mois, un sans papier s'est évadé du centre de rétention de Vincennes. Depuis cet évènement, les policiers sont particulièrement énervés et virulents envers les "retenus". Par exemple, ils entrent dans les chambres pour faire des fouilles à n'importe quelle heure de la nuit, ils font entre 8 à 10 rondes par 24 heures, au lieu de 3 habituellement. Suite à cette évasion, les policiers ont eu pour ordre de dénombrier, tous les soirs, les sans-papiers pour vérifier qu'aucun ne s'est enfui. Avant hier, les retenus n'ont pas accepté de se faire comptabiliser comme du bétail et ont refusé de remonter dans leur chambre. Les policiers ont appelé les CRS en renfort qui ont passé une partie de la nuit à Vincennes. »

22 janvier 2008

Depuis le matin, 20 sans-papiers (sur les 30 présents) retenus au CRA de Palaiseau sont en grève de la faim pour obtenir leur libération. À minuit, à Vincennes, les détenus ont refusé d'être comptés et de rentrer dans leurs chambres. Ils ont essayé de dormir dehors. Les CRS sont intervenus pour les obliger à réintégrer leurs chambres.

23 janvier

A Vincennes, des détenus ont mis le feu à leur chambre, en brûlant des papiers. La police et les pompiers sont intervenus. Ambiance extrêmement tendue. 6 personnes en grève de la faim au centre de rétention de Nantes.

25 janvier

Depuis 18h30, les sans-papiers du centre de rétention de Vincennes se battent contre la police. Ils ont commencé par refuser de se rendre réfectoire pour protester contre les traitements indignes qu'on leur inflige tous les jours.

27 janvier

La tension ne cesse de monter depuis hier soir au centre de rétention de Vincennes. Les familles ont attendu en vain de pouvoir rendre visite à leur proche. Les affrontements directs entre sans-papiers et policiers ont repris dès cet après-midi. Deux départs de feux ont de nouveau nécessité l'intervention des pompiers.

12 février

Départ et mise à feux de deux chambres à 3 heures. Deux blessés graves suite à des affrontements avec la police et les tabassages consécutifs, emmenés à l'Hôtel Dieu dans la nuit. Les 4 personnes considérées comme responsables des violences ont été transportées au CRA2. On apprendra quelques jours plus tard que la police a fait usage de tasers.

6 avril

Nouveaux incendies de draps, projectiles contre la police et dégradations. Une manif était passée les saluer la veille, un sans-papier avait été assassiné par la police deux jours avant dans la ville d'à côté.

[Extraits de la chronologie de la révolte dans le centre de rétention Vincennes (décembre 2007-mars 2008), publiée aussi en brochure disponible sur infokiosk.net]

DES VENTRES VIDES AUX PRISONS PLEINES

Les taules en tous genres se multiplient : nouvelles prisons ultrasécurisées, centres de détention pour mineurs, centres de rétention et zones d'attente pour «étrangers»...

De l'allongement de la durée de rétention à la rétention de sûreté, en passant par les unités psychiatriques, l'ombre oppressante des barreaux plane sur notre survie, forme de non-vie.

Ceux qui enferment mentent... reste l'enfermement et il n'y a pas de prison humaine.

LA TÊTE CONTRE LES MURS MAIS LA RAGE AU CŒUR...

Des mouvements de protestation se développent dans les taules. Depuis décembre dernier, des détenus sans-papiers ont entamé des grèves de la faim et ont refusé de rentrer en cellule à Nantes, Vincennes et au Mesnil-Amelot.

Ces derniers jours ça part en émeute au CRA de Vincennes.

Marre de raser les murs, de se faire contrôler, arrêter, encager, expulser. Certains se mutinent, s'évadent, foutent le feu, affrontent les flics, leurs geôliers.

La domination et l'exploitation sont partout.

Mais la révolte ne connaît ni murs ni frontières.

Détruisons toutes les prisons et le monde qui les produit.

LIBERTÉ !

[Affiche trouvée mi-février sur les murs de Paris-13e]

SABOTONS LA MACHINE A EXPULSER !

Chaque jour, les flics expulsent et ne font que leur métier, les juges ne font qu'appliquer les lois, la machine est bien huilée.

Est-il possible de laisser faire, de cautionner la politique raciste et xénophobe de la forteresse Europe, sans être un "collabo", comme tout le monde ?

Parce que ce monde de la matraque et de l'enfermement est toujours plus écrasant, notre solidarité ne peut pas être une simple déclaration de principe, elle doit être active.

**ORGANISONS LA RESISTANCE,
STOPPONS LA CHASSE AUX SANS-PAPIERS !**

**POLICE PARTOUT,
JUSTICE COMPLICE**

La chasse aux indésirables reste ouverte ...

Depuis qu'elles rencontrent quelques résistances, les rafles de sans-papiers sont moins visibles, les flics se faisant plus discrets et mobiles. En effet, le déploiement d'uniformes n'est toujours pas accepté partout, et se heurte parfois à la rage et la révolte.

Cependant, les contrôles et les ramassages généralisés se poursuivent, notamment dans les gares SNCF, les stations de métro ou RER de banlieue. Régulièrement, ce sont des dizaines de personnes qui se font ainsi embarquer et interner.

Au passage, il y a les "bavures" qui n'en sont pas : au cours de la traque, certains, certaines se font directement flinguer : comme Reda Semouni, sans-papier de 30 ans qui, selon les keufs, se serait défenestré le 8 janvier 2008 lors d'une perquisition à son domicile. Un exemple parmi tant d'autres ...

Le chœur des pleureuses citoyennes entonne alors l'habituelle rengaine des droits de l'homme dans notre beau pays démocratique, et les crapules politicardes tentent de redorer leur blason. Ainsi, Delanoë, relayé par les associations de gôche, offre un bel enterrement à Chulan Zhan Liu, morte en septembre dernier en se jetant par la fenêtre pour échapper aux flics. Mais pour eux, pas de problème quand l'exploitation quotidienne est légale, quand les expulsions sont prononcées à « juste titre », quand la police arrête « les délinquants ». Ils continuent à réclamer justice, alors que celle-ci fait très bien son sale boulot, distribuant à la pelle prolongations de rétention, mois de taule, interdictions du territoire et ordonnances d'expulsion. On se rappelle du temps où c'était le PS, avec le PC et les Verts au gouvernement, qui faisait passer les lois racistes et affrétait les charters de sans-papiers...

Malgré la construction incessante de nouvelles taules, ce que les bureaucrates de l'enfermement appellent les C.R.A. (Centres de Rétention Administrative) débordent et explosent. Silence radio des caritatifs. Car cette fois, ceux et celles qu'ils aiment à présenter comme des victimes résignées, se révoltent.

Mi-décembre, au Centre du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne), certains se sont mis en grève de la faim, ont refusé de rentrer en cellule, ont fait sortir des communiqués pour protester contre les arrestations, la rétention et les expulsions. Le mouvement a ensuite gagné le Centre de Vincennes, où il n'a cessé de prendre de l'ampleur. Dès début janvier, des prisonniers ont refusé d'être comptés et de rentrer dans leurs chambres aux cris de LIBERTÉ. Et c'est parti en émeutes.

Le 23 janvier, deux chambres ont été incendiées, le 25 et le 26 deux autres ont brûlé. A chaque fois, bien sûr, pompiers et flics interviennent à l'intérieur, ce qui donne lieu à des affrontements.

Depuis, des détenus ont été mis à l'isolement et les tentatives de suicide se multiplient. Cependant, les quatre personnes qui avaient été placées en garde à vue pour les incendies ont finalement été relâchées et même libérées du Centre – l'un avec deux mois de sursis au-dessus de la tête.

A Vincennes, la tension reste latente. Il y a toujours des grèves de la faim. Le mouvement continue dans d'autres Centres, comme celui de Nantes. Il est essentiel que celles et ceux qui se reconnaissent dans cette révolte contre l'emprisonnement et l'ordre de ce monde, l'étendent et la diffusent aussi par-delà les murs.

Des liens ont été faits avec les mutins, des feux d'artifice tirés, et des rassemblements en solidarité ont lieu devant divers centres de rétention, notamment celui de Vincennes. Mais la machine à enfermer et expulser fonctionne aussi grâce à de multiples rouages, dans lesquels il est possible de mettre son grain de sable : contre les collabos qui balancent les sans-papiers au quotidien - dans les administrations, les transports, les banques -, les constructeurs et fournisseurs de taules en tous genres et ceux qui les co-gèrent, les compagnies qui pratiquent les expulsions, les hôtels ou les aéroports qui servent de zones d'attente ... Ce qui dégoûte le cœur, que la main s'y attaque !

SOLIDARITÉ ACTIVE AVEC LES MUTINS !

[Tract trouvé lors de la manifestation du 19 janvier 2008]



SNCF : sabotages ordinaires

Les trois premières semaines de novembre 2007 se sont déroulées des grèves à la SNCF et à la RATP contre la réforme des retraites, bloquant largement le trafic ferroviaire et urbain. Outre les formes d'actions classiques comme l'occupation des dépôts, les manifestations ou les piquets de grève, une autre tradition, toujours présente, est revenue à la lumière : le sabotage. Qu'il s'agisse de pierres dans le système d'aiguillage, d'incendies de systèmes électriques ou de câbles, de gare saccagée, de vols de clefs de locomotives, de lecteurs de carte d'accès dégradés, d'huile sur les rails ou de signalisation endommagée, ils ont été variés et continus dans tout le pays.

La SNCF a porté plus d'une cinquantaine de plaintes pour la forme (ces histoires se réglant plus « en interne »). Quelques condamnations sont cependant déjà tombées : 4 mois avec sursis pour un cheminot à Thionville qui a détruit avec des chaises les vitres d'un poste d'aiguillage le 22 novembre 2007, 1 mois avec sursis le 7 mars 2008 pour deux agents de la RATP accusés d'avoir interrompu l'électricité de la ligne 6 du métro. Deux individus sont mis en examen depuis le 22 novembre 2007 à Blainville, accusés d'avoir vidé l'air du système de freinage d'un train de marchandise qui allait partir, et un conducteur de train est mis en examen depuis le 27 décembre 2007 pour le sabotage du portail d'entrée de la gare de triage de Sibelin.

Enfin, signalons que les sabotages anonymes ont continué après la fin officielle du conflit : les 24 et 26 décembre, trois incendies de câbles et de transformateur électrique ont provoqué d'importants retards sur les TGV Paris-Lille (câble sectionné et d'autres incendiés vers Ressons, Oise), sur les TGV Paris-Marseille (150 mètres de câbles incendiés vers Lambesc, Bouches-du-Rhône) et les TGV Paris-Dijon-Lausanne (transformateur incendié vers Velars-sur-Ouche, Côte d'Or).

Le 23 janvier 2008, trois nouveaux incendies de câbles perturbaient fortement le trafic entre Paris et Marseille (4 mètres de câbles incendiés vers Claveyson, Drôme), Lyon-Marseille (incendie vers Saulieu, Côte d'Or) et Paris-Rennes (15 mètres de câbles incendiés vers Saint-Aubin-des-Landes, Ille-et-Vilaine).

AVIGNON ET LA RESTRUCTURATION DES FLUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Qui n'a pas encore entendu parler du TGV Méditerranée, de la gare d'Avignon et sa « virgule », du site d'Agroparc, du parking Jean Jaurès et de la future ligne Est Ouest (LEO) ?

Des travaux titanesques pour des édifices et des aménagements à haute rentabilité.

Si Avignon met le paquet et passe à la vitesse supérieure dans la restructuration de ses outils de gestion des flux, ce n'est pas un hasard. Il suffit de se pencher un tant soit peu sur une carte géographique pour se rendre compte que cette petite ville tient une place clairement stratégique dans ce que les économistes, patrons et politiciens nomment *hinterland* méditerranéen*, autrement dit, la base arrière logistique du port autonome de Marseille.

Stratégique, car Avignon se trouve être, sur plusieurs plans, un véritable carrefour. Un carrefour entre le Rhône et le Durance, comme entre le Vaucluse, le Gard et les Bouches du Rhône. Mais surtout, Avignon est à la croisée de deux axes, ou plutôt deux couloirs, drainant la circulation des flux de marchandises et de travailleurs, tous essentiels au capital. Ces couloirs ce sont des autoroutes A7 / A9-A8, des lignes ferroviaires, doublées le long du Rhône par un fret fluvial. Ainsi que les lignes à grande vitesse (LGV) avec le TGV Méditerranée (Paris-Marseille), et la future LGV reliant Barcelone, Marseille et Gênes. L'un des couloirs relie nord et sud de l'UE par la vallée du Rhône, et l'autre encore à l'état de projet et bénéficiant d'un plan d'aménagement euroméditerranéen (ARCOMED), établit un lien entre l'Est et l'Ouest européen, soit sur tout le pourtour méditerranéen passant de l'Espagne à l'Italie.

Ce projet ARCOMED connectera de la façon la plus fluide et la plus directe possible les trois gigantesques ports-métropoles européens, Barcelone, Marseille, et Gênes, (voir par extension Valence et Rome), à son arrière pays, l'UE du Nord. Lorsqu'on sait que l'Europe espère voir d'ici 2015 une augmentation de 61 à 74% de son trafic maritime, on comprend qu'elle ne compte pas chômer ni dans la restructuration de ses ports-métropoles, ni dans l'aménagement de leurs interconnexions. Elle espère en fait capter et développer des marchés, promettant d'être fructueux, avec l'Asie et l'Afrique du Nord, au travers de cet arc méditerranéen rendu nettement compétitif.

Bref, aux yeux des planificateurs et globalisateurs obsessionnels, Avignon tient évidemment une place de choix dans le maillage du trafic économique européen, et c'est en lien direct avec les projets euroméditerranéens que s'articulent les restructurations et aménagements du Grand Avignon.

La LEO, n'a pas pour simple but de désengorger la rocade et ses va-et-vient de travailleurs moroses, elle doit permettre de drainer et fluidifier **un trafic routier qui ne va cesser de s'amplifier ces prochaines années, entre autre de part la mise en place du chantier multi-technique de ferroutage de Champfleury qui permettra la liaison rail-route entre les réseaux de voies ferrées des régions PACA et Languedoc-Roussillon, mais surtout de part l'intensification des flux sur l'ébauche du couloir méditerranéen.

Si le TGV Méditerranée a décidé une halte dans la ville du pont d'Avignon ce n'est pas pour ses cigales et ses sachets de lavandes en tissus provençaux mais bien pour des raisons toutes autres, la future LGV Barcelone-Marseille devra en fait rejoindre les rails du TGV

Méditerranée au niveau d'Avignon, le tronçon Avignon-Marseille sera alors commun au deux LGV, avant de se prolonger par le futur projet de LGV PACA jusque chez nos voisins italiens, à Gênes. Au passage, on notera également que cette gare est un atout essentiel pour nos valeureux chercheurs-étudiants européens en agronucléo-transgénique qui pourront venir travailler ardemment en semaine sur le site d'Agroparc et rentrer tranquillement le week-end dans leurs métropoles respectives Barcelone, Turin, Londres, Paris, Gênes, Bruxelles, etc..., en moins de 4h ! Youpi ! ! !

Enfin, pour les cadres, PDG, et autres éminents patentés, un moyen de transport hautement plus standing est aussi possible en Avignon, grâce à son aéroport et ses nouvelles lignes inter européennes, (qu'on se le dise !).

Pour finir et boucler ce petit tour nullement exhaustif des différents aménagements des flux du Grand Avignon, nous soulignerons la très prochaine ouverture du parking Jean Jaurès creusé deux ans durant, sous les remparts, le cours Jean Jaurès et au pied de la cité administrative. Et tout cela, à grands coups de sueurs, BRH, accidents de travail, tractopelles, pressions en tous genres et bétonnamit. Après tant d'efforts, les premiers visiteurs l'auront tout de même qualifié de « *confortable et d'agréable à l'œil* ». Mais Marie José Roig ne peut se contenter de si peu, elle déclarait récemment : « *Ce parking doit répondre aux demandes des habitants, des touristes, des commerçants. Il doit ouvrir juste avant les fêtes de Noël pour que tout le monde puisse en profiter* ». Voilà qui est dit. Les bourgeois doivent pouvoir profiter de ce nouveau bunker pour venir en centre-ville/commercial, consommer et se gaver de dindes aux marrons, tout en ayant leur précieux 4x4 à deux pas et à l'abris de la population.

Bernardo

* Un hinterland, ou arrière-pays, est une zone située en arrière d'une côte ou d'un fleuve. Pour les économistes, il désigne plus précisément la zone logistique et d'attraction économique d'un port.

** La mise en service de la dernière tranche de la LEO étant prévue au plus tôt pour 2015, il y a fort à parier que d'ici là l'intensification des flux ne mettra que peu de temps à saturer ce contournement de la rocade. Il faudra alors planifier un nouveau contournement du contournement pour... 2040 peut être... Mais en somme n'est-ce pas là un des principes du capitalisme en restructuration permanente ?

[Texte tiré de *Incendo*, le journal qui brûle d'en découdre, n°1, novembre 2007, pp. 10-11]

L'invasion des caméras en Avignon

« En Avignon, la municipalité a installé un système très dense de caméras. Apparues dans les années 2000, elles se sont développées à une allure vertigineuse. Certaines d'entre elles ont un angle de 360° et peuvent grossir jusqu'à 40 fois. Comme on ne peut pas les distinguer des autres, le plus simple est de les supprimer toutes.»

1999 : Consultation téléphonique sur un échantillon de la population avignonnaise au sujet de la mise en place de systèmes de sécurité, pouvant éventuellement comprendre la vidéosurveillance, en priorité sur les parkings. Les 71% de crétiens qui ont répondu favorablement à cette vague question représentent pour la mairie « une forte demande ».

2000 : 19 caméras fixes sont installées pour contrôler l'accès des zones piétonnes.

2001 : Autorisation préfectorale pour la mise en place d'un réseau de caméras reliées par fibre optiques au commissariat de police municipale.

2002 : 13 caméras 360° extra muros reliées par fibre optique à la police municipale (750 000 Euros).

2004 : 11 caméras 360° intra muros (400 000 Euros). Autorisation préfectorale pour l'enregistrement des images 24 heures sur 24. Elles doivent être détruites au bout de 7 jours sauf en cas de flagrant délit où elles rejoindront les dossiers d'instruction.

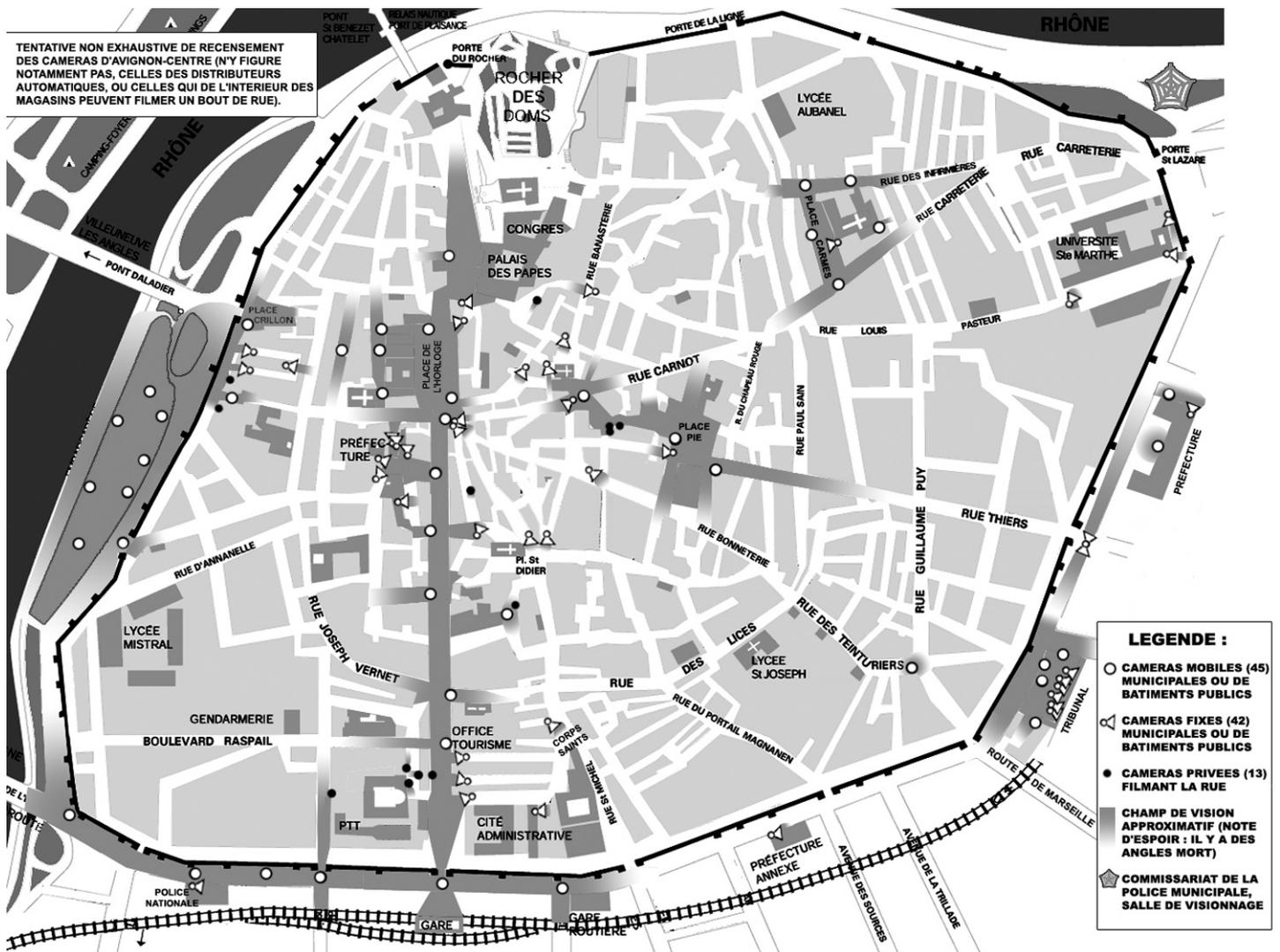
2006 : 5 nouvelles caméras et 7 autres en projet sur des bornes d'accès.

2007 : au total 82 caméras intra muros et sur les remparts comprenant caméras municipales, systèmes de surveillance des bâtiments publics et bornes d'accès aux zones piétonnes (non exhaustif).

2008 : 6 caméras pour un coût de 300 000 euros. Installation du système de transmission des images à la Police Nationale, financé par le Ministère de l'Intérieur.

Les différentes étapes ont été réalisées par l'entreprise Sogetrel, implantée dans les Vosges, spécialisée dans « l'intégration de réseaux de télécommunication », et qui a réalisé entre autres les réseaux de surveillance des autoroutes, de la RATP, de quelques usines et de quelques villes comme Montpellier, Nîmes, Saint-Etienne, Rennes, Orléans...

[Carte et chrono tirés d'*Incendo* n°1, novembre 2007, p. 13 & pp. 16-17]



IL ÉTAIT UNE FOIS... EUROMED

Extrait d'un faux numéro du journal de la ville de Marseille : *Marseille infos*, automne 2007, «spécial Euroméditerranée», 12 pages

« CETTE ENTRÉE EN MATIÈRE pourrait bien être tirée d'une de ces brochures en couleur dont nous mitraille la ville depuis une dizaine d'années. Comme si quelques belles images sur papier glacé suffisaient à nous faire oublier LE BRUIT DES MARTEAUX PIQUEURS qui défigurent la ville, LES EXPULSIONS MASSIVES des pauvres hors du centre-ville ou même hors du pays, LES REGARDS DÉDAIGNEUX des nouveaux "conquistadors" de Marseille en costard-cravate sous le cagnard qui tape, LA TRANSPARENCE ASEPTISÉE des immeubles hightech qui remplacent à grand bruit les vieux entrepôts du quartier de la Joliette et les hôtels vétustes de la rue Bernard Dubois, LES YEUX AVIDES DES CAMÉRAS qui se multiplient dans la rue ou devant les nouveaux commissariats... Bref, tout ce "plan d'aménagement du territoire", de "rénovation urbaine" qu'on appelle couramment "projet Euromed", cette destruction planifiée de tout espace qui échappe un tant soit peu au fonctionnement de la machine capitaliste.

"Euromed", c'est en fait bien plus qu'un des plus grands projets de rénovation urbaine en Europe. Cette opération de "reconquête" de Marseille amorcée en 1995 s'inscrit dans une logique européenne de développement technologique et industriel et de contrôle de l'espace sudméditerranéen.

Nous proposons donc de décrypter les dynamiques et les enjeux liés à cette "gigantesque opération de rénovation urbaine". Parce que nous vivons cette guerre du "nettoyage" de Marseille dans notre quotidien.

Et que nous la vivons dans l'urgence de résister. »

ALORS QUE LA CONCURRENCE planétaire s'intensifie, l'Europe (c'est-à-dire les États qui la constituent ET les entreprises dont elle défend les intérêts) cherche de nouvelles solutions pour accroître sa puissance. Le système capitaliste "occidental" dit de "libre-entreprise", avec l'effondrement du bloc soviétique (et son capitalisme d'État), connaissait et connaît une recomposition de taille avec l'émergence de nouveaux pôles concurrentiels (notamment la Russie et la Chine) obligeant les vieilles puissances comme l'Europe à affiner leur stratégie de guerre économique...

Pour y parvenir, l'Union européenne va entre autre miser sur la «restructuration du territoire européen en pôles régionaux de compétitivité», c'est-à-dire l'intensification de la productivité des territoires qui la composent. Cela passe par la réorganisation de ces territoires au-delà des frontières nationales, par la constitution de régions avec des fonctions de recherche et de production bien définies – de façon à tirer un maximum de profit des potentialités locales.

Ces régions doivent être parfaitement reliées entre elles, articulées via des réseaux de communication fonctionnant de façon fluide, afin de produire toujours plus (de marchandises, de travailleurs, de fric) et à capter au mieux les richesses des régions extra-européennes limitrophes.

POUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE DE L'EUROPE, ON PARLE DE L'EURO-RÉGION MEDOC (MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE).

Cette attention portée à l'organisation de l'espace s'accompagne d'un enjeu fort : le contrôle des ressources (notamment énergétiques) à moindre coût

grâce à l'acquisition de celles-ci par des multinationales telles que Total-Elf-Fina.

Pour la zone méditerranéenne, cela passe par le "partenariat" euroméditerranéen dont les premiers jalons officiels sont posés lors de la conférence européenne de Barcelone, les 27 et 28 novembre 1995.

Ce «partenariat» fonctionne à coup de conférences annuelles où se réunissent les ministres des affaires étrangères, du commerce et de l'industrie des pays partenaires (outre les pays européens, il s'agit des représentants algériens, tunisiens, israéliens, marocains, jordaniens, égyptiens, palestiniens, turcs, libyens, libanais, syriens et chypriotes). En parallèle, des accords bilatéraux, enchaînant dans un rapport nécessairement inégal deux États de la zone (le plus souvent des accords Nord-Sud) viennent rigidifier encore le «partenariat».

Le «partenariat euroméditerranéen» exerce en fait un chantage institutionnel (par le biais de promesses d'aide au développement) qui pousse les États du sud et de l'est de la Méditerranée à libéraliser leurs marchés (l'ouverture à la concurrence signifiant la captation par des entreprises étrangères de secteurs économiques de premier ordre) pour que l'UE tire un maximum de profit de leurs ressources afin de soutenir sa croissance économique.

Dans cette zone comme ailleurs, il s'agit aussi de créer de nouveaux marchés autant par la création permanente de nouvelles marchandises (où l'on veut toujours le dernier gadget mis en vente dans une course sans fin), que par l'intégration de nouvelles zones au monde de la consommation de «masse», en y produisant notamment des produits adaptés (comme Renault qui développe dans les pays d'Europe de l'Est

des véhicules bas de gamme adaptés à des consommateurs à faibles revenus) et en favorisant l'émergence de classes moyennes – par l'apport de capitaux et du modèle politique, social et culturel occidental. Le «partenariat» assume cette fonction via ce qu'ils appellent «normalisation socio-économique».

Ce «partenariat» s'appuie aussi et surtout sur le développement des infrastructures de transport tant rive Sud que rive Nord. Et y compris pour la façade méditerranéenne de l'Europe, les obstacles à une circulation sans heurt et rentable sont nombreux. La région MEDOC n'a pas encore son organisation «optimale» autour de ses métropoles que sont Marseille, Gênes et Barcelone.

ET C'EST LÀ QUE LE PROJET DE PARTENARIAT EUROMED ET CE QUE NOUS APPELONS ICI, À MARSEILLE, "EUROMED", SE REJOIGNENT. Marseille est, dans le processus euromed, un pôle géostratégique et décisionnel de la politique euroméditerranéenne, car elle est au point de convergence entre la Méditerranée et la vallée du Rhône qui ouvre sur l'Europe du nord. Il fallait donc opérer sur Marseille un «plan d'aménagement urbain» d'envergure, réorganiser la ville pour en faire un poumon économique de la région MEDOC.

C'est dans cette optique qu'a été mis en place l'établissement privé à fonds public Euro-méditerranée-Marseille, le 13 octobre 1995 (par décret des ministres de l'aménagement du territoire et des transports), successivement présidé depuis plus de dix ans par Gaudin et Muselier. Euromed est l'outil local idéal pour la «restructuration de Marseille», autour d'un quartier d'affaires (sur le modèle de toute grande ville qui se respecte) à la Joliette,



EUROMED

À L'ASSAUT DE MARSEILLE

qui s'opère à coup d'expropriations, d'expulsions, d'exercice à outrance du droit de préemption (c'est-à-dire qu'Euromed est toujours prioritaire pour racheter les immeubles de la zone). L'outil idéal pour virer les pauvres et leurs immeubles vétustes du centre-ville et les remplacer par des bureaux, des commerces de standing, une classe d'entrepreneurs, d'étudiants et de touristes, qui correspondent tellement mieux au nouveau visage dont doit se parer Marseille, pour répondre aux exigences de son nouveau statut de pivot économique européen dans l'espace méditerranéen.

Il y a un côté exemplaire dans les projets Euromed du simple fait que l'«aménagement du territoire» se déploie et se décline aussi bien à échelle de la ville, qu'à l'échelle internationale en passant par l'échelle européenne.

Ici comme ailleurs, l'«aménagement du territoire» pourrait se résumer à une gestion de flux (de matières premières, de marchandises, de travailleurs-consommateurs) via la construction de voies de communication (du gazoduc au tramway en passant par les lignes à grande vitesse) sans lesquelles les «pôles» de puissance risquent la crise de manque.

À nous de refuser la réduction des territoires à leur simple fonction dans la machine productive, l'absorption de tous les espaces dans la spirale capitaliste, le rôle de producteurs-consommateurs-soldats de la guerre économique.

SI VOUS VOUS PROMENEZ dans le centre ville, vers la gare Saint-Charles, la Porte d'Aix, sur la Canebière ou bien rue de la République (et même au-delà comme dans le quartier du Rouet), la promenade devient vite désagréable. Vous voilà pris dans les tranchées d'une guerre que diverses institutions et entreprises livrent à Marseille et à ses habitants. En effet, Marseille est probablement la dernière grande ville française où cette bataille du «nettoyage» des centres-villes n'est pas encore gagnée. Des moyens, et pas des moindres, ont été débloqués grâce aux projets euromerdiens pour remédier à cette situation.

Depuis plus de 10 ans, Marseille est sommée de se mettre au pas ou au goût du jour (des nouvelles technologies, du numérique, des télécommunications, etc.). Il faut que cessent sa circulation chaotique, son système D et ses bizness, ses grèves récurrentes d'éboueurs et ses rues sales. Il faut aussi que disparaissent, ou tout au moins refluent, les activités industrielles.

La ville d'aujourd'hui, la métropole, ne vit plus au rythme de ses industries. Et les vestiges de l'activité portuaire à deux pas du Vieux-port semblent être, pour les technocrates de tous poils, autant de stigmates qu'il faut cacher en toute hâte. Il est loin le temps où une ville (comme Turin) pouvait gagner ses titres de noblesse de son activité industrielle.

Pour qu'elle devienne un lieu où le pouvoir se donne à voir, se représente (comme autrefois, il y eut les cathédrales pour les autorités catholiques, les places royales pour la monarchie absolue, les préfectures et tribunaux pour la République), une grande bataille de pacification/aseptisation, de «reconquête», s'est engagée dans le centre-ville.

Un monopoly grandeur nature

De cette bataille, l'Établissement Public d'Aménagement Euromed (EPAEM), qui supervise le projet sur une surface de 311 hectares entre St-Charles et Joliette (bientôt augmentée de 150 ha supplémentaires vers Bougainville), en est l'outil et l'artisan, le char lancé à l'assaut de la ville. L'objectif est, afin que Marseille colle mieux au rôle de pivot économique de la région euroméditerranéenne, de redessiner la ville autour du nouveau quartier d'affaires et de fluidifier la circulation (tramway et cyclocity). À l'échelle de la ville, c'est la même logique qu'au niveau régional ou européen : dynamiser des pôles spécialisés et les relier entre eux. Quartiers d'affaires (Joliette), d'habitations (Panier, Belsunce) – déterminés en fonction de la richesse/pauvreté de ses habitants –, culturels (Belle de Mai, Plaine), de commerces (rue St-Ferréol, Noailles)... Voilà la ville saucissonnée, découpée en tranches, vendue au détail : un espace = une activité, un «pôle», une «compétence». Autant de projets en cours et partiellement réalisés qui rendront Marseille

si parfaitement semblable à d'innombrables autres grandes villes.

On a bien là un phénomène de «normalisation», d'«homogénéisation» des villes, toutes sur un même modèle : à chaque pièce du puzzle, sa fonction.

Entre ces espaces, des itinéraires balisés – à l'image des lignes rouges et bleues tracées au sol qui font circuler les touristes d'un point A à un point B entre Panier et Notre-Dame de la Garde : il faut bien protéger ces pauvres touristes d'éventuelles rencontres avec les indigènes au coin de rues malfamées.

Pour accompagner cette distribution spatiale des activités, il faut intensifier et pacifier la circulation, la rendre fluide et sans heurt. Éviter tout autant les temps morts (c'est encore une fois la logique du flux tendu qui est à l'œuvre) que les angles morts. Ces temps morts, ce sont les embouteillages, les problèmes de stationnement (rappelez-vous la propagande pour la libre-circulation en ville distillée par la Mairie quand elle mettait en place les horodateurs en 2005). Mais ce sont aussi ces moments de bavardages et de dérives que l'on partage entre amis ou voisins. C'est tout ce qui n'est pas exclusivement pris dans les logiques de rentabilité, tout ce qui résiste, tout ce qui fait frottement et entrave à la bonne marche cadencée du travail et de la consommation.

D'où le tramway, les lignes de bus quasi réservées comme entre les immeubles de standing de Bouygues (grand horizon) et le Conseil régional tandis que d'autres lignes sont démantelées, histoire d'être sûrs qu'il n'y aura pas de débarquement d'inopportuns dans le centre. Le tram, c'est l'ossature sur laquelle repose toute cette «restructuration», il achève de transformer la rue en simple «axe de communication». Le cyclocity, qui sera installé cet automne, participera pleinement à cette logique : circulation sous contrôle d'un point A à un point B, etc. Les angles morts, ce sont tous ces espaces qui échappent encore au regard des caméras de vidéosurveillance, gardent un peu d'opacité, des simples recoins et autres cages d'escaliers. Ce sont les lieux de sociabilité non encore totalement intégrés à la normalité marchande comme le «marché aux voleurs» ou l'actuel J4. Pour venir à bout de ces territoires, ils parlent de «prévention situationnelle» : il s'agit d'empêcher tout rassemblement, tout arrêt, attroupement du simple fait de la configuration des lieux et de l'architecture, intimidante et pensée pour des interventions militaires et/ou policières rapides et efficaces (c'était déjà la politique du baron Hausmann au 19e siècle, qui traçait à la règle des boulevards pour que l'armée puisse atteindre facilement les quartiers populaires, et qui généralisa l'éclairage public...).

À qui profite le crime ?

Bouygues a d'ores et déjà tiré son épingle du jeu en construisant deux bâtiments "Grand large" et "Grand horizon". C'est l'acteur de la construction de cet hyper-centre à la Joliette sur les ruines encore fumantes de l'activité portuaire.

À ses côtés, deux banques : la BNP-Paribas qui y a implanté la direction régionale Méditerranée et sa filiale Cetelem; la Société Générale ; et aussi, l'armateur CMA-CGM (Compagnie maritime d'affrètement + Compagnie générale maritime), présidé par le libanais Saadé, proche de Jean-Claude Gaudin, et qui a profité, pour l'occasion, d'environ 4,5 millions d'euros d'aides publiques. Il s'agit du 1er armateur français et du 3e au niveau mondial. Il a amené dans son sillage DHL Express, transporteur de fret et des armateurs asiatiques.

Les travaux sont toujours une affaire de gros sous. Et c'est Dumez-Méditerranée qui a raflé la mise et prend en charge une grande partie des chantiers. À ses côtés, concurrents mais alliés, Bouygues (GFC Construction) et Eiffage (tram et parcmètres).

Sinon, entre autres promoteurs, Kaufman & Broad s'enrichit bien sur le dos des Marseillais.

De nombreux architectes vont pouvoir se payer de somptueuses villas et belles voitures de sport : Arep (pôle multimodal St-Charles), Seura, Riciotti (MuCEM), Lanoire-Courrian (gare maritime), Kelif (Cap Joliette), Valades & Pistre (Grand Large et Grand Horizon), Castaldi (Le Silo), Bonrel-Tarrazi (CMA-CGM), etc.

Et puis, toujours dans les bons coups côté "mobilier urbain", JC Decaux.

Rue de la République, deux grands propriétaires se sont partagés le gros du gâteau. Marseille-République, vitrine locale du fonds de pension canadien Lonestar possède 130 000 m² de logements. Ils se sont illustrés par leurs méthodes tant légales qu'illégales pour virer les locataires récalcitrants. Pour eux, investir rue de la République est simplement un moyen de faire du fric en spéculant. Une fois les immeubles rénovés, les appartements sont revendus un par un à d'autres investisseurs.

Eurazeo (proche de la banque Lazard) et sa filiale ANF possèdent 231 000 m² dont 138 000 m² de logements. Il s'agit d'une des premières sociétés d'investissement européennes cotées. Son activité immobilière est loin d'être aussi lucrative qu'espéré et des rumeurs de faillite ont pu courir. On se réjouirait si cela pouvait être vrai.

Pour toute info complémentaire, on vous recommande de visiter leurs sites internet de propagande : www.euromediterranee.fr et www.euromed-entrepreneurs.com ou de rendre visite aux maquettes exposées triomphalement, et avec le sourire des hôtes, à la maison d'Euroméditerranée sise boulevard des Dames.

POUR NE PAS EN RESTER LÀ...

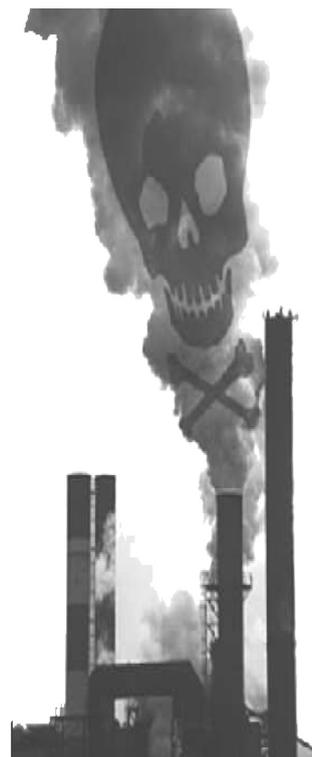
Derrière Euromed, au-delà de la rénovation urbaine de Marseille et de ses tentatives de réorganisation sociale, l'Europe tend à marquer de son empreinte la restructuration du capital qui, entre autres, a besoin d'individus libres de circuler pour mieux travailler, consommer et courber l'échine.

Face à cette offensive permanente qui cherche à grignoter chaque espace et chaque moment de nos existences, des résistances se développent, se composent – et ce n'est pas étonnant, et c'est tant mieux. Ici un collectif de quartier qui se débat pour ne pas céder aux grands promoteurs immobiliers (pensons aux derniers habitants de la rue de la République contre Eurazeo et Lone Star), là un énième horodateur (Eiffage) saboté...

Mais aussi, chaque geste de révolte des jeunes et moins jeunes des quartiers populaires (souvent périphériques), qui s'organisent et attaquent, par la pierre ou par le feu, les bâtiments où s'exerce l'autorité de l'État (commissariats, ANPE, écoles, bureaux de poste), les voitures ou autres symboles d'une société qui les empêche non seulement d'accéder à la richesse étalée sur chaque panneau de publicité mais aussi, tout simplement, de (sur)vivre.

Ou encore l'opposition massive de la population du val de Susa (en Italie) contre le TGV Lyon-Turin, en confrontation avec l'armée et les flics qui essaient d'occuper la vallée pour protéger les activités des entreprises du BTP (encore elles...) chargées d'effectuer les travaux.

On pourrait également évoquer les grèves sauvages contre des plans de



délocalisation, les bâtiments vides squattés par des groupes de personnes et de familles, ...

Malgré une répression de plus en plus forte (flics, vigiles, juges, matons), ces luttes et révoltes, à poursuivre, à inventer, à construire, contre la résignation et notre atomisation dans ces villes si étouffantes, contre l'évidence de la pacification sociale, nous promettent d'en finir avec ce monde si triste et si gris, de consolider des solidarités déjà fortes dans l'adversité, et de découvrir les frissons de l'insoumission... bref, cela ressemble à un programme fort réjouissant.

avec **euromerde** et ses entrepreneurs BTP, ses cadres, ses flics, ses commerçants ... **laisserons-nous marseille2013**, « capitale européenne de la culture », ses hobos et ses artistes, nous dépouiller encore plus de nos vies ???!

basse intensité
chaque 4e mercredi du mois sur **radio galère 88.4 fm**
prochaines **nouvelles de la guerre sociale : 23 janvier** de 21h à 22h
<http://basseintensite.internetdown.org>

UN ITER AUJOURD'HUI MILITAIRE TOUJOURS

La proposition d'un programme international de réalisation de la fusion nucléaire, joliment nommée "de maîtrise de l'énergie des étoiles", est lancée en 1985 par Gorbatchev au sommet de Genève. Le projet rassemble progressivement, sous l'autorité de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) la Russie, les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada, le Japon, la Chine, la Corée du sud, l'Inde et la Suisse. Parmi les sites de construction proposés en 2003, le choix de Cadarache est concédé à la France par un accord Franco-nippon, tandis que celle-ci commence déjà les travaux. Il s'agit avant tout de relier l'étang de Berre à Cadarache par l'aménagement d'un large axe routier, afin de permettre l'acheminement des matériaux de construction. Aucune opposition de la population locale : pour son silence, elle aura une route toute neuve payée par les autorités locales.

L'accord international de la réalisation du programme ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) à Cadarache est signé en juin 2005, validé par un accord de siège ITER, signé par Péresse le 23 octobre 2007. Cet accord permet aux travaux de construction du site de débuter ; il devraient durer entre huit et dix ans. Quant à la phase d'exploitation, elle devrait commencer en 2015 pour une durée de 20 ans. Cependant le Centre d'Etudes de Cadarache concentre actuellement 296 personnes venues de 30 pays, et d'autres chercheurs accompagnées de leurs familles devraient rejoindre le site.

Que la fusion soit réalisée, c'est tout ce qu'il y a de moins sûr, outre les problèmes d'approvisionnement en deutérium et en tritium, essentiels à sa réalisation. Un projet de 40 ans à 40 milliards d'euros qui risquerait de ne pas aboutir, ce serait dommage !

Le 10 novembre 2007, près de 2000 personnes ont manifesté à Marseille contre ce projet. Le départ de la manif a été salué par des bombages sur le monument de la porte d'aix et dans les rues de la ville, dont «un autre monde de merde est possible», tandis qu'en amont du débat citoyen, rue d'Aubagne, une projection sauvage de «Ceci est une simulation» a eu lieu, attirant une trentaine de personnes qui n'étaient pas forcément manifestantes (le 7 novembre avait lieu une émission spéciale anti-nucléaire sur Radio Galère et le 8 novembre à Monnaie de singe des projections-tchatches).

Ci-contre un des tracts distribué à la manif.

ITER arrive près de chez toi, presque sous ton nez... c'est un projet de recherche mondial sur l'éventuelle possibilité lointaine de maîtriser la fusion nucléaire pour peut-être un jour produire de l'énergie (ce n'est même pas sûr). Ce sera un fragile réacteur expérimental très coûteux posé sur la faille sismique en activité de Cadarache.

ITER représente une nouvelle étape pour une société qui a besoin de toujours plus d'énergie.

Cette boulimie ne peut se concrétiser sans promesses d'énergies durables. Le nucléaire est de celles qu'on nous vante comme pérennes, sûres et surtout incontournables. Il en est de même des alternatives éoliennes, solaires ou autres trouvailles qui, derrière un alibi écologiste, n'ont d'autre but que de fournir cette boulimie. Cette opposition entre les pro-nucléaires et les partisans des alternatives se réduit alors à de pauvres débats d'experts.

Pour autant, le nucléaire n'est pas une matière de produire de l'énergie comme une autre.

Bien plus qu'un simple fournisseur, il induit de nouvelles formes d'organisation et de gestion des populations par l'Etat, ses auxiliaires et ses annexes. Il entérine encore un peu plus les formes d'organisation sociale, politiques et économiques existantes.

En effet, une société nucléarisée, pour exister, a d'absolues nécessités.

La première est que la mise en place d'une industrie sous-tend, évidemment une forme d'organisation économique qui puisse permettre de disposer de main d'œuvre, d'extraire l'ensemble des matières premières, d'entreprendre de grands travaux de voirie et de construction, de pouvoir gérer les populations, etc. En bref la misère et l'exploitation quotidiennes. En cela le nucléaire n'a rien d'exceptionnel.

La question militaire de la société nucléarisée prend tout son sens au vu des débats politiques et scientifiques autour des déchets, du risque, et de la gestion de l'irradiation. Et c'est en cela que le nucléaire est spécifique.

Malgré des incidents répétés dans des centrales, le nucléaire et les risques qu'il induit pour l'ensemble des travailleurs d'un bout à l'autre de cette industrie, furent longtemps cachés et minimisés.

Depuis Hiroshima, ces risques n'étaient perçus que d'un point de vue militaire. L'accident de Tchernobyl fut un des tournants dans la politique menée par les gestionnaires du nucléaire. Un temps nié, le risque devenait réalité : palpable par la dimension de la contamination, par l'existence d'humains en zone contaminée, par la gestion d'une survie et le confinement. Les défenseurs du nucléaire se présentèrent comme les seuls capables de gérer un désastre dont ils étaient responsables et mandatèrent une somme de scientifiques afin d'examiner la situation et d'en tirer des conclusions allant dans le sens d'une continuité des programmes nucléaires existants.

Bien plus que faire accepter la simple présence du nucléaire, les nouvelles politiques en la matière se sont tournées vers le contrôle des populations exposées.

Ces dernières années, les exercices de simulation se sont multipliés. Sous couvert de rassurer des populations potentiellement exposées, ces politiques visent à l'acceptation d'une vie en zone contaminée. Des hordes de scientifiques, de médecins et de militaires sont mobilisées. Les uns pour nous exposer qu'il est possible de survivre et de continuer à vivre dans ces conditions, les autres pour nous faire comprendre, les armes à la main, que le choix n'est laissé à personne.

Le nucléaire ne peut exister sans une plus grande militarisation de nos vies, sans un plus large contrôle de l'Etat et de ses scientifiques sur notre existence.

Il n'y a pas de critique du nucléaire sans remise en cause de la société qui le produit.

IL N'EXISTE PAS DE LUTTE CONTRE LA NUCLEAIRE SANS DESTRUCTION DE CETTE SOCIETE

[Tract trouvé lors de la manifestation contre ITER à Marseille le 10 novembre 2007]

Notes sur l'Écologisme d'État

« Face à la hausse du prix du pétrole, je conseille aux Français de faire du vélo. » Christine Lagarde, ministre de l'économie et de la simplicité volontaire

D'un Grenelle à l'autre

Mai 1968 : des dizaines de millions de personnes cessent de travailler ; des usines et autres lieux sont occupés ; l'État a peur ; une idée de la révolution s'est propagée et a commencé à bousculer les vieux autoritarismes. Juin 1968 : les accords de Grenelle viennent remettre dans l'ordre les choses et les idées. De révolution, il n'est plus question, l'heure est à la réforme, à l'élargissement du processus cogestionnaire. C'est grâce à lui que l'État se présente comme l'arbitre neutre qui transcende les intérêts de classe. Les syndicats sont les vrais gagnants de l'histoire ; ils reprennent la main sur le mouvement social qui les avait désavoués et parfois dépassés. Ils obtiennent en échange davantage de droits de représentation, avec le pognon qui va avec, dans les entreprises et les institutions étatiques. Le paritarisme, créé à la Libération, s'impose encore plus.

Automne 2007 : le « Grenelle de l'environnement » présenté officiellement comme une vaste consultation de la « société civile » – comme si elle avait, un jour, existé en dehors de l'État – se termine après beaucoup de tintamarre médiatique, de publicité institutionnelle et d'envolées enthousiastes. Il s'est agi « d'élaborer une vingtaine de mesures fortes qui inscrivent le développement de la France dans une perspective durable ». Pour faire vivre ces gros mots, six groupes de travail ont été constitués : Climat et santé, Biodiversité et ressources naturelles, Adopter des modes de production et de consommation durables, Construire une démocratie écologique, Promouvoir des modes de développement écologiques favorables à l'emploi et à la compétitivité. A l'été 2007, deux groupes transversaux – un sur les déchets et un autre sur les OGM – étaient venus compléter *in extremis* cette mise en scène, cette « machine de guerre », selon les mots de Borloo, le ministre de l'écologie.

Les résultats immédiats du Grenelle se comptent sur les doigts d'un manchot, et sont directement au service de l'industrie et du développement économique, comme promis. La « promesse de ne pas créer de nouveaux sites nucléaires » n'engage à rien puisque la France dispose déjà de 58 sites (1), prêts à être équipés de nouveaux réacteurs. L'EPR (2), par exemple, s'installe sur le site déjà existant de Flamanville et le projet ITER (3) à Cadarache. D'autre part, la France signe des « accords de coopération dans le nucléaire civil » avec la Libye, le



Maghreb, les Emirats arabes unis, le Qatar, la Chine, etc., et contribue donc à créer des sites nucléaires dans le monde entier, le vernis écologiste justifiant ici la relance du nucléaire à l'échelle planétaire. Les autres « engagements » vont dans le même sens : « Ne pas augmenter les capacités routières [...] sauf cas de sécurité ou d'intérêt local ! », ce qui, juste avant les élections municipales, fait sourire ; « Réduire de moitié la quantité de pesticides utilisés d'ici dix ans [...] si possible » (Sarkozy) ; « Renouveler intégralement le parc automobile », en taxant les voitures « trop polluantes », autant dire les bagnoles de ceux qui n'ont pas les moyens ou l'envie de s'en payer une tous les cinq ans ; enfin, travailler à industrialiser et à standardiser encore davantage la production agricole bio, en augmenter la productivité et la capacité de distribution. Côté « société civile », les gagnants sont les associations reconnues par l'État, dont les syndicats, CGT en tête, qui voient leur pouvoir cogestionnaire élargi au domaine de « l'environnement », du Conseil économique et social aux divers comités d'entreprise.

Hyper-responsabilisation et carotte bio

Le Grenelle de l'environnement™ a prétendu rassembler autour d'une même table représentants de l'État et de la « société civile », des entreprises aux ONG porte-parole autoproclamées des consom'acteurs. En réalité, multinationales de l'environnement, industriels, politiciens, syndicalistes... se sont mis d'accord pour faire converger leurs intérêts. Quant aux citoyens, cette abstraction qui réduit déjà les individus à des sujets de l'État qui votent et qui participent quand on les sonne, ils n'ont eu que très peu droit de cité. Les rares moments de « consultation locale » qui devait en faire participer quelques-uns les ont mis dans la peau de candidats de jeux télévisés. A la fin du débat, candidat atomisé, tu buzz oui ou non, mais, surtout, tu es content de participer. Comme le dit crânement Dominique Bourg, qui a lui-même dirigé un groupe de

travail « chargé de réfléchir à la promotion des modes de développement écologiques favorables à la compétitivité et à l'emploi » : « Ce travail collectif d'élaboration est indispensable pour accroître la légitimité et l'acceptabilité des mesures environnementales. » (4)

Faire autant de bruit sur une pseudo-participation du quidam ordinaire permet de mettre abstraitement tous les « acteurs sociaux » sur un même plan en terme de responsabilité : individu, association, entreprise et État, tous affrontant la même adversité écologique. Car, par rapport à 1968, la période n'est même plus à la reconnaissance d'intérêts divergents et à leur transcendence par le biais de l'État, mais bien au nivellement des antagonismes, à leur négation pure et simple au moyen d'une idée positive : la participation à une grande œuvre commune, au sauvetage de la planète, à la conservation de l'espèce humaine. La lutte des classes est une nouvelle fois enterrée. Exploités et exploités seraient enfin rassemblés au sein d'une grandiloquente union sacrée, face à un intérêt supérieur universel qui serait extérieur, mais commun à tous.

Outre la mystique unificatrice produite par ce mot d'ordre, l'objectif pratique est de créer une équivalence généralisée des responsabilités et donc des « gestes » que chacun peut et doit faire. Chacun, là où il est, devrait « agir pour sauver la planète ». Il s'agit une fois de plus de sauver le monde tel qu'il est et tel qu'il ne va pas. Quand ils disent : « Trie tes déchets », il y a la police des poubelles qui va avec. Quand ils disent « Velib », il y a la localisation satellitaire GPS, pub Decaux, carte de crédit et Navigo qui vont avec (5). A nouvelles obligations, nouveaux motifs de coercition, le citoyen y trouvant même matière à la morale du consom'acteur.

Quant aux contre-Grenelle du pauvre organisés ici et là, ils ont été aussi verrouillés que les discussions officielles. Les spécialistes se sont succédés à la tribune, les chiffres se sont accumulés et les salles se sont tues. On a même vu un congrès publier avant même sa tenue les actes de ses conclusions. Et, sur le fond, les décroissants les plus en vogue ont martelé encore une fois que la solution passe par la « simplicité volontaire », plus d'État et la contrainte. Comme si l'État avait besoin d'eux pour multiplier ses lois, ses règles, ses filières, ses seuils, son quadrillage. Comme si la « simplicité involontaire » n'était pas déjà quotidienne et imposée à tous les pauvres par l'économie elle-même. Le capitalisme, tout en continuant à développer les forces productives et à promouvoir le consumérisme, anticipe sur la décroissance.

et son environnement et le capitalisme vert

La victoire de l'environnementalisme

Depuis la fin des années 1970 – si l'on considère qu'auparavant il lui est arrivé de participer d'une contestation plus générale de la société –, l'écologie a soigneusement entretenu l'idée de sa neutralité politique (« ni à droite, ni à gauche »). Obsédée par les seuls rapports de production, la lutte de classe traditionnelle n'a jamais suffisamment considéré les conséquences de la production elle-même et la dégradation du monde. En réaction, l'écologie a contribué à faire oublier les rapports d'exploitation et de domination. C'est uniquement parce qu'elle acceptait de séparer de plus en plus la « destruction de la nature » de la question sociale, sous quelque forme que ce soit, que l'écologie a fini par s'imposer dans toutes les têtes et tous les discours.

Le Grenelle de l'environnement™ marque le couronnement de la diffusion de la pensée écologiste au sein du pouvoir et le projet politique des Verts est l'un des grands gagnants des dernières élections. Travaillant à répandre la confusion à travers, notamment, la notion de « respect de l'environnement », l'écologie a gagné son pari. Choissant de pointer démagogiquement la question du « cadre de vie » – loin des constats les plus élémentaires sur des pollutions réelles –, elle est parvenue à diffuser ses contrevérités simplètes les plus commodes à distiller, contrevérités qui épousent, bien sûr, si bien les exigences d'ordre public ou d'urbanisme anti-pauvre. N'importe quel hyper-centre piéton de grande ville en témoigne. La pierre y est ravalée, les bancs absents ou design et volontairement inconfortables, et les pauvres et autres errants en sont chassés à coup d'arrêtés anti-mendicité ou anti-alcool. L'environnementalisme a en effet restreint définitivement le champ de ses revendications aux papiers gras, aux tags sur les murs, au vélo et au tramway en ville, au point de perdre de vue la critique – même la plus édulcorée – des pollutions les plus voyantes. Le plus gros mensonge étant de faire croire à une possible action individuelle sur des détails et que cette action, si minuscule soit-elle, aurait une incidence sur la réalité des désastres industriels.

Ce Grenelle consacre une vision hors sol du monde et de ses habitants ; une écologie technocratique qui ne voit plus une rivière, mais un taux de nitrate, un seuil tolérable ou non des poissons morts, bref, un ensemble de paramètres, de chiffres qui contribuent un peu plus à éloigner le réel, à l'enfermer dans des cases. On ne considère pas la totalité du monde vivant, mais des écosystèmes industrialisés dont on mesure et prétend maîtriser les intrants et les sortants. Si l'agriculture industrielle a, depuis cinquante ans,

rendu les sols stériles, ce sont les biobios et autres écolos soi-disant apolitiques qui continuent d'achever ce qui restait des campagnes. Le puçage des animaux, par exemple, est la dernière étape de l'obligation faite aux éleveurs de rendre leurs bêtes « traçables » de la naissance à la mort. Or, la traçabilité constituait la revendication principale des écolos lors des dernières crises sanitaires industrielles (grippe aviaire, vache folle, poulets à la dioxine...), réponse sanitaire adaptée à l'organisation industrielle de l'élevage. La revendication écolo n'a produit ni plus ni moins qu'un affinement de la détection d'inévitables maladies engendrées directement par l'élevage intensif. Et la traçabilité est loin de ne servir qu'à retrouver des denrées dangereuses déjà commercialisées. Elle est surtout envisagée comme mode de « gouvernementabilité », pour rendre illicite *a priori* des « circulations non maîtrisables », c'est-à-dire tout ce qui n'est pas produit et échangé industriellement.

Avec ce Grenelle, on a assisté à la reprise officielle de discours promus par des structures de « protection de l'environnement » et par les entreprises qui travaillent à la promotion d'un rayonnant développement durable. L'Etat vient, à sa façon et quand il le décide, redonner une dimension universelle à un domaine séparé. D'une part, les ONG

environnementales ont enfin réalisé leurs vœux puisque leur travail de lobbying se fixe précisément comme but ultime leur propre récupération officielle par l'Etat. D'autre part, les industries achèvent de soigner leur image. Le gouvernement actuel, sans doute plus finement que ses prédécesseurs, étalise une communication d'entreprise qui, depuis la fin des années 1980, agence développement économique, respect de l'environnement et prise en compte du risque industriel majeur.

Jusque dans ses formes mêmes, le Grenelle de l'environnement s'est inspiré de la « risquologie » et de ces dispositifs de concertation avec les populations pour fabriquer l'acceptation sociale d'une société véritablement cancérigène, pathogène et mortifère. La France ne fait là que rattraper son retard sur ces questions par rapport à l'Allemagne ou aux pays du Nord de l'Europe. La culture nucléaire du secret et le lobby puissant qui sévit en France depuis un demi-siècle ont longtemps été des freins à la diffusion d'un écologisme d'Etat, tout de façade qu'il soit.

A l'inverse, aujourd'hui, le nucléaire nous est présenté comme une solution, et non plus comme un problème. Un nucléaire se serait un écologiste qui lutte contre le réchauf-



fement climatique. N'ayant plus de luttes un peu trop virulentes à éteindre, l'Etat n'a plus à s'embarasser d'interlocuteurs conciliants qui réclament une sortie en dix, vingt ou trente ans, des énergies alternatives ou une décroissance soutenue par l'Etat industriel. Nous en sommes là et une évidence partagée s'est perdue, celle qui animait les violents affrontements de Chooz, Vireux ou Plogoff, il n'y a pas si longtemps.

Real-écologie politique

Décembre-février 2008 : le Grenelle et ses promesses de cogestion de l'environnement sont loin dans les têtes. Il faut passer à la deuxième phase : la discussion des lois à l'Assemblée et au Sénat. Les unes après les autres, les pseudo-victoires deviendront de vraies défaites. Pour ouvrir le bal, le projet de loi sur les OGM. Le ton a un peu changé : « On a donné une tribune et une audience à des gens qui ne représentent pas grand chose, et ils ont cru que le Parlement se contenterait d'être une simple chambre d'enregistrement ! Ce n'est pas ça la démocratie. Il y a le temps de la démocratie participative, de l'information et de la consultation de la population, mais la décision revient aux instances délibératrices prévues par nos institutions. A nous d'expliquer nos lois », balance le sénateur UMP des Yvelines, Dominique Braye.

En effet, cette loi a surtout pour objet de s'aligner sur la législation européenne en vigueur et permettre aux agriculteurs français qui cultivent des OGM depuis des années et sur des milliers d'hectares avec des semences importés de le faire légalement. Plus tant de considérations écologiques là-dedans. On officialise l'existence des OGM ou plutôt, comme le dit la novlangue, leur « coexistence » avec les autres cultures. La loi repose les bases de la traçabilité des OGM, du champ au stockage en passant par le transport. Au passage, les députés discutent de la possibilité de la culture OGM dans les parc nationaux. Pourquoi pas, après tout, en attendant les Biogm !

Pour encadrer pénalement l'affaire, la loi prévoit deux ans d'emprisonnement et 75 000 euros pour non-respect des distances de sécurité dans les champs, « le fait de ne pas avoir déféré à une des mesures de destruction ordonnée par l'autorité administrative » et surtout « le fait de détruire ou de dégrader une parcelle de culture autorisé ». La peine pour ce dernier délit pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende. Cultivateur d'OGM trop entreprenant et faucheur sont renvoyés dos à dos. Le sénateur Dominique Braye, toujours plein de bon sens étatique, déclare : « Je suis responsable d'une collectivité qui compte des quartiers sensibles, où des jeunes ont été plusieurs fois condamnés pour avoir brûlé des voitures. Je serais bien en peine de leur expliquer comment des gens qui détruisent des champs entiers, avec des conséquences bien plus graves, sont toujours en liberté, honorés, quand ce n'est pas embrassés ! » Malheureux retour



de bâtons pour les faucheurs volontaires qui font pourtant tout depuis des années pour ne pas être confondus avec le tout venant de la délinquance, quitte à condamner souvent les gestes de colère des quartiers populaires. Notons au passage les jolies noms des commissions censées représentées citoyens et contre-experts au sein de l'Etat : « Haut conseil des biotechnologies » et « Comité de la société civile » (sic). Elles ne formulent, bien sûr, plus que des recommandations.

Écologie d'Etat égale capitalisme high-tech vert

Si ce Grenelle est une vaste communication d'Etat, il n'en correspond pas moins à une ouverture de marchés bien réels qui se créent sur des pollutions et des destructions bien réelles. Et si le capital ne se réforme plus, il trouve ainsi dans la dépollution, la valorisation de matière (6) de quoi innover. Les biocarburants, par exemple, sont présentés comme la solution miracle, arrivée à point nommé, aux gaz à effet de serre, au très médiatique réchauffement climatique et, surtout, à l'épuisement prochain des énergies fossiles. Les industries du pétrole et des OGM, dans une conjonction parfaite, ont enfin trouvé un biais pour incarner le renouveau agricole bio. En réalité, l'arrivée des biocarburants répond ni plus ni moins aux nécessités actuelles du marché : ils représentent de nouveaux débouchés pour l'agriculture industrielle en Europe et aux Etats-Unis en perpétuelle surproduction, et contribuent à discipliner économiquement les coins du tiers-monde qui ne l'étaient pas encore. Une fois encore, les questions dites environnementales et la question sociale sont étroitement imbriquées : la monoculture intensive de canne à sucre, de céréales, d'huile de palme, dynamise la déforestation, l'expropriation et la mise en salariat des paysans qui avaient conservé une capacité d'autonomie insupportable au capital. Produire des céréales pour les moteurs de bagnoles est par ailleurs devenue tellement plus rentable que remplir les estomacs des masses que les prix des denrées de première nécessité ont explosé. L'augmentation des prix du maïs par exemple a été telle que des émeutes de la faim ont eu lieu au Mexique.

Comme toujours, c'est à une fuite en avant technologique que l'on nous prépare. « Les deux pieds sur l'accélérateur face au mur », ont décidé nos gouvernants aux visages graves. Car, cette fois-ci, ils semblent obligés de croire dans la réalité de la dégradation des conditions de vie et il ne reste que quelques extrémistes comme Luc Ferry, Michel Crichton ou Claude Allègre pour continuer à noircir des pages de leur prose négationniste. Les vrais progressistes, eux, ne nient plus et, s'ils ne peuvent pas prendre au sérieux les mesures préconisées par le Grenelle, ils croient vraiment à la capacité technique des hommes à modifier notre ère géologique. Ils pensent pouvoir « créer la nature » après l'avoir détruite. Il faut, selon eux, mener une politique de grands travaux à l'échelle planétaire, voici venu le temps de la « géoingénierie ». Ils remettent un prix Nobel à un savant fou qui veut injecter du souffre dans la stratosphère pour réfléchir davantage les rayons du soleil et ainsi faire baisser la température du globe ; contre le réchauffement climatique toujours, ils jouent avec des canons à eau de mer pour blanchir les stratocumulus et renvoyer les rayons du soleil ; ils réfléchissent à la meilleure technique pour envoyer massivement des iodures d'argent dans les nuages pour les faire éclater à leur convenance ; ils veulent séquestrer le CO₂ dans des gisements de pétrole épuisés ou sous les océans ; ils promettent de créer génétiquement d'ici un an des structures capables de transformer du CO₂ en pétrole...

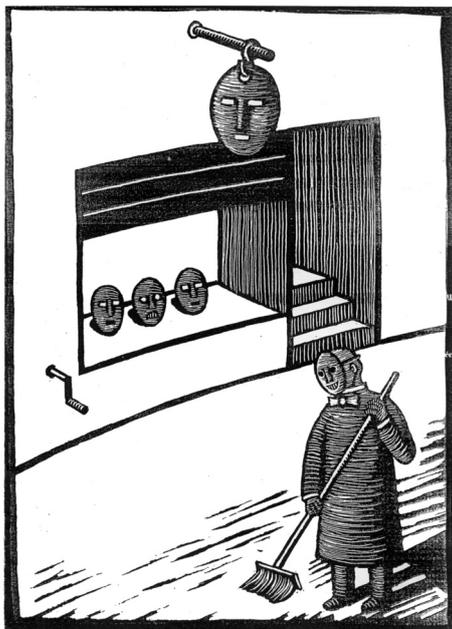
Des désastres au Désastre

S'il n'y a pas de solution alternative et s'il ne s'agit pas d'aménager ce monde, nous sommes loin de nier la réalité des désastres. Mais ces derniers ne sont pas plus écologiques qu'ils ne sont sociaux. L'imbrication réelle des rapports sociaux paraît aujourd'hui encore plus évidente que jamais. Dès que l'on se penche sur un problème tout le reste suit. La « question environnementale » déborde sur la « question migratoire », qui déborde sur la « question carcérale », qui déborde sur la « question sociale » et ainsi de suite, jusqu'à ne plus être des questions séparées mais une remise en cause radicale d'un monde qui se veut lui-même totalisant.

La mobilisation totale des hommes et des choses imposée par l'économie et les Etats est un phénomène planétaire qui n'épargne pas un arbre, pas un être. Parmi les centaines de millions d'étrangers venus peupler le monde d'autres étrangers, comment distinguer celui qui a fui une guerre de celui qui a fui une famine due à la déforestation ? Comment savoir si celui-ci a fui une catastrophe écologique ou le coup d'Etat qui l'a directement suivi ? Comment mesurer les désastres quotidiens de la production industrielle de masse ? Comment dissocier en leur sein la destruction des campagnes d'un licenciement de masse ? En août 2005, qui, de la « nature déchaînée », de l'Etat ou du monde industriel, porte la responsabilité

de la destruction de la Nouvelle-Orléans et de la mort de centaines de personnes ?

Katrina est l'un de ces ouragans qui se multiplient à une allure inquiétante depuis une dizaine d'année et qui sont directement liés au réchauffement des océans. Les digues censées protéger la ville et ses quartiers pauvres surtout étaient trop petites et les ingénieurs le savaient. Les flics protègent la marchandise et les maisons des riches en tirant sur les « pillards », souvent noirs et toujours pauvres. L'armée empêche aux gens de passer dans la ville voisine, trop blanche et trop bourgeoise, et ment sur d'éventuels secours. Les prisonniers se noient dans leur cellule ou sont stockés dans de grandes cages de zoo apportés par hélicoptère. Une marée noire remonte le Mississipi et pollue le fleuve sur des kilomètres. L'Etat, après avoir appliqué la loi martiale, refuse toujours deux ans après de reconstruire écoles et hôpitaux. Le réchauffement climatique a lavé la ville de ses pauvres. Et la Nouvelle-Orléans ne sera plus jamais qu'un parc à thème du jazz.



...

Si l'on critique le Grenelle de l'environnement aujourd'hui ou que l'on se bat contre les THT, par exemple, c'est pour tenter de soulever un peu, avec nos peu de forces et sans trop d'illusions, toute la merde qui est derrière. Nous prenons la peine et le temps de nous arrêter sur ce Grenelle du conditionnement alors qu'il est déjà loin dans l'actualité médiatique car nous refusons tout ce qu'il porte de résignation, de mensonge, de séparation et, déjà, de matraque. Parce qu'il va nous être décliné dans les prochaines années, pour les autres questions séparées qui constituent les agendas des techniciens du pouvoir : Grenelle du logement, Grenelle de la précarité, Grenelle des banlieues, Grenelle de l'insertion... Parce que ce qu'il sanctionne la mise en place de formes de despotisme aggravé, à l'échelle

mondiale, justifiées comme toujours par la protection que l'Etat est censé apporter aux individus en échange de leur subordination (7).

Paris, mars 2008

Notes

(1) On compte parmi ceux-ci 34 réacteurs générateurs d'électricité de 900 MW, 20 de 1300 MW et 4 de 1450 MW. Ils ont été mis en service entre 1977 et 1999.

(2) L'EPR (European Pressurized Reactor), de Flamanville : c'est parti ! Le réacteur nucléaire de troisième génération d'une capacité de 1650 MW d'EDF dans la Manche est désormais en chantier. 10000 tonnes de béton sont coulées en continu pour réaliser la première partie de la dalle du plancher du futur bâtiment du réacteur. Le premier chantier de ce type a débuté en Finlande en 2005. La construction de l'EPR de Flamanville a pour objectif de pérenniser les compétences nucléaires du groupe, qui compte mettre en service plus de 6000 MW de capacités de production d'électricité supplémentaires d'ici 2012 en France. La mise en service du réacteur tête de série EPR, qui représente un investissement de 3,3 milliards d'euros, est prévue pour 2012 et rassemblera les acteurs du nucléaire français, dont Bouygues, Alstom et Areva. Ce chantier s'inscrit « dans la continuité technologique des réacteurs à eau pressurisée actuels, en agrégeant tous les progrès récents pour offrir une plus grande souplesse d'utilisation et la garantie d'une production d'électricité sûre, compétitive et sans émission de CO₂ », selon BTP Magazine.

(3) Les réacteurs nucléaires habituels, y compris l'EPR de dernière génération, produisent de l'énergie à partir la fission contrôlée de l'atome, dérivée de la technologie de la bombe A. Avec le laboratoire pharaonique ITER, c'est la fusion nucléaire, bien plus énergétique et issue de la technologie de la bombe H, que les Docteurs Folamour veulent maîtriser. A Cadarache, pour démarrer la moindre expérience de 5 secondes, le monstre aura besoin de 1200 MW d'électricité d'origine nucléaire, produite par des réacteurs du Tricastin. Plus, la chambre expérimentale à fusion est construite avec les métaux des cuves actuelles de réacteur à eau pressurisée. Les alliages pouvant résister plus de 60 secondes à la fusion, sans être rapidement abrasés et devenir hautement radioactifs, n'existent pas encore ! En cas d'emballement « expérimental », on imagine la suite... ITER n'est pas l'un de ces laboratoires où l'on effectue des expériences en milieu confiné, c'est lui-même l'expérience grandeur nature, ce qui est bien conforme à la tradition du nucléaire depuis Hiroshima.

(4) In Regards sur l'actualité, la documentation française, n° 338, février 2008

(5) La Mobilité durable, plaquette publicitaire de la Macif. Pour lutter à la fois contre le réchauffement climatique et enrayer l'hécatombe cardio-vasculaire, certaines boîtes à la pointe du capitalisme vert commencent à suggérer à leurs employés de ne plus prendre ni voiture ni même transport public pour aller au travail. Au passage, elles pourront ainsi diminuer leurs frais de remboursement des titres de transports des salariés. C'est toujours ça de pris, et pour la boîte, et pour la sécu. Le has been, qui continuera à prendre sa bagnole au lieu de ses pieds ou d'un vélo (parce qu'il habite en zone 5, mais c'est son problème) et qui se découvrira un cholestérol, devra lui-même payer ses soins. On l'avait

prévenu : « Rando, boulot, dodo » ou rien. Pour les gosses, on a même déjà inventé un terme, le Pédibus ; traduction dans la novlangue écolo de « aller à l'école à pied avec ses potes », mais sous la conduite d'adultes volontaires, qui seront bientôt considérés comme pénalement responsables en cas de problème de sécurité...

(6) « Le gouvernement a donné un coup d'accélérateur au développement des biocarburants en annonçant la construction de seize nouvelles usines de production lors du dernier salon de l'Agriculture. Objectif : atteindre 5,75 % d'incorporation dans les carburants à l'horizon 2008. Un niveau qui devra atteindre 7 % en 2010. Parmi les projets retenus par l'Etat, celui de Sarp Industries, prévu sur la zone portuaire de Limay-Porcheville. Ce projet industriel innovant porte sur la création d'un site de fabrication de biodiesel axé sur la valorisation de déchets - des huiles alimentaires usagées - avec compléments d'huile pure d'origine végétale. La future usine de biocarburant sera implantée à proximité du centre de traitement et de valorisation de déchets dangereux de Sarp Industries. « L'énergie produite par Sarp sera utilisée pour faire fonctionner le process de l'usine de biocarburants », explique le directeur de la com' de Sarp Industries Véolia Propreté. L'unité de Limay produira 60000 tonnes de biodiesel par an.

Les huiles utilisées pour la fabrication du biocarburant proviendront des chaînes de restauration rapide et de la restauration collective, sur toute la partie située au nord de la Loire. La collecte de cette matière première sera prise en charge par Eco-gras, une filiale dédiée de Véolia Propreté. Le biodiesel fabriqué à Limay sera utilisé dans les bus de la Connex, gérés par Véolia Transport, et dans les camions de marchandises dépendant du réseau Véolia Propreté. C'est ce qu'on appelle une synergie parfaite. « Ce projet marque le début d'une nouvelle ère pour Sarp. Comme on a su le faire en 1975 avec la valorisation des déchets dangereux, on est en train d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire de l'entreprise. L'avenir, c'est la valorisation de la matière ! »

(7) Ce n'est pas que des mots si l'on regarde les dernières mesures prises en France en matière nucléaire où convergent des considérations sanitaires, militaires et policières. L'Etat français organise depuis septembre 2005 le stockage de pilules d'iode dans toutes les pharmacies. Les pharmaciens seront conviés, dans l'heure, sur ordre de l'armée à les distribuer à toutes la population « en cas d'attaque terroriste ». Parallèlement, l'Etat ne pouvant plus mentir sur les risques des centrales réfléchit à une gestion à long terme de territoire irradié suite à un accident majeur. Il a mis en place le Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle d'une situation d'urgence radiologique (Codirpa), chargé d'évaluer toute une série de questions : « Faut-il ou non autoriser le retour des populations dans les territoires contaminés, et si oui à quelle échéance ? Comment organiser leur suivi sanitaire, gérer les déchets, dimensionner les indemnisations ? Une masse d'interrogations est née de ces exercices spéculatifs, conduits dans des groupes de travail spécialisés » (Le Monde du 21 février 2008). Tout ça sent fortement la police et l'armée. D'ailleurs, des consignes précises seront données très prochainement aux préfets à ce sujet...

Où et comment nous joindre

Collectif contre la société nucléaire
c/o CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil Cedex



Squatalille

Expulsion du Pain perdu

Expulsion du Pain Perdu (rue des Stations, Lille) ce matin vendredi 29 février 2008. Comme l'ensemble des lieux (ré)ouverts sur Lille et environ depuis un ptit bout temps beaucoup de chose s'y passait. Et beaucoup de monde le fréquentait. Des espaces vides que promoteurs, propriétaires moisés, flics et autre municipalité veulent laisser mourir ou récupérer pour aseptiser en effaçant toute trace préexistante. Ok. Mais qu'ils verrouillent bien leur cadenas. Y aura toujours de l'infra, de l'en-dessous, du qui ne fait pas de bruit mais qui s'installe et qui dérange, qui gratte puis qui frappe... Que l'Etat et tous ses agents répressifs aillent se faire foutre. Y'aura toujours une brèche dans leur garde pour les foutre à terre. De temps en temps mais surement.

GUERRE A CE MONDE, FEU A L'ETAT

[Publié sur Indymedia Lille le 29 février 2008]

Squatencévennes

AU TRIBUNAL DE FLORAC, LE 11 AVRIL 2008...

AVRIL 2007, des paysan-ne-s reprennent l'activité du Prat del Ronc, à Saint-Germain-de-Calberte, en Cévennes Lozériennes...

Les terres environnantes sont défrichées et cultivées. Petit à petit le lieu reprend vie : four à pain, poules, poteries, maraîchage, chevaux, plantations d'arbres fruitiers... mais aussi projections de films, soirées débats, chantiers collectifs, journées d'échanges... Multitudes de projets fleurissent.

Seulement voilà, les habitant-e-s du Prat del Ronc ne sont pas de riches héritiers, ils n'ont pas de patrimoine. Le Prat del Ronc est leur seul logement, ce que produit la terre les nourrit.

Le propriétaire du lieu est un riche entrepreneur anglais qui a acheté le Prat il y a dix ans pour spéculer et n'y a jamais mis les pieds depuis lors, laissant le lieu à l'abandon. Les habitant-e-s ont essayé de le contacter, il n'a jamais daigné leur répondre. Préfecture, renseignements généraux, huissier, gendarmeries alentours... exercent un harcèlement incessant sur ces habitant-e-s "sans droit ni titre" qui n'ont

pourtant objectivement causé de tort à personne. La préfecture de la Lozère pousse le propriétaire à porter plainte et à les traîner devant la machine judiciaire dont ils savent trop bien qu'ils ne ressortiront pas gagnants.

Le procès pour expulsion aura lieu le **VENDREDI 11 AVRIL 2008** à 15h30 au tribunal d'instance de Florac.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui jugent ce jeu inacceptable à nous rejoindre déguisé-e-s avec de quoi faire du bruit dès 14h devant ce même tribunal et à agir par tous les moyens pour refuser le jugement et l'expulsion des habitant-e-s du Prat del Ronc. Nous affirmerons ainsi que face à la défense de la propriété privée, ce qui compte est de pouvoir vivre librement, de cultiver les terres délaissées, d'habiter les bâtiments inoccupés... La seule justice que nous aurons sera celle que nous ferons.

**Les règles sont injustes,
il faut les combattre !
(... rester silencieux
c'est les soutenir !)**

Squatacaen

C'est avec plaisir, que le collectif « Le Pavillon Noir », composé d'étudiants, de chômeurs, de sans-logis et de salariés vous annonce l'ouverture d'un nouveau centre social autogéré à Caen. En effet, nous occupons depuis le mercredi 12 Mars 2008, un bâtiment vide, inoccupé depuis longtemps, ouvert et laissé à l'abandon. Il est grand et en parfait état. (...) «Le Pavillon noir» n'est pas un centre d'hébergement, ni une MJC, il est un lieu où s'élabore une expérience d'autogestion, un squat qui attaque les fondements même du monde marchand qui nous entoure. Le collectif ne réclame aucune citoyenneté ou reconnaissance des institutions politiques, ni subventions. Nous n'appartenons pas au même monde et cherchons avec obstination à détruire ce vieux monde marchand qu'est le capitalisme et qu'Etats et politiques continuent de protéger.

[Extraits du texte de présentation]



Le capitalisme nous fait gerber. Le fric est au centre de tout ce que l'on nous présente pour vivre, payer NOTRE logement, payer NOTRE nourriture, payer NOTRE eau, payer NOTRE passage à l'hôpital, payer NOTRE expulsion, NOTRE passage en procès, payer NOTRE air, (ha non, pour le moment on ne paye que le droit de le polluer...) Depuis quelques jours, un lieu désaffecté est occupé par de la graine de *Mauvaise Herbe* qui n'a pas envie de vivre à travers les rapports marchands et la compétition. « Et ils n'ont pas encore été enfermés? » me direz vous... Non, leur soif de liberté a encore de beaux jours devant elle...

De tels lieux, comme *La Mauvaise Herbe*, ont déjà existé à Caen, durant un an et demi... Cette dernière a été évacuée brutalement puis détruite sous la protection des forces de l'ordre de manière illégale le 4 juillet 2007. Nous ne nous laisserons pas intimider par la milice du capital. Nous ne faisons qu'occuper des lieux désertés et laissés à l'abandon, auxquels personne d'autre que nous ne semble s'intéresser. Cela n'a rien de criminel [sic] et ne légitime pas une telle répression.

Nous squattons pour nous offrir un espace de liberté, un temps mort au sein d'une vie bien moribonde. Pour pouvoir nous réunir, nous organiser, essayer de reprendre en main ce que l'on peut de notre vie, sortir des schémas sociaux malsains qui nous entourent depuis notre naissance. Nous voulons remettre l'humain au centre des choses. Supprimer les rapports de domination en vivant l'autogestion, l'entraide, et l'insoumission. Pour comprendre ce qu'est la liberté, il faut l'expérimenter et pour l'expérimenter il faut du temps et de l'espace. Ce lieu est également le logement de quelques un-es.

Au *Pavillon Noir*, nous mettons en place toutes sortes d'activités politiques et culturelles (projections de films, de documentaires, débats, zone de gratuité, échanges de savoirs, infokiosks...). Nous voulons faire de ce lieu un endroit ouvert et libre, où toutes et tous peuvent participer, que chacunE puisse faire vivre. Passez -y, ne serait-ce que pour boire un café ou pousser au milieu d'autres mauvaises herbes...

Qu'elles grandissent nombreuses et que fleurissent les squats!

10 Boulevard Poincaré 14000 CAEN,
juste à coté de l'arrêt Tram «Aviation»

la_mauvaise_herbe@no-log.org

A ceux qui se désolidarisent d'un «certain type d'action»

Sur le campus de Lyon 2 Bron, vers 18h30 ce 28 novembre 2007, une opération “supermarché gratuit” est entreprise par une cinquantaine de personnes dans le cadre du mouvement contre la LRU et le gouvernement Sarkozy : quatre caddies sortent du supermarché Leader Price.

Vers 23h se sont déjà accumulés 10 cars de gardes mobiles, 12 de CRS, 5 voitures de la BAC et 5 RG. Les CRS interviennent et font sortir les 80/90 personnes présentes sur la fac occupée afin de permettre le contrôle mais également “l'identification” de certaines personnes comme ayant participé à l'action d'auto-réduction (sur la base -au comico- des témoignages d'un vigile, deux caissières, un magasinier et le gérant).

11 des 13 interpellé-e-s sont mis-e-s en examen après 40h de garde à vue.

Dès le 4 décembre un tract de bureaucrates étudiants se distancie, précisant que l'opération a été « organisée indépendamment du mouvement », et surtout que les bloqueurs ne sont pas « des voyous et des criminels de droit commun ».

«Les étudiants grévistes devraient publiquement se désolidariser de ce type d'action».

VOILÀ CE QU'A DÉCLARÉ à chaud un professeur au journaliste de Lyon Capitale, suite au scandaleux pillage de quelques légumes par les étudiants mobilisés de Lyon 2, le 28 novembre. Par pitié, nous tairons le nom de cet universitaire : nous ne pratiquons pas la calomnie contre ce type de prof. Surtout, ce réflexe idéologique de désolidarisation n'est pas le fait d'une seule personne, il a déjà traversé bien des in-consciences. C'est pourquoi il semble nécessaire de faire quelques mises au point, mises au point qui paraîtront évidentes à ceux et celles qui n'ont pas sombré dans la confortable facilité, celles et ceux qui n'ont pas hurlé avec la meute au premier dérapage venu.

JUGER ET DIVISER

D'abord, il faut déconstruire l'illusion qui consiste à croire qu'on peut condamner telle action sans en condamner l'auteur.e.s. C'est encore le discours de l'euphémisme qui sévit ici : il est évident que se désolidariser de l'action “supermarché gratuit”, c'est se désolidariser de la cinquantaine de personnes qui l'a menée. Pire, ce type de propos invite plus ou moins à se désolidariser des inculpé.e.s. Au mieux, le prof sera solidaire des inculpé.e.s “innocent.e.s”, mais il invite clairement à se désolidariser du copain qui a avoué en garde à vue avoir participé à cette action. On devrait donc abandonner ce jeune étudiant aux mains de la police-justice, parce qu'on trouve que cette action était immorale ou malvenue stratégiquement ?

Solidarité avec tous les inculpé.e.s, même les innocent.e.s !

Autre vice idéologique typique du discours dominant (mais que l'on retrouve hélas dans le discours des opposant.e.s), la division. Ici elle est claire : il y aurait deux entités : les grévistes d'une part et les auteur.e.s de ce type d'action d'autre part. Faut-il rappeler que la cinquantaine de participant.e.s à cette action étaient des étudiant.e.s grévistes mobilisé.e.s contre la LRU et le gouvernement Sarkozy dans son ensemble ? Comment pourraient-ils se désolidariser d'eux-mêmes ? Exemple mémorable du travail de division, pendant les révoltes de 2005, Pascal Clément, Garde des Sceaux déclarait : “Je souhaite que nous puissions adresser un message clair aux Français d'une part, aux délinquants d'autre part.” (Le canard enchaîné, 9/11/2005.) La division par le discours s'exerce de façon quasi imperceptible, et il n'est même pas besoin de postuler que les auteurs de ces propos le font exprès... La logique est toujours la même, de bons français ne peuvent brûler des voitures, de bons étudiants grévistes ne peuvent commettre un acte aussi grave que voler en réunion des légumes. Et pourtant.

L'ÉTERNEL MYTHE DU COMLOT

N'en déplaise aux donneurs de leçons du politiquement correct, cette action n'a pas été fomentée par les RG pour casser le mouvement, ni par des bandes anarchistes-extrémistes-nihilistes-**** (remplir avec d'autres mots

qui font peur). Encore une fois, il faut rompre avec les pensées du complot. A chaque fois qu'il se produit un événement hors du triste commun, les gens ont du mal à l'admettre, et il se trouve toujours des génies pour recourir à des explications magiques. Non, les réseaux Foccart ou les services secrets n'ont pas organisé en sous-marin cette action du Leader Price pour piéger les étudiant.e.s et enterrer le mouvement, pas plus qu'ils n'organisent la venues de jeunes des quartiers populaires pour “dépouiller” des manifestant.e.s et faire éclater les cortèges. (Notons que ces mythes traduisent une ignorance totale des réalités sociales qu'elles prétendent expliquer...) Le recours paniqué à la théorie du complot traduit souvent une peur de voir la réalité en face. Oui, une certaine spontanéité, demeure chez les étudiants. La lutte est parfois enivrante et donne des ailes à la vie, une cinquantaine de personnes peut décider, sans manipulation, d'aller chercher à manger dans un grand supermarché, sans payer. Les normes et l'autocensure peuvent s'effondrer dans une situation – follement peut-être.

Question : pourquoi la police, comme les petits-chefs d'orgas politiques dépassées, ne peuvent admettre que ce genre d'actions apparaisse spontanément ? Peur de la vie qui se joue sans eux, et du signifiant politique exprimé ? Quand des révoltes éclatent dans les quartiers populaires, c'est Al Qaïda, bien sûr. Quand la fracture sociale entre les quartiers et un mouvement étudiant se révèle violemment dans une manif (“dépouillages”), ce sont les RG, bien sûr. Quand une très modeste tentative de réappropriation collective se joue dans un Leader Price, on a le choix : c'est peut-être les “totos” (réalité mystérieuse s'il en est...), ou bien la police. Drôle de grand écart explicatif, peu importe ! Il faut trouver des raisons, et vite.

LA SACRO-SAINTE IMAGE DE NOTRE LUTTE

En résistance, il faut soigner son apparence, savoir rester propre. Pas de gros mots en manifs, et soyez bien rasés avant d'intervenir en AG. Pas d'alcool dans l'occupation, ça fait mauvais genre. Quant aux joints, n'en parlons même pas. Et puis d'abord, c'est interdit. Pas de tags, ça fait sale, et puis surtout ça dégrade l'outil de travail (tout le monde sait qu'il est physiquement impossible de faire cours dans une salle où un tag crie “Pas de justice, pas de paix !”). Quand la police charge pour disperser une manif, ne résistez pas, ne jetez rien sur les flics, sinon tout le monde dira qu'on n'est pas des acteurs politiques raisonnables. Quand un président ou un doyen se fout de votre gueule en disant “Sachez bien que je ne suis pas contre vous, seulement les cours doivent reprendre”, ne lui crachez pas à la gueule, ne le mordez pas, ça se fait pas. Les caméras ? Ok, on les démonte pendant l'occupation, mais alors promis, on les remet à la fin du mouvement. Si jamais elles sont cassées, la fac devra payer le remboursement. Eh oui, c'est l'outil de travail, on ne peut pas faire cours sans caméra. Voler un Leader Price à cinquante, et avec le sourire ! Quoi de pire pour l'image du mouvement ?! Vous n'avez

rien compris, l'heure n'est pas à l'action, il faut MA-SSI-FIER.

“ CE TYPE D'ACTION ”

Quel est donc ce type d'action dont il faudrait se désolidariser ? L'action péage gratuit, déjà pratiquée à Lyon pendant ce mouvement, entre-t-elle dans ce type ? A priori, oui : c'est totalement illégal, et ça coûte très cher aux services d'autoroute, bien plus qu'une action Leader Price ! (Si en quelques dizaines de minutes les étudiant.e.s rapportent 300 euros, ça en coûte au moins 1 000 aux gérants du bitume, vu que les usager.e.s donnent par exemple 2€ à notre caisse de solidarité, quand leur péage coûte 8€.) En fait, la seule différence est que l'action péage gratuit n'a pas (encore) été réprimée, alors que l'action supermarché gratuit l'a été immédiatement, et dans la précipitation généralisée. On peut imaginer qu'en fin de mouvement, si une nouvelle action péage gratuit était entreprise, le pouvoir pourrait se faire un point d'honneur à la mater, et par exemple à faire des arrestations. Faudra-t-il se désolidariser de “ce type d'action” ? A l'inverse, quand une action supermarché gratuit réussit (ce fut le cas pendant le mouvement du CPE), quand des client.e.s et des manifestant.e.s quittent le magasin dans la bonne humeur, les bras chargés de nourriture, trouve-t-on des donneurs de leçons pour crier qu'il faut se désolidariser de ce genre d'actions, quand tout le monde se dit “ouah c'était génial !” ?

On voit bien que la prescription moralisante dépend de la réaction du pouvoir à ces actions, et il est dommage qu'au sein des résistances des voix se fassent entendre pour dire “c'est mal”, au même moment où les garant.e.s de la domination ont décidé que cette fois, ça ne passerait pas. De grâce un peu de cohérence dans votre désolidarisation, tout comme nous restons solidaires, que l'action soit un succès ou non.

Il ne s'agissait pas ici d'attaquer violemment des personnes dont on peut comprendre, à défaut d'admettre, les doutes et les réflexes défensifs (“c'est pas nous, c'est eux !”), mais bien de rappeler qu'au sein des dynamiques résistantes, nous ne pouvons nous payer de la luxe de nous diviser, de nous désolidariser. Résolument, quand des révolté.e.s brûlent des voitures (et aussi des écoles), nous sommes solidaires, quand des casseurs brisent des vitrines, nous sommes solidaires, quand des étudiants se lancent dans une action farfelue, nous sommes solidaires. Car de fait, aussi variés soient nos modes d'action ou expressions de révolte, nous sommes du même côté de la barricade.

Que nous ayons participé ou non à ce type d'action, qu'elle ait été pertinente ou non, évitons les fausses divisions et les condamnations grandiloquentes.

Car en face, ils resteront solidaires.

[Texte trouvé le 3 décembre 2007 sur <http://dissidence.over-blog.com>]

Nouvelles de la guerre sociale



• 26 mars, Bogny-sur-Meuse (Ardennes)

Un incendie ravage environ un quart de l'usine de l'entreprise liquidée Lenoir-et-Marnier. Le feu a pris à peine une heure après la fin d'une réunion "désastreuse" à la préfecture, a précisé un responsable de la CFDT, laissant entendre que des "salariés en colère" pourraient être à l'origine du sinistre. Le feu a pris dans un entrepôt et s'est propagé jusqu'au toit, le perçant et brûlant un peu plus de 50 m² de toiture. Le feu a détruit le magasin ainsi qu'un atelier de contrôle. Les 159 ex-salariés de l'entreprise de fabrication de boulons, liquidée en février, réclament depuis plus de deux mois (à coups de blocage des quatre sites de production, de la gare de Charleville et autres lieux publics, de menace de déverser 500 litres d'acide dans la Meuse) l'ouverture de négociations avec les pouvoirs publics pour le versement d'une indemnité de 50 000 €, au nom du "préjudice moral" subi à la suite de la mauvaise gestion d'un "patron voyou".

• 15 mars, Toulouse

Vers 16h, un équipage de policiers pourchasse une voiture repérée cheminement Edgard-Varèse, dans le quartier de la Reynerie et dont le conducteur refusait de s'arrêter. Arrivé rue de Kiev, le véhicule de police est pris pour cible. Une vitre a éclaté et les trois fonctionnaires présents à l'intérieur ont été blessés au visage, des coupures qui ont nécessité un passage par l'hôpital. Vers 17 h 30, nouveaux incidents avec un face à face entre une trentaine de jeunes habitants du quartier et les policiers. À nouveau pris pour cible, les policiers ont dû utiliser des grenades lacrymogènes pour se dégager.

• 16 mars, Marseille

Cinq prisonniers se sont évadés du centre de rétention du Canet situé dans les quartiers nord de Marseille. Agés de 18 à 30 ans, deux Algériens, deux Tunisiens et un Marocain sont parvenus à gagner les toits dimanche vers 21H30 "en faisant plier un grillage et grâce à des draps". Deux seront repris les jours suivants.

• 8 mars, Vélizy-Villacoublay (Yvelines)

Une trentaine de personnes se bagarrent au centre Vélizy 2 avec des vigiles qui alertent la police. Une fois sur place, les fonctionnaires échangent avec eux des coups de pied et de poing. Trois gardiens de la paix souffrent de blessures légères au visage, aux mains et aux cuisses.

• 4 mars, Grigny (Essonne)

Des inconnus mettent le feu à une classe de l'école du Buffle, au cœur du quartier de la Grande-Borne, un local déjà incendié lors des émeutes de novembre 2005. Une attaque qui survient après l'attaque de policiers et la diffusion d'un appel à témoins dans la cité par 160 CRS. Le montant des dégâts est estimé à 50 000 €.

• 2 mars, Grigny (Essonne)

Six individus pénètrent dans une boulangerie de Viry-Chatillon à quelques centaines de mètres du quartier de la Grande-Borne, à Grigny. Ils font sortir les clients et cherchent à mettre le feu au commerce en l'aspergeant d'essence. Les

forces de l'ordre arrivent sur place mais, entre temps, les jeunes braqueurs ont été rejoints par une vingtaine d'individus. Les 15 policiers ont été accueillis par des jets de pierres et des cocktails Molotov. Et comme à Villiers-le-bel, des coups de fusil à pompe sont tirés. Un fonctionnaire de Police reçoit une volée de plombs. Il est touché à une cuisse et termine à l'hôpital. Trois autres policiers sont légèrement blessés au visage et aux jambes par des jets de projectiles. Les affrontements se sont poursuivis pendant une heure. Une voiture a été incendiée.

• 17 février, Lyon

Le bâtiment du futur commissariat de police du 3^e arrondissement, situé place Bahadourian, est incendié dans la nuit. "La porte du garage a été forcée. Il y a eu quatre départs de feu. Et à l'intérieur, on sait juste que les sols en plastique ont été abîmés. Des portes ont brûlé aussi", indiquent diverses crapules. "Cela va engendrer des frais, des retards et repousser sa date de mise en service", déplore Alexandrine Pesson, présidente (PS) de la SACVL. Le bâtiment devait être livré à la police fin mars.

• 14-17 février, Toul (Meurthe-et-Moselle)

Deux cadres de l'usine Kléber sont séquestrés par des salariés pendant quatre jours. À l'origine du conflit, les conditions de la fermeture du site de 826 employés, programmée pour 2009. Le 13 février, une centaine de salariés de Kléber s'invitent à la réunion de négociations à Saint-Dizier. Estimant les avancées insuffisantes, ils retiennent une première fois, pendant quarante minutes, les deux négociateurs, Marcel Lalitte, directeur des relations humaines Kléber, et Jean-Gabriel Pontier, chef du personnel. Le lendemain matin, la discussion se poursuit, cette fois dans les locaux de l'usine à Toul. Mais la réunion tourne court. Dépités, des ouvriers retiennent les deux négociateurs dans une salle de réunion. Le travail dans l'usine s'arrête alors. Sur le parking, à l'extérieur, des grévistes interdisent aux camions qui viennent livrer les matières premières tout accès à l'usine. Ils réclament 3 000 euros par année d'ancienneté, distribués sans condition. Prime non prévue dans les mesures d'accompagnement de Michelin, qui privilégie le reclassement des salariés.

Contraint de dormir sur des chaises et ne pouvant sortir que pour se rendre aux toilettes, les deux cadres refusent de négocier dans ces conditions. À l'extérieur de l'usine, des grévistes se relaient jour et nuit pour maintenir le piquet de grève. L'annonce, le 15 février, d'une hausse de 35,3 % du bénéfice net 2007 du groupe Michelin met les pendules à l'heure. Dans la nuit du 16 février, Michelin accepte le principe du versement d'une prime de 2 000 euros par année d'ancienneté pour tout salarié licencié. Les deux cents grévistes ne modifient pas leurs positions. Après d'ultimes négociations, alors que la menace d'une intervention des forces de l'ordre plane, le manufacturier finit par accepter le versement d'une indemnité de 2 500 euros par année d'ancienneté sans condition. Dans les minutes qui suivent, les deux cadres sont libérés et sortent en défilant devant une haie de grévistes, qui leur tournent le dos.

• 14 février, Lormont (Gironde)

Un policier est blessé à la mâchoire par un jet de pavé, et deux autres ont été "commotionnés" après avoir été pris à partie par "une dizaine de personnes" alors qu'ils procédaient à une interpellation.

• 13 février, Corbeil-Essonnes

L'attaque d'une voiture bélier sur la façade d'un local associatif engendre un important incendie, dans la cité des Tarterêts. Le véhicule a dévalé des escaliers de la cité avant de venir s'enfoncer dans le rideau de fer du local associatif et d'être incendié. Tout le rez-de-chaussée du local, accueillant diverses associations est détruit, et le premier étage est gravement endommagé.

• 3 février, Marseille

Deux adolescents s'évadent de l'établissement pénitentiaire pour mineurs de Marseille. Ce sont les premières fuites depuis son ouverture en novembre dans le quartier de la Valentine (11^e). Il était environ 16h lorsque le duo a faussé compagnie à son unité qui participait à des activités sportives. Le plus grand aurait escaladé un panneau de basket, puis soulevé à bout de bras son comparse. Les fuyards seraient ainsi parvenus sur la toiture du bâtiment, avant de sauter hors de l'enceinte de la prison.

• 31 janvier, Orly

Un escadron de CRS est intervenu à l'aéroport parisien pour évacuer une partie du hall 3 d'Orly-Ouest, où environ 200 grévistes s'étaient auparavant heurtés aux policiers. Les affrontements ont éclaté quand une quarantaine d'agents de la police aux frontières (PAF) ont formé un cordon humain pour empêcher les grévistes de bloquer l'enregistrement des passagers dans le hall 3. Durant une vingtaine de minutes, dans la bousculade, des coups ont été échangés et des projectiles jetés sur les forces de l'ordre, sous le regard éberlué de passagers en attente. Des CRS, casqués et en tenue anti-émeutes, sont ensuite arrivés sur place pour aider leurs collègues de la PAF et faire sortir l'ensemble des grévistes du hall 3.

• 31 janvier, Aubervilliers

Vers 9 h 30, trois policiers en civil chargés d'enquêter sur des vols à la portière repèrent un individu. À la vue des policiers, l'individu prend la fuite à vélo. Deux policiers le prennent alors en chasse à pied, le dernier à bord du véhicule de fonction. Après l'avoir perdu de vue puis retrouvé, les deux policiers à pied parviennent à l'approcher. C'est là que l'agresseur aurait sorti un tournevis ou un couteau et poignardé un des deux officiers. "Le

policier a pris cinq coups : un à l'épaule droite, un à la main, un à hauteur des reins, un à la cuisse et un dans l'aîne. Il a aussi reçu plusieurs coups au visage". L'habile homme a ensuite réussi à prendre la fuite à pied, laissant son vélo sur place.

• 12 janvier, Noisy-le-Sec

Deux voitures, dont celle du maire Nicole Rivoire (Modem), garées près de la mairie, sont brûlées alors que 600 personnes manifestaient en hommage à un Algérien sans-papiers de 30 ans qui s'était défenestré pendant une perquisition de son domicile.

• 3 janvier, Nîmes

Deux voitures de la brigade cynophile de la gendarmerie sont incendiées sur le site de l'École Nationale de Police. Le grillage tout proche, censé protéger le site, a été découpé et un tag a été retrouvé à côté des deux voitures : "VIVE LA REVOLTE, FEU A L'ETAT ET A SES CHIENS".

• 1er janvier, Fleury-Mérogis

Des incidents éclatent la nuit de la Saint-Sylvestre à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Vers minuit, un détenu a jeté par la fenêtre de sa cellule du bâtiment D4 un drap auquel il avait mis le feu. Le drap serait tombé sur des débris placés sur une bouche d'aération et la fumée se serait ensuite propagée dans le bâtiment par les gaines d'aération. Les 450 détenus ont été rassemblés dans la cour de promenade. Certains sont montés sur le préau qui se trouve le long de la cour de promenade, et ont brisé des vitres situées au premier étage. Les détenus se sont retrouvés un temps dans le noir en raison d'une coupure d'électricité. Une équipe régionale d'intervention et de sécurité (Eris, dépendant de l'administration pénitentiaire) est intervenue en renfort pour faire rentrer les prisonniers dans leurs cellules vers 5h30.

• 24 décembre, Salon-de-Provence

Un détenu s'est fait la belle à l'occasion d'une promenade dans la cour. Il a percé le grillage à l'aide d'une tenaille ou d'une lame de scie. Ses complices lui ont alors lancé un cordage de draps pour qu'il se hisse par-dessus le mur d'enceinte. Et tous ont décampé.

• 24 décembre, Belleville (Rhône)

Trois molotov sont lancés en direction de la gendarmerie. Une voiture stationnée sur le parking jouxtant l'enceinte a été complètement détruite par les flammes et un autre véhicule privé, appartenant à un gendarme, a également subi des dégâts importants. En outre, les pneus de "7 ou 8 voitures" appartenant à des gendarmes et stationnés dans l'enceinte de la gendarmerie, à proximité des logements de militaires, ont été aspergés d'essence, sans qu'on y mette le feu.

• 11 décembre, St André (La Réunion)

Vers 22 heures, des jeunes armés de bâtons et de barres de fer, ont attaqué le commissariat situé en centre-ville. Ils ont mis le feu à une poubelle poussée sous le porche, ce qui a provoqué un début d'incendie et dégradé la façade. Quand les policiers sont arrivés sur place, ils ont été accueillis à coups de pierres et ont dû battre en retraite. Les jeunes ont ensuite mis le feu aux locaux d'une agence d'assurance, qui a été détruite, ainsi qu'à deux voitures.

• 4 décembre, Grenoble

Le local de l'UNEF est saccagé. Les inconnus se sont bien lâchés : porte défoncée, drapeaux "Unef" repeints en jaune, matériel pillé, tracts et archives dérobés, mur repeint (peinture, liquide vaisselle, javel,...), local retourné (trucs renversés,...), plusieurs tags comme "désolé pour le dérangement" ou encore "mort aux traites".

• 30 novembre, Lyon

Peu après minuit, dix policiers municipaux en civil sortant d'une soirée entre amis dans le centre sont pris à partie par trois jeunes qui les reconnaissent. Les policiers s'éloignent mais, au détour de la place, sont encerclés par une bande de 25 individus armés de pierres et de bouteilles de verre. Trois d'entre eux ont réussi à frapper un policier qui s'en est sorti avec une fracture du nez et des contusions multiples.

• 30 novembre, Pau

Le bureau de l'Unef, situé dans l'entresol de la faculté de lettres, est saccagé. De l'encre noire en poudre est déversée partout sur les murs, les

meubles sont renversés, le sol méconnaissable. Sur la porte, des insultes " *Faut tuer les collabos, traîtres, on ne vous oubliera pas* ". Dehors, sur la pelouse, un reste d'incendie. C'est là que leurs livres et archives ont été brûlés.

29 novembre, Villiers-le-Bel (Val-d'Oise)

Un adjoint de sécurité (ADS) est attaqué après avoir dénoncé deux personnes. Avec un collègue, lui aussi ADS, il avait par son témoignage permis l'interpellation de deux jeunes, soupçonnés d'avoir participé à des pillages de commerce.

23 novembre, Autun (Saône-et-Loire)

Deux garçons de 14 ans, qui avaient fugué du centre éducatif fermé de Fragny sont arrêtés à Vienne (Isère), après avoir parcouru 200 km au volant d'une voiture qu'ils avaient volée. Reconduits au centre, ils ont de nouveau fugué, mais plus brièvement cette fois.

25 au 27 novembre 2007, Villiers-le-Bel

Suite à la mort de deux adolescents dans un accident avec une patrouille de police se déroulent trois jours d'émeutes (touchant aussi une dizaine d'autres villes) au cours desquelles brûlent ou sont saccagés plusieurs bâtiments (commissariats de police de Villiers et Arnouville, deux écoles, une bibliothèque, l'hôtel des impôts, tentative d'incendie de la mairie, le garage Mazda/Hyundai, le McDo, le Simply Market et des commerces du centre) tandis que 119 policiers sont blessés par armes à feu (sur 130 au total, dont un commissaire défoncé). Une vaste perquisition de la zone est lancée le 18 février 2008 (plus de mille policiers et tous les moyens technologiques), à la recherche de 37 personnes. Sur les 33 interpellés, 19 sont mis sous enquête et 13 incarcérés : 5 pour " tentative d'homicide volontaire sur agent de la force publique " concernant les tirs, 3 pour " tentative de meurtre " concernant le tabassage du commissaire, 3 pour jets de pierres sur les CRS et 2 pour l'incendie de la bibliothèque et de l'école. Les accusations reposent principalement sur des témoins anonymes.

[Ces infos étant tirées de la presse, donc de la police, sont à lire avec les précautions d'usage]

Permanence de la révolte

13 mars, St Etienne : la permanence du PS est vandalisée, après celle de l'UMP et du Modem les jours précédents.

9 mars, Créteil : un incendie s'est déclaré dans une école maternelle qui faisait office de bureau de vote pour les élections municipales et cantonales. Une pierre, jetée au travers d'une vitre, a été trouvée au sol. Le feu s'est déclaré vers 3h dans la salle où se trouvaient les isolements, le rideau de l'un d'eux ayant été brûlé.

1er mars, Reims : les permanences électorales de deux candidats UMP aux élections cantonales sont endommagées par des jets de projectiles, un "demi-parpaing" selon les journaux.

29 février, Dinan : la permanence de campagne du maire sortant est attaquée. Après avoir tenté de forcer la porte avec une barrière métallique

récupérée sur le chantier voisin des Halles, les inconnus ont jeté trois pavés dans la vitrine, la détruisant totalement. Une affiche du candidat a également été dégradée.

26 février, Donzère (Drôme) : la permanence de campagne d'Eric Besson, ancien socialiste et actuel secrétaire d'Etat à la prospective, est attaquée. "La porte d'entrée a été forcée, la vitrine brisée et, à l'intérieur, tout a été saccagé", précise un témoin.

19 février, Sisteron : la permanence quartier barcelonnette du député-maire UMP est la cible d'un incendie criminel. L'incendie, qui s'est déclaré dans l'immeuble où se trouve son local, est maîtrisé rapidement.

2 février, Toulouse : un pavé lancé depuis la rue vers 16 heures fait exploser la vitrine de la per-

manence électorale du maire sortant apparenté UMP, rue d'Austerlitz. Le lanceur a vite disparu dans la foule des chalandis du quartier Wilson et Victor Hugo.

28 janvier, Grenoble : la permanence de la tête de liste UMP pour l'élection municipale, située dans le centre, est partiellement détruite. Les deux vitrines ont été brisées par une barrière métallique.

28 janvier, Carcassonne : des individus jettent une plaque en fonte qui fait exploser une des vitrines de la permanence du candidat UMP.

20 janvier, Paris : la vitrine de la permanence de la tête de liste UMP aux municipales dans le XV^e arrondissement de Paris est brisée.

Turin

POST-OLYMPIQUE INFÉRIEUR

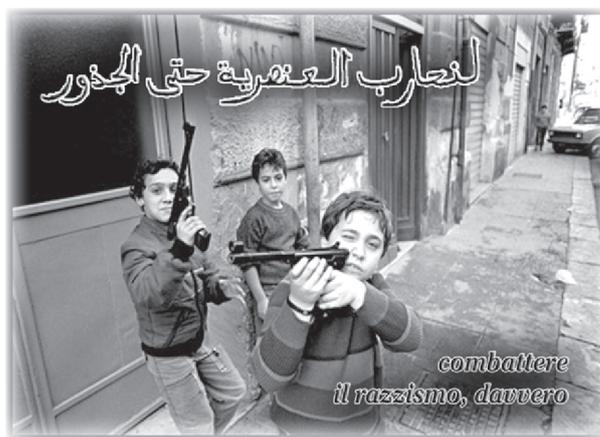
IL ARRIVE, dans une ferme aux portes de Turin, que des familles entières soient expulsées et incarcérées pour vol d'électricité. Au fond, elles avaient elles aussi, comme tant d'autres, un problème de pouvoir d'achat. Mais on parle de familles Rom, ça se comprend.

Il arrive ensuite, aux portes de la prison de Turin, qu'un carabinier commente, dans la veine de ce que sont pour lui des plaisanteries : «*les prisons explosent ? Plutôt que l'indulto [remise de peine générale], il faudrait rouvrir les fours*». Il parle bien sûr de Roms, ceux de la ferme, ça se comprend.

Tout comme il arrive que dans les banlieues de Turin, certains jeunes traînent tard le soir (et il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'ils traînent...) pour frapper les étrangers... et les drogués, ou pour incendier ces maudits camps Roms. Fidèles interprètes de notre temps, ils combattent dans la guerre civile entre pauvres qui plaît tant aux gendarmes de l'ordre social et sert si bien à leurs patrons.

De temps en temps, il arrive aussi que d'autres jeunes s'organisent pour s'opposer aux racistes : dans les rédactions de leurs journaux, sous le chapiteau d'un marché, en partance pour un voyage organisé. A la guerre civile entre pauvres, ils préfèrent combattre maintenant dans la guerre sociale contre les responsables du désastre dans lequel nous nous précipitons, prêts aussi à prendre le risque lointain d'une révolution, un jour...

Il arrive de temps en temps que la police accomplisse son devoir, et que cinq de ces impudents antiracistes soient mis en examen, deux incarcérés puis libérés avec pointage quotidien et qu'un se trouve toujours en prison. Les racistes, émus, disent merci.



Un maire médiocre déclare : «*Ceux qui agissent et pensent comme cela sont indignes de faire partie de la communauté*» et sont «*opposés aux normes les plus élémentaires de respect et de civilité*». Il parle ainsi, et on ne comprend pas de quoi il parle.

Un médiocre juge du parquet de Turin écrit ensuite que ces jeunes «*démontrent une totale influençabilité et sujétion par rapport à un sens d'appartenance mal interprété, à l'intérieur duquel s'inscrivent des actions délictueuses*». Le juge écrit ainsi, et on ne comprend pas de quoi il parle.

Et le même juge écrit encore qu'«*un contact permanent avec les forces de l'ordre peut constituer une sanction adéquate pour éviter la récurrence*». Ainsi écrit le juge, et on ne comprend pas de quoi il parle. Mais ses bouts de papier, ceux-là si, on les comprend trop bien. Ce sont ceux qui allument ces fours qui plaisent tant à ses gendarmes, et servent si bien à ses patrons.

[Traduit de l'italien.]

Publié le 22 février 2008 sur autistici.org/macerie

CHRONOLOGIE DE LA SOLIDARITÉ

17 février 2008, place Rebaudengo : plusieurs antiracistes décident de saluer à leur façon un groupe de militants de la Ligue du Nord qui partent pour une manifestation. Au premier moment de tension, les flics de l'escorte sautent sur les antiracistes et en arrêtent huit. Trois sont incarcérés.

17 février, San Salvario : en fin d'après-midi, un rassemblement mobile fait un tour dans les rues du quartier en solidarité avec les arrêtés du matin.

18 février : le conseil municipal approuve à l'unanimité un ordre du jour qui condamne les arrêtés de la veille. Le maire Chiamparino [PS] déclare : «*J'exprime ma plus ferme condamnation de l'épisode d'intimidation qui s'est produit aux dépens de la Lega Nord. Ceux qui pensent et agissent de la sorte démontrent leur propre indignité à faire partie de la communauté. J'invite les citoyens à isoler les protagonistes de comportements contraires aux normes les plus élémentaires de respect et de civilité*».

18 février, San Salvario : un groupe d'inconnus fait irruption dans l'après-midi à l'intérieur du Bureau des Affaires Sociales de la Lega Nord et l'un d'eux jette «*une substance liquide et huileuse sur les meubles et les présents*». Le groupe se disperse ensuite.

19 février : en soirée, un groupe se matérialise sous l'habitation du député européen de la Lega Nord, Mario Borghezio. Musique à fond et mégaphone pour sensibiliser ses voisins à ses activités publiques et privées pestilentielles. Tracts sur les murs. Le tout en solidarité avec les trois incarcérés.

19 février : audience de validation des incarcérations. Le résultat ne tombera que lendemain : deux sont libérés avec obligation quotidienne de pointage, le troisième (Fabio), jugé dangereux, reste en prison.

20 février : un cortège mobile part de Vanchiglia pour sensibiliser les passants au sort des trois arrêtés. Entre temps, deux d'entre eux sortent prison.

21 février : trois visages connus du mouvement subversif turinois réussissent à berner l'imposant service d'ordre et à pénétrer dans la salle de conférence de la Cgil, où sont sur le point de parler le ministre démissionnaire des Affaires Etrangères D'Alema, le maire de Turin Chiamparino et Livia Turco, l'inventeuse jamais oubliée des centres de rétention. Ils réussissent à interrompre la cérémonie, jetant des tracts antiracistes et contre la guerre. En plus d'insulter les puissants déployés sur la scène, ils demandent à grand'voix la libération

de Fabio. Les agents de la Digos turinoise sequestrent des perruques et portent plainte pour «*travisamento*» [le fait d'être masqué].

23 février : rassemblement place Borgo Dora en solidarité avec Fabio, le dernier incarcéré. Des cartes postales à lui envoyer et des tracts sont distribués.

23 février, Carmagnola : des tags en solidarité avec les trois arrêtés de piazza Rebaudengo, contre les racistes et le conseiller municipal léguiste Fabrizio Ottenga apparaissent («*Ottenga, porc raciste*»). Dans la nuit de jeudi à vendredi, l'interphone de sa maison est bloqué.

24 février : face à la prison des Vallette, un salut bruyant est envoyé à Fabio et à tous les prisonniers.

26 février : l'audience du Tribunal de la Liberté (validation de l'incarcération préventive) pour Fabio est fixée au 3 mars. Il aura deux jours pour se prononcer.

4 mars : après 17 jours d'incarcération, Fabio est libéré et le pointage quotidien des deux autres révoqué.

UNE VIE NORMALE

VOUS VOUS EN SOUVENEZ ? En décembre 2005, un infirmier marocain, Abderrahim B. restait paralysé suite à une grave blessure à la moelle épinière. Une blessure qu'il s'était faite au siège de la coopérative *Vita Serena* [Vie sereine], située Corso Giulio Cesare, pour laquelle il travaillait.

Au début, on a dit que le marocain était ivre et qu'il s'était fait mal tout seul – du reste, à suivre les gazettes de Turin, les marocains sont toujours ivres et se blesent toujours tout seuls. Petit à petit, la vérité a ensuite surgi. Mieux, la "terrible vérité", comme l'appellent les journaux pour masquer derrière les adjectifs le fait que des histoires comme celle-là se passent trop souvent.

La coopérative *Vita Serena* louait Abderrahim et ses collègues à différents hôpitaux turinois, dans ce cas au département des Urgences de celui de Molinette. La coopérative se procurait ainsi une main d'œuvre spécialisée flexible et économique ; la coopérative ingurgitait ainsi une belle quantité d'argent public sans grand effort – et surtout sans grands frais vu qu'Abderrahim et ses collègues étaient peu et rarement payés ; Abderrahim et ses collègues, pour leur part, travaillaient dur et gagnaient peu, mais pour un étranger, un contrat de travail veut dire permis de séjour.

Et permis de séjour veut dire : pas de policiers qui te poursuivent, pas de centre de rétention, pas de logements sales et surpeuplés en sous-location, pas de peur de sortir le soir, pas de peur de sortir l'après-midi, pas de peur de sortir le matin. En somme, pour Abderrahim, ce travail d'esclave voulait dire une vie quasi normale.

Il est certain qu'à un moment, plusieurs mois sont passés sans que ne vienne pas le moindre versement d'un salaire, et dans une vie normale, une moitié de salaire, un jour ou l'autre, doit venir.

C'est ainsi qu'Abderrahim se rend au siège de la coopérative, demande à voir le responsable, Michele Arcuri, et fait ses remontrances. Arcuri-l'esclavagiste est un type pratique : il est furieux, prend Abderrahim, le soulève et le balance contre un meuble.

Abderrahim est infirmier, il se rend tout de suite compte que la douleur lancinante qu'il sent entre les vertèbres signifie qu'il ne pourra plus avoir de vie normale. Il implore alors Arcuri –les témoins parlent d'un quart d'heure– de l'achever : mieux vaut la mort que le fauteuil roulant.

Michele Arcuri n'écoute pas ses plaintes. Impassible, il téléphone au 113 puis au 118 [la police et les pompiers] et dit : «il y a un marocain ivre dans mon bureau». Les secours arrivent longtemps après, mais plus de temps passera encore avant que la fable habituelle du «marocain ivre» ne cède la place à Abderrahim et à la "terrible vérité" de son histoire.

A présent que vous êtes tous bouche bée devant la "terrible vérité" de l'histoire d'Abderrahim, il nous semble plutôt délicat de venir vous ennuyer avec le rapport entre externalisation des services publics et propagande raciste – notamment parce que vous devriez y arriver tout seuls.

Il nous presse de vous dire qu'au procès de Michele Arcuri-l'esclavagiste, ce sont les frères Galasso, du barreau de Turin, qui l'ont défendu. Les mêmes avocats qui avaient défendu la partie civile au nom des policiers lors du procès suite aux affrontements devant le centre de rétention, et qui défendent les agents du commissaire Dora-Vanchiglia incarcérés il y a un an parce qu'ils prenaient sur leur temps libre pour dépouiller les immigrés. Les frères Galasso, enfin, qui ont défendu ces jeunes qui, en juin 2005, ont attaqué le couteau en main une maison occupée de Grugliasco –le "Barocchio"–, réussissant presque à envoyer au ciel plusieurs "camarades".

[Traduit de l'italien. Publié le 29 février 2008 sur autistici.org/macerie]

19 janvier :

Rompre le silence !

Nous vivons des temps terribles. Des temps marqués par le silence et la férocité.

Turin, où on travaille et meurt comme au 19^e siècle.

Turin, lumières d'artistes et cuite post-olympique, où on projette de construire des gratte-ciel scintillants et des TAV dévastateurs, où vers une heure du matin, quand court la movida dans des centaines de lieux, il y a celui qui crève horriblement ¹. Le fait est qu'il n'est pas seul, que tous les jours, toutes les heures, toutes les minutes il y a ceux qui risquent de mourir pour vivre, échangeant le risque mortel contre une bouchée de pain qui leur permet de continuer à vivre : et à risquer de mourir.

Ils nomment bien-être et richesse nationale le profit des patrons. Il serait temps de changer le sens des mots et de l'histoire, d'appeler richesse la santé, le bien-être et la liberté de tous. Le futur de sept ouvriers de Turin a été effacé par une flamme épouvantable. Il nous l'effacent à tous chaque jour, heure par heure, lorsque nous travaillons pour le profit de ces Messieurs. La férocité du capital, du capital qui exploite et tue, passe trop souvent au second plan : les politiciens et les médias nous offrent chaque jour un ennemi à combattre, étranger, différent, dangereux. Turin, où le massacre de la Thyssenkrupp a démontré la cruelle réalité du quotidien. Partout.

Nous vivons des temps terribles. Des temps marqués par le silence et la férocité.

Turin, où les fascistes brûlent un camp Rom avec des molotov, les médias falsifient, minimisent, jusqu'à inciter à la haine. Dehors, parmi les gens, il y a ceux qui applaudissent pendant que beaucoup, étouffés par l'indifférence, se taisent.

Turin, où une femme qui accompagne ses enfants à l'école est tabassée dans la rue. Un fait qui ne devient pas même divers : la femme est Rom.

Turin, où en à peine trois ans, huit immigrés sont morts lors de contrôles de police, tandis que se multiplient des meetings racistes et fascistes qui alternent entre manifestations dans les rues et rondes nocturnes contre les immigrés, les Roms, les drogués.

Nous vivons des temps terribles. Des temps marqués par le silence et la férocité.

Turin, où les autorités de la ville saluent les militaires qui partent faire la guerre en Afghanistan, nomment cela «mission de paix» et ça plaît à tous, à ceux de droite et à ceux de gauche qui dépensent des millions pour que «nos» jeunes en uniforme aillent enseigner aux Afghans à gérer prisons, tribunaux et police. La leçon de Bolzaneto et Diaz [où les manifestants ont été torturés à Gênes en juillet 2001], la leçon des tortionnaires et assassins de partout.

Turin, où il manque 1800 places de crèche, mais il n'y a pas d'argent.

Turin, où on attend 6 mois pour une visite à l'hôpital mais où on trouve toujours l'argent pour payer les militaires qui font sauter les ambulances comme en Irak en 2004.

Nous vivons des temps terribles. Des temps marqués par le silence et la férocité.

Turin, où le 11 juin 2005 les fascistes ont planté deux anarchistes, en entrant de nuit chez eux. La semaine suivante, la manifestation

lancée pour briser le silence sur ces faits graves est chargée par la police.

Le 10 décembre 2007, les antifascistes ont été condamnés à des peines entre 9 mois et 1 an et 8 mois pour «résistance». Ils étaient accusés de «dévastation et pillage», le même délit pour lequel des manifestants ont été condamnés à Milan et Gênes. Un délit de temps de guerre pour des manifestations de rues. Des dizaines d'années de prison pour empêcher la liberté de se manifester.

Nous vivons des temps terribles. Des temps marqués par le silence et la férocité.

Turin, où nombreux sont ceux qui peinent à joindre les deux bouts, écrasés par la férocité patronale, invisibles et souffrants, qui restent le fond d'une question sociale qu'il est injurieux de nommer.

La droite et la gauche évoquent une préten due «urgence de sécurité» identifiant dans les derniers, les immigrés pauvres, ces boucs émissaires à offrir en sacrifice, pour éloigner le spectre que les avant-derniers ne se joignent aux derniers, que la haine fasse place à la solidarité. Et que de la solidarité naisse la capacité à s'opposer aux vrais ennemis, ceux qui s'enrichissent sur nos existences, ceux pour lesquels une vie ne vaut pas les 20 euros pour recharger un extincteur.

Nous vivons des temps terribles. Des temps marqués par le silence et la férocité.

Il faut rompre le silence, résister à la férocité. Il faut le faire tout de suite, à pleins, sans délé gation d'aucune sorte, parce que nous sommes en train de glisser dans un gouffre. Ils ont commencé avec les derniers, les pauvres, les immigrés, les travailleurs, les opposants politiques, mais ils iront plus loin si on ne les arrête pas. Le moment est difficile. Il faut que tous se mettent en jeu pour faire barrière à la barbarie qui avance. Tous les jours. Pas seulement à Turin. Mais Turin est le lieu où les lumières et les ombres sont plus nettes, où les stratégies de répression et de contrôle trouvent un laboratoire adapté.

Pour ce faire, nous vous invitons tous à descendre dans la rue le 19 janvier 2008 à Turin. Il faut de l'espace pour donner un visage à ceux qui n'en ont pas, pour raconter les histoires que personne ne raconte, pour porter dans la rue ce qui arrive aux Roms, aux antifascistes, les histoires de ceux qui meurent au travail, de ceux qui luttent contre le Tav, de ceux qui veulent couper ses bases à la guerre, de ceux qui croient qu'un autre monde est possible et urgent.

Assemblée antifasciste et antiraciste réunie à Turin le 19 décembre 2007

Ndt :

1. Le 6 décembre 2007, un énième accident du travail se produit aux aciéries Krupp Thyssen de Turin : sept ouvriers sont dévorés par les flammes dans le secteur où les coulées de métal sont refroidies par un bain d'huile, après 12 heures consécutives de travail. L'extincteur de secours était périmé et le téléphone défaillant. Un meurt carbonisé immédiatement, trois autres dans les jours qui viennent. Les derniers, grands brûlés, luttent contre la mort.

[Appel à la manif traduit de l'italien. Infos sur torino19gennaio.altervista.org]

Après avoir lutté pendant plusieurs années contre le centre de rétention de San Foca (finalement fermé) géré par l'Eglise, les compagnons de Lecce n'ont pu s'empêcher de venir perturber le 7 décembre 2007 la cérémonie religieuse qui intronisait son ex-directeur, Cesare Lodeserto, missionnaire en Moldavie.

Le 22 décembre, trois anarchistes étaient perquisitionnés pour une affiche sur le thème, tandis que neuf sont mis sous enquête pour la perturbation de la cérémonie.

Le 21 janvier 2008, un compagnon se voyait notifier un *avviso orale* (préalable à une mesure de surveillance spéciale s'il ne change pas de comportement !), tandis que neuf autres étaient renvoyés devant le tribunal pour avoir posé des banderoles en août 2007 contre la militarisation du territoire, lors de la nuit de la Tarentelle.

Lodeserto missionnaire !!!

Vendredi 7 décembre 2007 en soirée, une douzaine de brebis (noires) égarées se sont rendues où elles étaient certaines de trouver quelque berger... Dans l'église San Guido à Lecce se tenait en effet une messe dirigée par l'archevêque Cosmo Francesco Ruppi, afin de confier la charge de missionnaire à don Cesare Lodeserto, envoyé exercer ses fonctions charitables en Moldavie. Là-bas, la Fondation/Fundatia «Regina Pacis» dont il est Président est spécialisée dans l'exploitation du désespoir à travers neuf structures différentes.

Les brebis (noires) sont entrées dans une église pleine de gens, mais aussi de députés, de politiciens locaux, d'agents de la Digos, de l'escorte personnelle (!) de don Cesare et de policiers en tout genre. Deux compagnons ont tenté de rejoindre l'autel pour déployer une banderole contenant la phrase «Mi\$\$ionnaires de la violence», mais ont été bloqués en le faisant, puis traînés dehors en passant par derrière l'église, suivis par certains policiers de l'escorte qui ont tenté de les frapper en extrayant leur pistolet. Pendant ce temps, les autres brebis (noires) lançaient des tracts dans l'église et hurlaient des slogans contre don Cesare, avant d'être à leur

tour repoussées hors de l'édifice, entre bousculade et coups de pieds.

Lorsque tout semblait à nouveau calme, les trouble-fête sont retournés sur le côté de l'église et, stoppant à hauteur de l'autel, ont fait parvenir par les fenêtres avec un mégaphone leurs bons vœux à don Cesare, «mi\$\$ionnaire de la violence», et leurs souhaits les plus sincères pour sa mission, certains qu'ils sauront apprécier sa bonté en Moldavie, dispensée à coups de croix et de matraque. Ils ont également souhaité au prélat une bonne fuite, vu que certains malpensants affirment que son choix d'aller faire le missionnaire en Moldavie est dicté par toutes les condamnations que la justice italienne lui a déjà infligées, n'ayant pas réussi à faire reconnaître sa gestion de l'ex-centre de rétention de San Foca comme une œuvre charitable.

A nouveau repoussés par un grand nombre de flics, les contestataires se sont rendus près de la cathédrale de Lecce, où ils ont distribué le tract précédemment lancé dans l'église, avant de se disperser, restant pour toujours hors du troupeau.

Voici le texte du tract distribué :

Quitter l'ancien chemin pour le nouveau...

Ce n'est pas l'expérience qui lui manque, ni les capacités en matière de gestion, vu que son curriculum présente les meilleures références de maton et de tortionnaire. Durant toutes ces années, le candidat Cesare Lodeserto s'est distingué pour avoir géré avec une poigne de fer sans pareille un lager pour immigrés, celui de San Foca, défrayant les honneurs de la chronique pour la violence et la cruauté qui s'y déroulaient. Les plaintes contre lui et ses dignes collaborateurs ont été variées : la brutalité et les abus constituaient le pain quotidien de son œuvre. Plusieurs fois, elles ont même suscité l'attention de la magistrature de Lecce, qui a pris des mesures contre Lodeserto le bienfaiteur, dont trois se sont traduites par des condamnations en première instance.

Ainsi, le bon prêtre bourreau s'apprête à présent à s'installer en Moldavie, où il sera missionnaire.

Ce choix n'est pas un hasard. En Moldavie, la Fondation Regina Pacis [qui gérait avant le centre de rétention], spécialisée dans l'exploitation du désespoir, est implantée depuis longtemps, réussissant à y posséder neuf structures sans craindre aucune concurrence. Dans la région où elle opère, la Transnistria, connue pour être une zone franche de la fabrication et du trafic d'armes, la présence d'aucun autre organisme étranger n'est admise.

Bien souvent, les missions catholiques n'ont été que des postes avancés de la colonisation culturelle et économique dans le monde. Aujourd'hui, la parole «mission» recouvre un sens encore plus sombre. Si la guerre de conquête des armées se pare du titre de mission de paix, l'œuvre de spéculation humanitaire de l'Eglise en général et de la Curie de Lecce en particulier pourra à son tour s'en parer de bon droit.

D'autre part, la guerre s'est toujours fait passer pour de la charité et de la bienfaisance, avec l'aide des médias et des puissants, même là où l'évidence de la réalité démontrait le contraire.

Quant à nous, malpensants tenaces, nous souhaitons au néo-missionnaire une bonne fuite, qui sera peut-être égayée par la rencontre avec quelqu'un qui a été hébergé au centre de rétention de San Foca, quelqu'un qui ne pourra certainement pas oublier le service qui y a été rendu, entre murs de détention et abus.



Quelques brebis (noires) égarées

[Traduit de l'italien. Extrait de *Peggio* n°8, décembre 2007, p.9]

Le Parrain n'est pas un film

Bref communiqué de Lecce à propos de démocratie, de censure et d'intimidations étatiques mafieuses.

HIER 22 DÉCEMBRE 2007, les maisons de trois anarchistes du Salento (dont deux sont colocataires) ont été perquisitionnées par des agents de la Digos. Sur mandat du parquet de Lecce, ils cherchaient du matériel, informatique ou autre, relatif à une affiche qui, selon le décret de perquisition, aurait été collée sur les murs de Lecce. Celle-ci contiendrait des phrases injurieuses vis-à-vis de Cesare Lodeserto, ex-directeur du centre de rétention (CPT) Regina Pacis de S. Foca, tortionnaire notoire et même condamné par la magistrature pour séquestration de personne, violence privée, simulation de crime, et qui a encore trois autres procédures lancées contre lui.

Des ordinateurs, des cd et des tracts ont été confisqués dans les maisons des compagnons. Cet acte semble être en continuation avec une procédure pénale à charge contre neuf anarchistes salentins pour diffamation et perturbation de cérémonie religieuse, faits qui se seraient produits durant la messe d'investiture du même Lodeserto comme missionnaire.

Il est à souligner qu'une perquisition sur mandat a été réalisée à propos d'un simple délit de diffamation : c'est un signal clair pour faire comprendre que la critique et l'opposition ne sont pas permis au sein du régime démocratique. Encore plus clair nous semble le message d'intimidation mafieuse que l'on a voulu nous faire passer, accompagné de la tentative de briser tout geste ou initiative des anarchistes de Lecce réalisé (du moins peu importe) surtout contre l'Eglise et ses fidèles.

Puisqu'il en est ainsi, nous faisons un pas en arrière, et demandons à toutes les autorités ecclésiastiques et institutionnelles qu'aujourd'hui même débute la procédure de canonisation de Cesare Lodeserto, qui mérite l'attention de ceux qui ont su comprendre son œuvre...

Deux perquisitionnés

[Traduit de l'italien.
Publié le 23 décembre 2007
sur informa-azione.info]

Nouvelles mesures répressives à Lecce

UN AVVISO ORALE [mesure précédant la *surveillance spéciale*] a été notifié lundi 21 janvier 2008 à un compagnon de Lecce. Dans la mesure émise par le Préfet, il est clairement dit que la récente condamnation par la Cour d'Assise de Lecce (procès *Nottetempo*) et la détention préventive n'ont pas servi à le faire se repentir, c'est pourquoi on l'invite à changer de conduite... ou sinon il sera demandé au Tribunal la mise en application de mesures restrictives de liberté. Celles-ci peuvent entre autre être émises sur la seule base de signalements policiers, indépendamment du fait qu'ils soient suivis ou pas de sanctions pénales. Pour justifier l'*avviso orale* dans ce cas précis, on prend prétexte de la dernière plainte contre lui suite à l'intervention d'il y a un mois visant à contester la cérémonie religieuse lors de l'investiture de Lodeserto (le prêtre-maton ex-directeur du centre de rétention de San Foca) comme missionnaire : un magistrat a lancé une procédure pénale pour «diffamation» et «perturbation d'un office religieux» contre neuf compagnons.

Lundi dernier toujours, un autre anarchiste a reçu communication de la fin d'enquête concernant un «outrage et rébellion» contre un policier. Cette énième

procédure semble concerner neuf compagnons, il est donc probable que les autres reçoivent également une notification dans les jours qui viennent.

Les faits remontent à août 2007. Au cours du concert de la *Nuit de la Tarentelle* à Melpignano (Le), des banderoles ont été exposées, dont une en particulier contre la militarisation du territoire – plus précisément contre les projets d'extension des bases militaires d'Otranto (Le) et Vicenza. Le personnel de la Digos présent sur place a tenté de l'arracher, et présente maintenant l'addition pour la brève bousculade qui a suivi.

Il ne fait aucun doute que les autorités de Lecce tentent de se débarrasser de la présence dérangeante des anarchistes, mais qu'ils soient prévenus que nous n'entendons pas nous résigner au silence face aux nuisances du présent.

Quelques anarchistes jamais repentis

[Traduit de l'italien. Publié le 27 janvier 2008 sur informa-azione.info]

Sur la lutte contre Regina Pacis

APRÈS LE VERDICT en première instance du procès de l'enquête *Nottetempo* [le 12 juillet 2007 est tombée l'«association subversive», mais 4 compagnons ont pris 5 ans, 3 ans et 1 an et 10 mois pour «association de malfaiteurs», 3 autres ont pris 1 an, 4 mois et 100 euros d'amende pour des faits spécifiques, voir numéros précédents], restent trois procédures «mineures» contre certains anarchistes du Salento, auprès du tribunal monocratique de Lecce : pour affichage abusif, pour blocage routier et pour avoir menti sur son identité lors d'un contrôle de police. Un quatrième procès pour manifestation non autorisée devant l'ex-centre de rétention Regina Pacis s'est conclu par l'acquiescement des inculpés, et un autre encore, toujours pour les mêmes raisons mais en des circonstances différentes, s'est conclu par une prescription. En cas de condamnation, ces procédures ne donneront lieu qu'à des amendes, mais sont significatives du zèle répressif des chiens de garde de la Préfecture de Lecce dans leur tentative de briser toute expression singulière dans la bataille menée contre le lager pour immigrés de San Foca si haï. Il est inutile de répéter que menaces et répression ne nous ferons pas baisser la tête.

De plus, un quotidien de Lecce a transmis l'info il y a quelques mois de la fin d'enquête contre deux compagnons (un de Lecce et l'autre de Bologne). L'enquête concerne l'attaque de distributeurs automatiques de deux filiales de la *Banque Intesa* à Bologne. Ces deux attaques sont également citées aux actes du procès *Nottetempo* : les distributeurs auraient été endommagés le 23 avril 2004 par le feu et une revendication serait arrivée quelques jours après à l'une des agences, faisant référence à Regina Pacis et à son directeur don Cesare Lodeserto, signée «*Ennemis des lagers et ses financeurs*».

Rappelons que la *Banque Intesa* gérait l'argent du centre de rétention du Salento et que les flics appelés à déposer au cours du procès citent d'autres attentions identiques contre les filiales de la même banque, que nous reproduisons ci-dessous. Certains de ces faits n'étaient pas sortis dans la presse de l'époque : le pouvoir et ses domestiques scribouillards préfèrent peut-être parfois cacher les nouvelles concernant des attaques contre les responsables de cet ordre inique, dans l'espoir d'en limiter la diffusion.

Un délinquant anarchiste

8 novembre 2003, Lecce et Lequile : distributeurs de deux filiales Intesa incendiés

16 mars 2004, Maglie (Le) : tentative d'incendie. Un tract sur place précise «*Pas de paix pour les complices de Regina Pacis : liberté pour les détenus*».

23 avril 2004, Bologne : distributeurs de deux filiales Intesa incendiés

26 juin 2004, Milan : un engin non explosé est retrouvé devant l'entrée d'une filiale, ainsi qu'un billet portant «*Banca Intesa complice de la gestion des centres de rétention. Feu à tous les lagers, feu à toutes les prisons, feu à tous les Etats*».

14 juillet 2004, Riva del Garda (Tn) : le dispositif d'accès au hall des distributeurs est endommagé.

15 juillet 2004, Milan : nouvelle action, et cette fois l'engin explose. Une revendication précise «*Solidarité avec les immigrés du centre de rétention, contre les exploités*» et contient une référence à un compagnon de Lecce incarcéré.

24 juillet 2004, Milan : un autre engin explose contre une agence de la Banque Intesa. Un billet fait référence à la lutte contre les centres de rétention et exprime sa solidarité avec les anarchistes incarcérés à Trento.

31 octobre 2004, Sannicola (Le) : le distributeur et les vitrines de l'agence sont barbouillés de vernis. Une revendication précise sa solidarité avec les détenus en grève dans la prison de Lecce.

6 janvier 2005, Taviano (Le) : Incendie du distributeur.

9 janvier 2005, Taranto : Les distributeurs de trois filiales sont incendiés, envoyant en fumée 70 000 euros, en plus des terminaux.

1 et 23 mars 2005 à Milan, 15 juin à Florence : nouvelles attaques contre Intesa.

3 février 2006, Viareggio : énième incendie. Le communiqué précise sa solidarité avec les anarchistes accusés dans la lutte contre le centre de rétention.

5 mars 2006, Milan : 12 distributeurs sont mis hors service la même nuit.

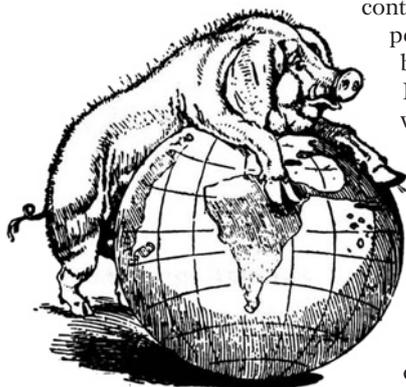
[Traduit de l'italien et tiré de *Peggio* n°8, décembre 2007, pp. 6-7]

QU'IL S'EN AILLENT TOUS POUR UNE GRÈVE ÉLECTORALE GÉNÉRALE

Comme on l'a vu en France lors des dernières élections (municipales) des 9-16 mars, l'abstention ne cesse de progresser, atteignant cette fois son plus haut score depuis la guerre (38,4 % en moyenne, 44 % à Paris, bien plus de 50 % dans les zones pauvres, sans compter les non-inscrits). Il y a certes eu l'exception de la participation à la Présidentielle, mais elle ne fut qu'une exception dans la tendance, montrant par contre une certaine adhésion au populisme sarkozyste.

L'Italie, plus mal en point économiquement et où se dérouleront les élections législatives mi-avril suite à la chute du gouvernement Prodi, est elle déjà passée par les gouvernements populistes de Berlusconi et l'alternance forcée d'une gôche plurielle (jusqu'aux communistes et ex-Disobbedienti) qui vient de s'effacer.

Sans pour autant s'illusionner sur ce seul facteur de l'abstention [qui pour notre part constitue peu en soi], de nombreux compagnons ont décidé de lancer une campagne en faveur d'une «grève électorale générale». Derrière cette question se joue notamment une des réponses du système face au discrédit de la classe politique, celle de la carte des listes citoyennes issues des nombreux comités de lutte contre les nuisances qui ont fleuri dans le sillage de la lutte contre le TAV en Val Susa. Une carte qui semble fonctionner.



«Lorsque votre maître, ou votre maîtresse, appelle par son nom un domestique, nul d'entre vous ne doit répondre, sinon vos corvées seront infinies. Les maîtres reconnaissent eux-mêmes qu'il est bien suffisant qu'un domestique vienne lorsqu'on l'appelle».

Jonathan Swift,
Instructions aux domestiques

Vous les entendez ? Nos maîtres nous appellent. Ils sont en train de nous dire que les 13 et 14 avril prochains, on votera pour la énième fois. Nous devons aller aux urnes pour mettre une croix sur nos aspirations, les déléguer à l'un des nombreux candidats qui nous seront infligés. N'importe lequel, à notre bon vouloir, de toute façon il n'y a pas de différence entre eux. Quel que soit l'élu, il ne changera rien à notre misérable existence sur cette terre toujours plus polluée, empoisonnée et corrosive. On continuera à voter, privés de nos rêves et de nos désirs, épuisés par une journée de travail, éteints devant une télévision allumée. Au fur et à mesure des années, les gouvernements se sont succédés un après l'autre, un après l'autre ils ont fait des promesses mirobolantes, un après l'autre ils ne les ont pas tenues. Tandis que ceux que nous avons envoyés réchauffer les fauteuils du Parlement jouissent de privilèges immenses et ont accumulé des fortunes importantes pour eux et leurs familles, il ne nous reste qu'à mourir dans une quelconque usine ThyssenKrupp [secouée récemment par de nombreux accidents du travail] ou à étouffer submergés par les ordures [comme à Naples].

On sait bien ce qui nous attend les prochaines semaines. Une exténuante campagne électorale conduite par de vieux et jeunes saltimbanques de la politique, prêts à toutes les flatteries et manigances afin de nous extorquer un vote. Regardez-les comme ils se déguisent, prenant de nouveaux noms pour se rendre plus présentables. Ecoutez comme ils remplissent leur bouche des mots *Peuple* et *Démocratie*, n'évoquant ces hallucinations collectives que pour attirer les nigauds. A présent, même les enfants l'ont compris : entre droite et gauche, entre un Berlusconi et un Veltroni, il n'y a pas de différence fondamentale. Ils sont comme Coca et Pepsi, qui se partagent le marché en offrant le même produit, se contentant de l'emballer différemment. Les placiers peuvent se disputer, s'insulter, se faire des coups bas, leur communauté d'intérêts ne change pas. Écoutons-les sur les questions les plus controversées du moment : ils sont tous favorables aux missions militaires à l'étranger, à la grande vitesse en Val Susa, à l'agrandissement de la base américaine de Vicenza, aux centres de rétention, aux «lois scélérates» sur la sécurité... sans parler du fait qu'ils ne se différencient en rien sur leurs recettes en matière économique. Leurs perspectives sont tellement interchangeables qu'ils sont obligés de se jeter des accusations réciproques de plagiat.

Dans ce système social qui, d'urgence en urgence, de catastrophe en catastrophe nous a conduits au bord du gouffre, personne ne remet en question le SI, mais uniquement le COMMENT. Quel que soit le gouvernement au pouvoir, les programmes restent immuables ; il s'agit seulement de décider s'ils seront réalisés avec le bâton ou avec la carotte. Cette uniformité dans l'abjection, ce manque absolu d'alternative, nous rappelle quelque chose. Les vieux régimes totalitaires se caractérisaient par la domination absolue d'un parti unique qui contraignait ses concurrents à l'exil ou à la clandestinité. Mais ces partis-là étaient justement considérés comme des adversaires parce que porteurs de valeurs différentes et opposées. Aujourd'hui, nous vivons une sorte de totalitarisme démocratique qui tolère l'existence de plusieurs partis parce que ceux-ci jurent fidélité à un même mode de vie soumis à la dictature du marché. Les diatribes actuelles entre les différentes cliques politiques ressemblent aux disputes d'avant qui traversaient les divers «courants» à l'intérieur du parti unique ; mais si les horreurs du vieux totalitarisme ont provoqué de la dissidence et de la résistance, celles de nos jours ont pu compter sur l'obéissance. Jusqu'à aujourd'hui ?

Une chose est certaine. Jamais comme en ce moment, le sommeil des habitants du Palazzo [siège du Président du Conseil] n'a été aussi tourmenté par le spectre de la dite antipolitique. Cela faisait longtemps que ne pointait pas tant de préoccupation : une fois les grands idéaux qui poussaient auparavant à lutter pour la transformation sociale tombés en poussière, s'était diffusée dans les hautes sphères la sotte conviction que la paix sociale était devenue un fait acquis, presque une caractéristique biologique de cette société. Et ce n'est pas comme cela. La différence aujourd'hui est que la domination ne doit plus se défendre contre l'utopie, enterrée sous une montagne de réalisme imbécile et de pragmatisme boutiquier, mais plutôt d'un adversaire qui est devenu irrésistible ces derniers temps : le dégoût. Ce dégoût qui touche toujours plus de personnes au creux de l'estomac lorsqu'elles voient l'énième candidat au Parlement, lorsqu'elles entendent l'énième promesse électorale. Un dégoût à rendre sourd aux sirènes de la propagande politique.

De nombreux signaux indiquent que l'antipolitique est en train de se diffuser partout. Sous une forme ambiguë, c'est vrai, qui ne repose pas sur une critique radicale de la délégation et de l'exercice du pouvoir. Il s'agit d'un refus des partis existants plus instinctif et inconscient qui trouve surtout ses partisans parmi ceux qui cherchent de nouveaux partis, parmi ceux qui veulent créer une nouvelle politique – parmi ceux qui souhaitent en outre renouveler une classe dirigeante désormais discréditée et décrépite. Il serait cependant bête, de la part de ceux qui sont comme nous des abstentionnistes acharnés, de ne pas souffler sur ce feu –qui a toujours été notre élément– uniquement parce que ceux qui l'alimentent actuellement sont quelques belles âmes du citoyennisme. Même s'il s'agit d'un abstentionnisme

occasionnel, comme celui invoqué aujourd'hui dans un Val Susa déçu par le gouvernement Prodi qu'il avait hier contribué à faire élire.

Ce qui se profile est une occasion plutôt singulière. Pour une fois, l'objection classique avec laquelle on a toujours liquidé l'abstentionnisme est au point mort. Personne aujourd'hui, y compris le plus obtus des militants de gauche, ne peut accuser sérieusement l'abstentionnisme de «faire le jeu de la réaction». Un peu parce que des décennies de «mal mineur» et de «compromis tactiques» ont mis en évidence que la réaction est transversale et va de l'extrême-droite à l'extrême-gauche [soit dans la définition italienne les *Disobbedienti* et ses alliés]. Un peu parce que jamais comme au cours de ces élections le résultat semble joué d'avance, jamais comme aujourd'hui la droite n'a eu besoin de l'abstentionnisme pour faire perdre des voix à la gauche. S'il y a deux ans la perspective d'un gouvernement de centre-gauche qui mette fin au régime de Berlusconi a réussi à remplir les urnes, aujourd'hui il n'y a plus aucune raison qui puisse justifier le vote. Au contraire, la décomposition de la politique est si évidente qu'elle nous permet de renvoyer leur accusation à nos critiques : celui qui vote fait le jeu

de la réaction. Le centre-gauche n'a pas de grands espoirs de vaincre et de toute façon a déjà démontré qu'il était en tout point égal au centre-droite. Quant à la soi-disant «gauche radicale», elle peut fonder encore moins d'espoirs de succès électoral après sa collaboration marginale aux plus infâmes politiques du gouvernement Prodi.

D'illustres politologues, accourus au secours d'une classe politique à l'agonie, n'oublient pas de préciser que l'abstentionnisme ne modifie en soi rien à l'ordre institutionnel. Quel que soit le nombre de votants, ceux qui gagnent les élections vont gouverner : donc à quoi bon s'abstenir ? Les exemples des Etats-Unis ou de la Suisse, où moins d'un quart de la population adulte va voter, en sont des preuves. Mais ce genre de considérations, bien que pleines de sagesse, masquent volontairement un aspect fondamental. Alors que dans ces pays le fort taux d'absentéisme est le fruit d'une indifférence désormais normalisée en tradition, il représenterait en Italie une protestation impossible à ignorer.

Qu'arriverait-il si le nombre des abstentionnistes était supérieur à celui des votants ?

Votez Van der Lubbe !



Citoyens ! Les élections s'approchent. Savez-vous déjà pour qui voter ?
Si vous êtes déçus des politiciens habituels qui promettent tout et ne tiennent rien,
Si vous êtes fatigués d'une classe politique inepte vieille et ennuyeuse,
Si vous êtes convaincus que le lieu où s'exerce le pouvoir
a besoin d'une touche de chaleur,
Si vous êtes dégoûtés par les castes, les privilèges et les affaires...
VOTEZ MARINUS VAN DER LUBBE !

Van der Lubbe : il est jeune, courageux, plein d'ardeur et de passion.

Van der Lubbe : la seule personne entrée dans le Parlement avec des intentions honnêtes.

Van der Lubbe : c'est le candidat qui résoudra toutes les embrouilles de la politique.

**VOTEZ VAN DER LUBBE !
ENVOYEZ UN INCENDIAIRE AU PARLEMENT !
C'EST LA PERSONNE JUSTE AU JUSTE POSTE !**

Bonnes nouvelles

11 avril, Gênes - De la poudre urticante est balancée lors du meeting de Scajola (*Popolo della Libertà*), provoquant une fuite générale.

11 avril - Le blog de Luigi Curci est saboté.

10 avril - Le site d'*Azione Sociale*, d'Alessandra Mus-solini, est attaqué.

10 avril, Benevento - Collage abstentionniste.

10 avril, Turin - Le camion électoral de la *Legha Nord* se prend des oeufs.

9 avril, Rome - Collage d'affiches anti-électorales.

8 avril, Vicenza - Berlusconi est contesté par 200 manifestants opposés à la construction de la base militaire.

8 avril, Palerme - Des oeufs sont de nouveau jetés contre Giuliano Ferrara et sa liste «*Aborto? No grazie!*».

7 avril, Molfetta - Collage d'affiches anti-électorales.

6 avril, Alessandria - Deux voitures de la famille de la secrétaire de la *Legha Nord* incendiées.

5 avril, Alessano (Le) - Tout le matériel électoral du *Partito Socialista* est dérobé.

4 avril, Bologne - Des militants de *La Destra* sont couverts d'oeufs et leurs drapeaux volés avant d'être chassés.

3 avril, Almese (To) - Bresso (*Verts*) est bousculé, Chiamparino et Saitta ne parviennent pas à rejoindre le meeting, à cause des *No Tav*.

1 avril, Lecce - Pierres contre la permanence du *Popolo della Libertà*, rue Calasso.

27 mars, Milan - Stands du PD et de *LaDestra* incendiés.

25 mars, Rome - Des stands d'*Alleanza Nazionale* à nouveau endommagés.

21 mars, Venise - Caruso se prend une coupe de glace et de la crème dans la gueule.

16 mars, Padoue - Giuliano Ferrara est contesté lors de la présentation de sa liste «*Aborto? No grazie*» [*«Avortement, non merci»*] par un groupe de féministes.

15 mars, Crema - Du fumier est déposé contre la permanence de *LaDestra*.

13 mars, Turin - Affichage sauvage contre la *Legha* et *Ds*.

12 mars, Trento - Veltroni, le Pd et le Pdl contestés aux cris de «*Bouffon*», «*Non au Tav*», «*Retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan*», «*Esclave de la Cofindustria*».

10 mars, Turin - Le cercle d'*Alleanza Nazionale* et l'auto-école appartenant à la famille d'un conseiller régional sont endommagés. Des bouteilles pleines d'huile usagée ont été lancées contre leur façade.

7 mars, Pineto (Te) - Attaque et tags contre Benigno D'Orazio (*LaDestra*). Le Palavolley dont il est Président subit pour 30 000 euros de dégâts.

7 mars, Gênes - Storace (*LaDestra*) et Borghezio (*Legha Nord*) contestés par une centaine de jeunes et de passants aux cris de «*Carlo est vivant et lutte avec nous*» et «*Fascistes charognes*».

5 mars, Rome - Storace, en visite à CasalBertone reçoit de l'huile de ricin.

5 mars, Milan - Deux stands du Pdl incendiés.

2 mars, Turin - Une caisse de drapeaux du Pdl volés sous les yeux de la *Digos*.

29 février, Turin - *Forza Italia* reçoit un sac d'excréments dans sa permanence.

28 février, Barletta - Le blog d'*Azione Giovani* saboté.

23 février, Terni - Attaque de la permanence de *LaDestra*.

12 février, Turin - Un site fasciste obstrué.

Du reste, si un éventuel taux élevé d'abstention était réellement un facteur sans importance, pourquoi tant d'efforts pour le condamner ? En réalité, il serait impossible de ne pas tenir compte de la signification d'un abstentionnisme massif : l'évidente délégitimation du gouvernement élu. Le triomphe de l'abstention constituerait une arme formidable à utiliser contre le prochain gouvernement, quel qu'il soit. Si le taux dépassait en outre 50 % de ceux qui ont le droit de vote, la victoire annoncée de la droite s'effriterait irrémédiablement.

Le mensonge démocratique est fondé sur le consensus. Pour imposer leur propre volonté, ceux qui gouvernent mettent en avant une victoire obtenue dans un jeu électoral auquel a participé la majorité de la population. Mais si ce jeu était snobé par la majorité de la population, son résultat final ne pourrait qu'en être dérisoire. Cette reconnaissance ratée par avance n'empêcherait pas l'installation du nouveau gouvernement, évidemment, mais donnerait de la force à toute contestation future.

En somme, jamais comme à l'occasion des prochaines élections, le germe de l'abstentionnisme ne peut trouver terrain plus fertile sur lequel s'enraciner : un motif de plus pour intervenir et répéter encore une fois nos idées à ce sujet. Voilà pourquoi nous voulons dépoussiérer la vieille idée d'une grève générale électorale. Si face aux abus et à l'arrogance des industriels les travailleurs pouvaient recourir à une ou plusieurs journées de grève, pourquoi cela ne devrait-il pas survenir à son tour contre les abus et l'arrogance des politiciens ? Désertons les bureaux de vote comme on déserte les postes de travail. Une grève électorale qui doit être lancée dans tout le pays pour dépasser ces localismes (Val Susa, Vicenza, Campania) qui ne seraient justifiés que parce qu'ils sont face à de mauvaises administrations. Une grève qui invite à abandonner les bureaux de vote, pour ne pas avaliser la bouée de sauvetage offerte à la politique par les listes civiques [citoyennes]. Et, surtout, une grève qui n'avance pas de revendications spécifiques, qui ne se limite pas à dire non à Pierre ou Paul, à tel ou tel projet, mais défie l'ordre politique tout entier : QU'IL S'EN ALLENT TOUS, de droite et de gauche, vieux et jeunes, corrompus et respectueux des lois !

Pour éviter les malentendus, nous voulons préciser qu'il ne nous intéresse pas de convoquer une quelconque assemblée permanente sur le sujet ni de construire des fronts plus ou moins unis de lutte abstentionniste. Nous n'avons aucune intention de combler, au nom de nécessités stratégiques, les distances qui séparent les différentes composantes du mouvement : nous avons trop à cœur nos amours et nos haines pour les suspendre, même provisoirement. Nous n'avons pas de ligne d'action à suivre, ni de parti auquel adhérer.

Au contraire, il nous plairait de tenter de mettre en pratique immédiatement une action antipolitique qui –justement en tant que telle– refuse explicitement la tyrannie du nombre et l'autoréférence. Notre proposition à ceux qui partagent nos intentions est simplement celle-là : inviter à la grève générale électorale en pratiquant un boycottage systématique de la prochaine campagne électorale. Importuner tous les politiciens qui viendront dans les prochaines semaines infester les rues de nos villes. Leur rendre la vie impossible en les clouant au pilori de toutes les manières. Couvrir de ridicule tout aspirant député. Marquer du sceau de l'infamie toute forme de politique. Il n'y a pas de limites pour réaliser cette œuvre méritoire. On peut agir seul ou accompagné, de jour et de nuit. Comme on préfère. Les moyens à disposition de l'imagination de chacun de nous sont infinis. Un rapide coup d'œil à ceux qui nous ont précédés sur ce chemin est indicatif : il y a ceux qui ont nommé puis conduit un âne dans les rues de la ville pour recevoir les applaudissements du public, il y a ceux qui ont badigeonné la publicité électorale avec une affiche invitant à voter blanc, il y a ceux qui se sont dédiés à la chimie pour envoyer en fumée les bureaux de vote, il y a ceux qui ont détourné les affiches des différents partis, il y a ceux qui ont organisé des meetings hilarants de faux candidats, il y a ceux qui ont contesté bruyamment les parades des aspirants députés, il y a ceux qui ont saboté les rendez-vous de propagande avec des menaces téléphoniques, il y a ceux qui se sont insinués dans les débats politiques pour en souligner les mensonges et les contradictions, ceux qui ont divulgué scandales et embrouilles de nos soi-disant représentants, etc., etc. : il n'y d'autres limites que celles de notre imagination.

Comme stimulus initial, nous mettons à disposition ce que nous avons pillé du riche arsenal de l'abstentionnisme subversif. Il s'agit de matériel rigoureusement anonyme, pour éviter de tomber dans cette autopromotion qui est un des traits plus odieux de la politique. Qui les partage et veut les diffuser peut les charger et les reproduire sous forme d'affiches, tracts, autocollants. L'idée est que toute personne intéressée à aggraver la crise de la politique en fasse autant, réalisant des idées et du matériel abstentionniste, et le mettant à disposition de tous.

Pour mettre fin à l'oppression dans laquelle on végète, il est indispensable de commencer par ne pas répondre à l'appel de nos maîtres. Nous avons quelques mois pour répandre la voix parmi nos compagnons d'aventure, en proposant un effort minimal mais aux grandes possibilités.

[Traduit de l'italien. Publié le 15 février 2008 sur <http://chesenevadanotutti.org>]



Vous êtes menacés
par un grand chantier contre l'environnement ?
Vous êtes sous le feu
d'une base militaire étrangère ?
Vous êtes préoccupés par votre survie ?
Vous êtes déçus par les embrouilles des partis ?
Vous êtes fatigués de la passivité des syndicats ?
Vous êtes indignés
par la trahison de la démocratie ?
Finalement est arrivé de France
le remède à votre mal-être !

CITOYENNISME

Pris quotidiennement, il vous redonnera confiance dans la politique. Des années d'expériences menées en France ont en effet démontré que, s'il est suivi de près, votre représentant hésitera deux fois avant de trahir la délégation que vous lui avez signée. Constituez immédiatement votre comité local, organisez un rassemblement, rejoignez une manifestation, courrez prendre part à un blocage de route, imaginez mille modes pacifiques et non-violents pour faire pression sur les autorités. Devenez activistes !
Vous sauverez ainsi la démocratie et rendrez le capitalisme, sinon attrayant, au moins tolérable.

CRÉER DE LA PARTICIPATION -
FAIRE COMMUNAUTÉ

CITOYENNISME

PARCE QU'UN AUTRE ETAT EST POSSIBLE !

Et pour les plus extrémistes : **CITOYENNISME RADICAL !** Etudié justement pour ceux qui souffrent de démangeaisons révolutionnaires, cette ligne de produits est en mesure d'assurer que lorsque les travailleurs sont prêts à s'unir librement et sans médiations pour discuter de leurs vrais problèmes, l'Etat commence à se dissoudre.

ATTENTION : pour un usage correct du produit, suivre les indications de votre petit chef de confiance.

[Traduit de l'italien. Publié dans *Machete*, apériodique anarchiste, n°1, janvier 2008, p.11]

AUX COMITÉS DE LUTTE, À CEUX QUI PRATIQUENT L'APPUI MUTUEL, À CEUX QUI RÉSISENT...

A PROPOS DES ÉLECTIONS

Au-delà des déclarations, tous les partis du spectre parlementaire ont révélé de quel côté ils étaient.

L'expérience de la participation au gouvernement Prodi de la soi-disant gauche radicale a largement confirmé ce qui était prévisible : la prévalence des pouvoirs forts sur les promesses de liberté et d'égalité. La «gauche arc-en-ciel» [alliance des Verts et des communistes] porte la lourde responsabilité d'avoir trahi les espoirs de ceux qui subissent la dictature du marché, de ceux qui dans le marché et à cause du marché continueront à avoir leur vie broyée. A présent, en période électorale, elle monte à nouveau sur ses grands chevaux et demande le soutien des comités et des mouvements [de lutte]. Après avoir appuyé les missions et les Finances de guerre, près avoir voté pour les centres de rétention, le TAV, les regazificateurs, les incinérateurs, les lois racistes, elle demande encore notre confiance. Nous ne lui concéderons aucune légitimation. Nous pensons que le système de la délégation et de la politique professionnelle a suffisamment démontré qu'il sait intégrer et dégrader toute opposition interne. La soif de pouvoir pèse, le privilège aussi. La pratique des compromis parlementaires a corrompu –dans des époques de grande effervescence sociale– des femmes et des hommes qui avaient forgé leur fibre morale au cours de la Résistance, l'exil, la prison. Quelle «fidélité aux principes» voulez-vous donc que tiennent, dans leur conformisme envahissant, des gens qui vous demandent leur vote aujourd'hui ?

Le fait est qu'aucun changement de rupture n'est possible lorsqu'on aspire à administrer l'ordre social, politique, économique, technologique actuel. Lorsqu'on est dans un train lancé à toute vitesse vers la catastrophe écologique et sociale, ça n'a aucun sens de se demander quelle est la couleur de la casquette du mécanicien, si tous ont payé leur billet ou si les sièges sont confortables. Il n'y a qu'un geste censé : tirer le frein de secours.

Ceux qui se battent contre les nuisances ne peuvent que refuser de donner leur approbation à ceux qui produisent, votent et financent les nuisances. Lutter contre les choix des partis qu'on a contribué à élire, élire les partis contre les choix desquels nous lutterons demain, n'est-ce pas absurde ? Avant même d'être une question de pratique sociale, c'est un problème éthique, de dignité : ne pas collaborer à ce qu'on considère injuste.

Si le refus des partis parlementaires est plutôt diffus parmi les comités de base, il semble en revanche se pointer une «nouvelle» illusion : les listes civiques [citoyennes].

C'est-à-dire que demeure l'idée que ce n'est pas tout un système social qui est en cause, mais le personnel politique qui l'administre ou la transparence démocratique de son administration. L'expérience des Verts allemands devrait pourtant être éclairante. Au début, ils étaient essentiellement constitués de listes civiques. A présent, ils votent pour les bombardements «humanitaires» (inaugurés en 1999 avec la guerre aux dépens de la population serbe, menée notamment par le gouvernement allemand dont ils faisaient partie).

Entre les comités de lutte et la participation institutionnelle, une ligne de démarcation nette est nécessaire. Dans le cas contraire, en plus d'enterrer l'autonomie des luttes, on insinue la suspicion que celles-ci ont pour objectif et sont instrumentalisées à des fins électorales. Il s'agit d'un poison dangereux et connu. Si bien que pour prévenir les objections qui ne manqueront pas, on présente le choix électoral avec un langage neuf et captivant. Mais dire qu'on a recours à la délégation pour favoriser la participation, affirmer qu'on veut expérimenter l'autogestion en entrant dans les conseils communaux signifie brouiller les cartes. Participer à un système représentatif c'est de la représentation. Ainsi, les listes civiques sont-elles aujourd'hui la dernière bouée de sauvetage offerte à la «crise de la représentation».

Les différents comités contre les nuisances ont pour leur part une caractéristique précieuse : celle de dire «NON». Tous se retrouvent sur un objectif précis, par rapport auquel aucune médiation n'est possible. Le TAV se fait ou pas. Une base militaire se construit ou pas. Si, en revanche, un comité devient une liste civique, il devra affronter mille problèmes différents de ceux pour lesquels il est né. Des problèmes qu'il ne connaît pas d'avance, sur lesquels la délégation reste donc en blanc. La lutte rend possible cette participation que la routine des conseils municipaux tend, avec le temps, à décourager. Et puis, lorsqu'on a des élus, pourquoi ne pas vouloir aussi un adjoint au maire ? Et nous voilà emprisonnés dans l'administration de ce qui existe. Et ce n'est pas tout. Perdant sur l'objectif initial (le NON au TAV, le NON aux bases militaires, etc.), on pourra toujours dire que tant d'autres choses ont été gagnées : des pistes cyclables, des parcs, un nouveau règlement municipal, des bilans participatifs, etc.



La spécificité et la non négociabilité des objectifs sont unes de nos rares «garanties» contre l'opportunisme politique.

Sans compter que la participation électorale a, concernant les luttes, sa retombée psychologique et sociale. Elle alimente l'illusion qu'on peut atteindre l'objectif (empêcher la construction d'une base militaire, d'un incinérateur, d'un regazificateur, etc.) avec cinquante pour cent, plus un, des votes. Dans le cas des chantiers dans lesquels les intérêts en jeu sont énormes, l'illusion est évidente. Mais, bien fonctionnelle aux visées politiques de certains, elle rencontre encore l'espoir inavoué de beaucoup qu'il est possible d'obtenir certains résultats sans prendre soi-même de risques.

Nous ne devons pas nous illusionner les uns les autres.

«Comment changer, alors ?», demandera quelqu'un. Belle question, à laquelle nous devons continuer de répondre individuellement et collectivement. Découvrant et affirmant ce pour quoi nous nous battons, certes, mais précisant aussi ce que nous ne sommes pas et ce que nous ne voulons pas.

Personne ne nous en voudra donc si nous disons, à notre échelle, où nous continuerons à chercher nos compagnons de voyage, en êtres passionnés et têtus.

En empruntant la route asphaltée de la participation électorale, on ne va pas où on veut, mais où nous porte la route. Nous préférons battre d'autres sentiers.

Trento, mars 2008
Spazio aperto NO Inceneritore NO TAV

PS : Nous voudrions connaître l'avis des autres comités (ou pas) sur nos réflexions.

[Traduit de l'italien. Publié le 31 mars 2008 sur informa-azione.info]



Le 14 décembre 2007 est tombé le verdict en première instance du jugement contre les 25 personnes accusées de «dévastation et pillage» lors des journées de protestation contre le G8 à Gênes. Les procureurs Anna Canepa et Andrea Canciani avaient demandé en tout près de 224 années de prison, réclamant des «peines sévères mais justes». Finalement, 24 ont été condamnés à 110 années...

La peine la plus lourde, 11 ans, a été donnée à Marina Cugnascchi. Les autres peines pour «dévastation et pillage», soit contre les individus accusés d'avoir participé au Black Bloc, sont de 10 ans et 6 mois contre Francesco Puglisi et Vincenzo Vecchi, 10 ans pour Luca Finotti et 9 ans pour Alberto Funaro. Les autres sont Carlo Cuccomarino (7 ans et 10 mois) Antonino Valguarnera (7 ans et 8 mois), Carlo Arculeo (7 ans et 6 mois), Dario Ursino (6 ans et 6 mois), Ines Morasca (6 ans). Quant à Massimiliano Monai («l'homme au bâton» photographié lors de l'assassinat de Carlo Giuliani), il a pris 5 ans.

Les autres condamnés, pour les dégâts produits via Tolemaide, sont Paolo Dammico (1 an et 8 mois), Paolo Putzolu (2 ans et 6 mois), Antonio Fiandra (1 an et 2 mois), Federico da Re (1 an et 5 mois), Fabrizio De Andrade (1 an et 6 mois), Duccio Bonechi (1 an et 4 mois), Stefano Caffagnini (1 an et 4 mois), Domenico Ceci (5 mois), Filippo D'Avanzo (1 an et 5 mois), Angelo Di Pietro (1 an et 5 mois), Tabar Firouzi (11 mois), Francesco Toto (1 an et 2 mois). Enfin, concernant Mauro Degli Innocenti, pour lequel le procureur avait demandé 8 ans et 6 mois, il a pris 6 mois.

En outre, l'évaluation du montant des gigantesques amendes pour les dégâts occasionnés est renvoyée à un jugement au civil qui se tiendra plus tard. Il s'agira aussi de chiffrer les indemnités morales réclamées par la ville de Gênes et la Présidence du Conseil.

On lira ci-contre le tract des compagnons du squat de Gênes, *L'Inmensa*, sorti avant le verdict, suite à la manifestation du 17 novembre 2007 demandant encore une fois l'ouverture d'une commission d'enquête. Enfin, rappelons qu'existe un huit pages sorti en 2004 sur ce procès, et toujours disponible : *Pour que ce juillet-là redevienne une menace*.

Gênes

On a gagné !

On a gagné ! crient cinquante mille personnes dans les rues. Peut-être quel-qu'un dit-il autre chose hors du cœur, mais sa perplexité et ses critiques se mêlent à la foule : «nous sommes nombreux, nous sommes ici, comment et pourquoi importe peu... l'important est d'y être».

On a gagné ! crient-ils au commissariat. Avec une police discrète, presque invisible, mais présente. Le dernier coup d'éponge sur les faits de 2001, la démonstration qu'on peut manifester en Italie, évidemment de façon démocratique, afin que l'ordre des choses ne change pas. Ni maintenant, ni jamais.

On a gagné ! crient-ils à la mairie. La ville est sauvée et la manifestation s'est déroulée comme on l'attendait : Gênes s'est débarrassée de l'embarras du souvenir de ces journées.

Mais alors, si *tous* ont gagné, *qui* a perdu ?

Elles ont perdu ! Toutes les personnes qui, aujourd'hui comme à ce moment-là, sont descendues dans la rue pour lutter contre les maîtres de ce monde, avec générosité et dignité, et se sont retrouvées liées à une pétaudière menée par les *sinistres récupérateurs* de toujours, plus intéressés à réviser l'histoire de ces jours-là pour leurs propres fins politiques plutôt que de donner leur solidarité à tous les inculpés. Celui qui était auparavant désigné comme un *black bloc* balancé à la police devient à présent un «camarade généreux» mais qui «utilise les méthodes erronées». Celui qui était auparavant un «grugeur» (comme les leaders des *Disobbedienti* définiront Carlo Giuliani quelques heures après son assassinat) qui ne pouvait payer ni l'entrée ni à boire lors des soirées «autogérées», devient à présent par magie un martyr à encenser. Tout ceci pour répéter que la politique et la *désobéissance civile* sont l'unique chemin pour changer les choses. Désobéir, certes, mais pour créer quoi ? Un simple succédané *bio et solidaire* de cette société ?

Elles ont perdu ! Les Idées, pour laisser la victoire aux opinions stériles. Des opinions qui rappellent et répètent sans cesse le droit de se défendre contre les violences policières, comme si le G8 n'avait été que cela, comme si attaquer –symboliquement ou pas– les structures d'oppression, d'exploitation et de mort ne faisait pas partie d'une possibilité de lutte partagée par beaucoup. Hier comme aujourd'hui, ici comme ailleurs, Du reste, pour «nos» politiques révisionnistes, quel sens cela peut-il avoir de parler de dévastation et pillage (principal chef d'accusation pour les enquêteurs) dans une ville encore si sensible à ce sujet ? Aucun évidemment, ils auraient «le cul à l'air».

Ils ont perdu ! Les pauvres qui subissent tous les jours le *pillage* de leurs quelques biens et de leur temps par des spéculateurs et des patrons toujours plus puissants. Des hommes et des femmes contraints par la faim à se débrouiller avec des salaires toujours plus bas et un travail toujours plus infernal, soumis au racket de l'usure (celle des banques aux *vitrines sacrées*) et toujours plus dépouillés du minimum vital.

Ils ont perdu ! Les forêts et les vallées, les campagnes et les bourgs... avec leurs habitants. Ils sont en train de perdre avec l'accroissement de la *dévastation* perpétrée par l'Etat et les patrons. Politiques et industriels sourds aux protestations des populations et aveugles face à la catastrophe qui se propage, fille légitime du progrès et de l'intérêt.

A la fin, celle qui a vraiment gagné, c'est la Démocratie...

...démontrant une fois encore qu'il y a de la place pour tout et tous.

Il suffit de ne pas escalader la cloture et de ne pas regarder derrière le mur.

Il suffit que rien ne change.

Les habitués pantouflards de l'Inmensa

[Traduit de l'italien. Publié le 30 novembre 2007 sur informa-azione]

Déclaration publique d'un compagnon au procès des 25 à Gênes

AVANT TOUT, je voudrais faire une courte remarque : en tant qu'anarchiste, je pense que les concepts bourgeois de culpabilité ou d'innocence sont dénués de sens.

La décision de vouloir débattre, lors d'un procès, d'«actions criminelles» qui me sont imputées, à moi et à d'autres personnes, et surtout d'y exprimer les idées qui caractérisent ma manière d'être et de percevoir les choses, pourrait faire l'objet d'interprétations erronées : il est donc nécessaire de préciser que l'esprit dans lequel je fais cette déclaration, après des années de spectacularisation médiatique des faits dont on débat dans cette salle, est aussi celui qui porte la voix d'autres inculpés. Par cette brève intervention, je ne cherche toutefois ni échappatoire ni justifications : il serait de toute façon absurde que la cour décide qu'il est légitime de se révolter, il ne lui appartient pas de le faire.

Relire des faits dans une certaine optique, avec un certain type de langage (celui de la bureaucratie des tribunaux, pour être clair) ne revient pas seulement à les considérer de façon partielle, mais signifie aussi en déformer la portée, leur disposition historique, sociale et politique, cela signifie les retirer complètement de tout le contexte dans lequel ils se sont produits.

Ce dont on m'accuse dans ce procès, le délit de «*dévastation et pillage*», implique dans le langage du code pénal qu'«*une pluralité de personnes prennent possession de façon indiscriminée d'une quantité considérable d'objets afin de produire une dévastation*». Des condamnations très élevées sont réclamées pour ce type de délit, et ceci bien qu'il ne s'agisse pas d'actions particulièrement odieuses ou atroces.

J'ai toujours assumé la pleine responsabilité et les éventuelles conséquences de mes actions, y compris ma présence le 20 juillet 2001 lors de la journée de mobilisation contre le G8, mieux même, je m'honore d'avoir participé en homme libre à une action radicale collective, sans aucune structure au-dessus de moi.

Et je n'étais pas seul, il y avait avec moi des centaines de milliers de personnes, chacune d'elles s'est employé avec ses pauvres moyens à s'opposer à un ordre mondial fondé sur une économie capitaliste qui se définit à présent néo-libérale... la fameuse globalisation économique érigée sur la faim de milliards de personnes, qui empoisonne la planète, qui pousse des masses à l'exil pour ensuite les déporter et les incarcérer, qui mène des guerres et massacre des populations entières : c'est cela que je nomme, moi, dévastation et pillage.

Au cours de cette énorme expérimentation à ciel ouvert faite à Gênes (les mois précédents et lors des journées où se tenait la kermesse des dévastateurs et pillards au niveau planétaire) que certains retardataires s'obstinent encore à appeler gestion de la rue, a été mis en place une rupture temporelle : à partir de Gênes, rien ne sera plus comme avant, ni dans les rues ni lors des procès qui suivront d'éventuels désordres. Avec de tels verdicts, on ouvre la voie à un modus operandi qui deviendra une praxis naturelle dans des cas similaires, c'est-à-dire frapper dans le tas des manifestants pour intimider qui-conque se hasarde à participer à des manifestations, des rassemblements, des marches... je ne pense pas qu'il soit hors de propos de parler de mesures préventives de terrorisme psychologique.

Je ne débattrai en revanche pas ici sur le concept de violence, sur ceux qui la perpétuent et sur qui doit s'en défendre, etc. : non pas que j'ai une position ambiguë sur l'usage ou pas de certains moyens dans la lutte de classe, mais parce que cet endroit n'est pas le lieu pour affronter un débat qui appartient au mouvement antagoniste auquel j'appartiens.



Deux mots à propos du procès contre les forces de l'ordre (1). En faisant le procès des dites forces, on tente de rendre un sens à l'équité... les procureurs ont voulu comparer les violences entre la police et les manifestants à une guerre entre bandes : sans périphrase, je dirai seulement que je ne songerai jamais à blesser lâchement des personnes menottées, à genoux et nues, ou avec une attitude évidemment inoffensive, dans l'intention de les humilier dans leur corps et leur esprit... Je suis désormais habitué à être comparé à un provocateur, un infiltré, etc. [accusations prononcées après Gênes par les Tute Bianche, Attac, etc. contre le Black Bloc] et plus encore, mais être comparé à un tortionnaire en uniforme est à vrai dire révoltant ! C'est digne de ceux qui l'ont formulé.

Et puis, mener un procès contre des policiers et des carabinieri, juste pour affirmer que nous sommes en démocratie, signifie réduire le tout à une poignée de déviants violents d'un côté, à un cas d'excès de zèle dans l'application du code de l'autre. Ceci, en plus d'être synonyme de misère intellectuelle, montre le peu de raisons qu'il y a de perdre son temps afin de préserver l'ordre actuel des choses.

De mon point de vue, faire un procès à la police parallèlement aux manifestants signifie investir les soi-disant forces de l'ordre d'un rôle trop important dans les événements, cela signifie enlever leur importance aux gens qui sont descendus dans la rue pour exprimer ce qu'ils pensaient de cette société, les reléguant à leur rôle historique de victimes d'un pouvoir omnipotent. Carlo Giuliani, comme tant d'autres de mes compagnons, a perdu la vie pour avoir exprimé tout cela avec un courage et une dignité qui caractérisent depuis toujours les insoumis à cet ordre des choses. Tant que les rapports entre les individus seront régulés par des organes extérieurs ne représentant qu'une petite minorité sociale, il ne sera pas le dernier. Et comme je suis sans illusions et que j'attribue son sens exact au mot démocratie, l'idée qu'un représentant de l'ordre constitué soit jugé pour avoir accompli son devoir me fait sincèrement sourire. L'Etat juge l'Etat, comme dirait quelqu'un à juste titre.

Il y aura probablement des condamnations dans notre procès, et je ne les vivrai certainement pas comme le signe d'une indulgence ou d'un acharnement de la Cour contre nous. Elles devront dans tous les cas être prises comme une attaque contre tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, auront toujours à mettre en jeu leur existence afin de bouleverser l'Existant de la meilleure des manières possibles.

Texte lu le 7 décembre 2007 devant la Cour du tribunal de Gênes

Ndt :

1. Parallèlement au procès contre les 25 personnes accusées de «*dévastation et pillage*», se déroulait celui contre les policiers (et médecins) accusés des faits les plus graves, les tortures de la caserne de Bolzaneto. Le 11 mars 2008, les procureurs ont requis près de 76 années contre 44 accusés (5 ans et 8 mois au maximum), sachant que tous les délits seront prescrits en 2009 et que la date du prononcé du verdict n'est pas déterminée.

[Traduit de l'italien. Publié le 17 décembre 2007 sur informa-azione.info]



Surveiller d'une manière spéciale

Depuis quelques années, en plus des nombreuses «associations subversives», plusieurs mesures directement héritées du code fasciste Rocco viennent frapper les compagnons dans plusieurs villes : *foglio di via* (interdiction d'une ville ou région jusqu'à 3 ans), *avviso orale* (annonce par les flics que si la personne continue à avoir une conduite «non respectueuse des institutions et de l'Etat», elle sera soumise à l'article 1) ou *sorveglianza speciale/articolo 1* (mesure de 1 à 5 ans qui suit la précédente et consiste en une série de règles de vie à respecter –interdiction de lieux publics ou de fréquenter certaines personnes, retrait du permis de conduire et du passeport–souvent accompagnée d'une assignation à résidence de nuit, et sans pouvoir quitter la ville, le tout en raison de sa «dangerosité sociale»). Une vingtaine d'*avviso orale* ont notamment été expédiés l'année dernière en Val Susa, à Turin, Milan, Florence, Lecce.

A Rovereto, Mike a déjà passé une année sous surveillance spéciale, et a été recondamné le 11 février 2008 à 8 mois supplémentaires.

LE 11 FÉVRIER DERNIER, un anarchiste déjà soumis depuis un an à la *sorveglianza speciale* [surveillance spéciale] –mesure d'isolement social et de limitation de la liberté qui puise ses racines dans les codes fascistes– a été condamné pour huit autres mois à la même mesure répressive car « (...) suivant un comportement de refus des mesures imposées, il n'a pas le moins du monde cherché à s'éloigner du mouvement anarcho-insurrectionniste, mais plus encore a maintenu d'étroits rapports avec celui-ci ». C'est ce qu'écrit le procureur.

Face à une attaque motivée de cette manière, la magistrature, qui ne perd jamais une occasion de brandir son autonomie afin de défendre la démocratie, pouvait répondre de deux manières. Elle pouvait dire que les idées, dans ce cas anarchistes, sont punissables et réprimables en tant que telles, ou bien affirmer qu'on ne peut pas toucher aux idées. Elle a choisi la première possibilité, s'attachant à une des prescriptions de la mesure de prévention, qui dit «ne pas devoir fournir de raisons aux soupçons».

LEURS SOUPÇONS,

LE SOUPÇON qu'occuper un lieu abandonné [comme celui expulsé le 9 janvier à Rovereto et aux alentours duquel a été vu le camion de Mike] puisse devenir une possibilité de tisser des liens réels, basés sur l'autogestion et pas sur l'argent.

LE SOUPÇON que prononcer un «non» ferme à la construction de bases et de citadelles militaires [comme à Vicenza] puisse miner un ordre mondial fondé sur des guerres de conquête.

LE SOUPÇON qu'il existe des individus pour lesquels les toges et les uniformes ne méritent aucun respect.

LE SOUPÇON que parler aujourd'hui de liberté [voir la déclaration de Mike] soit une attaque contre le totalitarisme nommé démocratie.

LE SOUPÇON que les idées tendent irrésistiblement à se transformer en action.

NOS CERTITUDES,

LA CERTITUDE que l'arme silencieuse de l'isolement, carcéral et social, est inutile contre ceux qui ne se conforment pas.

LA CERTITUDE que la magistrature, malgré sa soi-disant indépendance, est en réalité un organe au service du pouvoir politique, policier et mafieux.

LA CERTITUDE qu'un Etat en guerre comme l'Italie, aujourd'hui engagée sur au moins vingt fronts, a la nécessité de faire taire toute voix de dissensus interne. LA CERTITUDE que le mécontentement général et la rébellion contre un monde qui fait désormais gerber sont toujours plus diffus et incontrôlables.

LA CERTITUDE que la solidarité est plus forte que la répression, parce que les rapports nés sur l'opposition à un système de coercition ne peuvent être brisés.

LA CERTITUDE que les attaques répressives permanentes, les incarcérations, les *fogli di via* et les *avisi orali*, distribués dans toute d'Italie, ne peuvent éliminer notre désir de liberté.

Ils voudraient que nous abjurions nos idées,
ils voudraient que nous nous repenions de nos choix de vie,
ils voudraient en finir avec ceux qui hurlent leur dissensus,
ils voudraient tous nous reléguer en silence derrière une fenêtre.
Ils ont oublié une chose : la passion pour la liberté
est plus forte que n'importe quel isolement.

Des anarchistes non susceptibles de repentir



[Traduit de l'italien. Publié le 14 février 2008 sur informa-azione.info]

Remake

LA PRESSE A RAISON. Elle dit que Les anarchistes en ont après le procureur Paolo Storari [du parquet de Trento], et en ce qui me concerne c'est parfaitement vrai. J'en ai après lui et j'espère que lui aussi m'en veut. Je pourrais le haïr parce que c'est un des domestiques de cet Etat qui, sous un manteau de démocratie formelle, cache une dictature en bonne et dûe forme, ou parce que son travail est d'emprisonner les gens. Je pourrais aussi le haïr parce qu'il est fidèle aux paroles d'un certain commissaire selon lequel la répression c'est la civilisation. Je pourrais le haïr pour cela, et c'est le cas. Mais pas seulement.

Avec ses saloperies, il m'a enlevé ce que j'ai de plus cher, les gens qui m'entourent. Trop de fois il m'a séparé de mes proches, de mes amours, il m'a enlevé des frères et des compagnons, utilisant chaque fois la prison ou une autre forme.

Et tout cela pourquoi ? Non pas qu'il ait des preuves irréfutables de qui sait quel délit, ou parce qu'il aurait réussi à accoucher d'un théorème criminel qui tienne en place tout seul, non, il continue de frapper en tant que pauvre avant-garde d'un système qui a chaud au cul. Un système qui, de Naples au Val Susa, de Melfi à Rovereto, doit affronter toujours plus de voix dissidentes.

La mienne est l'une d'elles, et c'est pour cela qu'après une année de *sovveglianza speciale*, le monsieur en question voudrait m'obliger à rester éloigné de ce à quoi je tiens, proposant trois nouvelles années de résidence surveillée dans ma commune administrative, m'obligeant également à ne pas fréquenter les lieux publics et mes amis, ainsi qu'à rentrer chez moi au crépuscule et à y rester jusqu'à l'aube. Avec cette mesure, il voudrait m'entendre dire que je me repens de mes idées, il voudrait m'assujettir à un pouvoir qui m'opprime, il voudrait me voir silencieux et tête baissée, il voudrait annuler ma conscience.

Ben moi, j'ai comme l'idée qu'il devra m'enfermer cent et mille fois, ou qu'il devra proposer à l'infini ses surveillances spéciales pour m'entendre gueuler une fois de plus dans sa face –vive la liberté–.

Mike

[Traduit de l'italien. Publié le 4 février 2008 sur informa-azione.info]

Expulsion de l'ex-Bimac

Ce matin 9 janvier, la police, les carabinieri, la police municipale et les pompiers ont expulsé l'ex-Bimac, le bâtiment occupé le 24 novembre dernier. Après un mois et demi dense en luttes et initiatives, est arrivée l'Épiphonie répressive.

Quatorze compagnons sont mis sous enquête pour occupation «à finalité de subversion de l'ordre démocratique». Le chargé d'enquête est l'habituel procureur de Trento, Paolo Storari.

La finalité subversive, écrit le procureur, est due à deux circonstances. Ça vaut la peine d'en rendre compte (en mémoire de cette époque et de ses défenseurs en toge).

«*Tout d'abord, juste après l'occupation, des banderoles et des drapeaux ont été apposés sur les murs extérieurs de l'immeuble, avec les textes suivants : NO TAV [la ligne de train à grande vitesse qui doit traverser le Val Susa et le Brennero], NO Dal Molin [à Vicenza, où est prévu l'agrandissement d'une base de*

l'OTAN], Contre les bases de la guerre bloquons tout, Liberté pour Juan et Bogu-Liberté pour tous». Près de l'immeuble a été récupérée une feuille de format A4 où figurait la phrase suivante : «cet espace sera un point d'appui aux luttes en cours (contre le Tav et les autres nuisances environnementales, contre Dal Molin et la guerre permanente) et un laboratoire d'expérimentation de celles à venir».

Cet ordre démocratique, à ce qu'il semble, est vraiment en piteux état. Il suffit de si peu pour risquer de le subvertir...

Tranquillisons nos inquisiteurs : nous continuerons à nous opposer au TAV, au Dal Molin et aux autres désastres industriels. Nous reprenons, lorsque cela nous paraîtra opportun, des espaces à autogérer.

Anarchistes de Rovereto

[Traduit de l'italien. Publié le 9 janvier 2008 sur informa-azione]



- Daniele et Francesco, incarcérés depuis juin 2007, accusés du braquage d'une Poste et d'association terroriste.

Francesco Gioia - C. C. Sollicciano - via Girolamo Minervini 2/R - 50142 Firenze Sollicciano (FI)

Daniele Casalini - Casa Circondariale - via Burla 59 - 43100 Parma

- Michele est le dernier des 5 anarchistes incarcérés le 23 octobre 2007 à Spoleto, accusés d'être membres de la FAI Informelle et de menaces contre une politicienne.

Michele Fabiani - Casa circondariale - via Lamaccio 21 - 67039 Sulmona (AQ)

- Mauro, arrêté en février 2008 à Lucca et condamné à un an de prison pour des incidents lors d'un jugement à Florence en 2004.

Mauro Rossetti - Casa circondariale - via Nuova Poggioreale 177 - 80143 Napoli

- Juan, incarcéré depuis le 14 octobre 2007 pour 10 mois, suite à des tags à Bologne en solidarité avec des compagnons/amis arrêtés la veille.

Juan Antonio Sorroche Fernandez - Casa Circondariale Poggioreale - Via Nuova Poggioreale 177 - 80143 Napoli

La grève des ergastolani

Annoncée longtemps à l'avance et ignorée des médias, la grève des 700 *ergastolani* (condamnés à perpétuité) a commencé le 1er décembre 2007 et s'est arrêtée le 14 décembre avec un communiqué de l'association Pantagruel appelant à son interruption et proposant de canaliser les énergies vers la publication d'un journal de coordination début février, d'une journée d'action en mars et la constitution d'une coordination de prisonniers, *Mai dire mai*, dont la présidence honoraire sera confiée à Alessandro Margara... ex-directeur général de l'administration pénitentiaire.

De nombreuses actions en Italie, et jusqu'en France, Espagne ou Belgique, ont suivi cette grève. Un bulletin, *La Bella* (quatre numéros en mars 2008), l'a accompagnée, publiant lettres de prisonniers, chronologies d'actions et textes critiques publiés notamment par l'Assemblée anti-carcérale de Naples (trois rencontres du 17-18 novembre au 22 décembre). On trouvera de nombreuses traductions en français dans *La Cavale* n°11 de janvier 2008, en plus d'un dossier d'information paru pendant la grève («*Abolir la condamnation à perpétuité est possible, détruire la prison est nécessaire !*»).

On remarquera par contre que *L'Envolée* (n°22, février 2008, pp.13-16), qui avait déjà donné la parole à l'association Pantagruel à la radio, a traduit la réponse de prisonniers de Spoleto aux critiques de compagnons anarchistes, sans même livrer la «*lettre ouverte aux prisonniers en lutte*» qui leur a valu cette réponse.

Bologne, 9 février 2008

Manifestation nationale pour rompre le silence !

A BOLOGNE, 5 COMPAGNONS sont en prison depuis plus de trois mois, sous un régime encore aggravé par leur mise sous EIV [*Elevato indice di vigilanza*, équivalent de DPS] et par la censure de leur correspondance, pour avoir tenté de s'opposer à un TSO [Traitement sanitaire obligatoire : internement psychiatrique administratif] sur une place du centre-ville ; deux autres sont en train de purger une peine de 10 mois, pas encore définitive, pour des tags sur les murs du centre, faits en solidarité avec les premiers incarcérés.

Et ce ne sont que les derniers épisodes d'une longue série qui ont noirci la triste liste des «faits divers» de Bologne.

La ville est saturée d'interdictions et le centre-ville désormais occupé par la police nationale et municipale. Les maisons et les squats sont expulsés, les campements et les baraquements des nomades sont démolis par les bulldozers, toutes les formes de dissensus politique et social sont criminalisées.

Tout cela au nom de la «sécurité» et de la lutte contre les dégradations, une ritournelle qui remplit depuis longtemps les premières pages des journaux avec comme conséquence, et objectif, d'augmenter artificiellement le sentiment d'insécurité des citoyens et d'étendre une chappe de silence assourdissante sur les problèmes réels des gens, à coup de cynisme, d'indifférence et de résignation.

Bologne semble redevenir un laboratoire où, avec un maire «de gauche» [Cofferati, l'ex-secrétaire général de la Cgt italienne], expérimenter des techniques de contrôle toujours plus raffinées et impitoyables. Le maire de Bologne est l'inventeur du «paquet sécurité» créé par l'assemblée des maires, puis présenté par le ministre de l'Intérieur Amato au Parlement avant d'être adopté au niveau national.

D'autre part, loin d'être une problématique strictement locale, la «question sécurité» est désormais devenue un cheval de bataille pour tous les politiciens professionnels au niveau national, un thème sur lequel droite et gauche se font concurrence pour proposer les solutions les plus liberticides possibles. Dans toute l'Italie, jour après jour, croît l'intolérance vis-à-vis des plus «faibles». On est face à un système basé sur l'assujettissement autoritaire qui (...) expose les exclus à la lâche violence : des attaques contre les camps Rom et contre les immigrés en général à la violence contre les femmes, ou de l'usage toujours plus impudent des institutions totales, prisons et structures psychiatriques, aux incursions quotidiennes des néofascistes.

Cette dévastation progressive et évidente des rapports sociaux n'arrive pas par hasard et, au contraire, témoigne selon nous qu'un processus de restructuration est en marche, un processus qui cherche à pas de géant à transformer radicalement les règles de cet Etat «démocratique». Plus qu'une restauration tournée vers le passé, nous pensons qu'elle représente plutôt la condition nécessaire au maintien d'un système politique, économique et social désormais basé stratégiquement sur la guerre. En effet, quand les puissances occidentales (dont la nôtre) sont occupées dans tous les coins du globe à massacrer les populations les plus pauvres pour «exporter la démocratie», la réduction de chaque espace où agit le dissensus et le contrôle de tout type d'opposition devient une priorité indispensable à tous les niveaux, de l'international à l'hyper-local : développement de la militarisation, taux d'incarcération en augmentation constante, internement et déportation des immigrés, poursuites ouvertes contre toute lutte sociale, des grèves aux occupations de maison, des protestations contre la destruction de l'environnement à l'opposition à



la guerre elle-même. Et bien sûr, les plus touchés sont ceux qui se déclarent ouvertement ennemis de l'Etat et de son ordre social.

Il devrait alors sembler évident à quiconque ne se laisse pas complètement embobiner par la propagande de régime que l'insécurité réelle des personnes provient en réalité d'autres causes.

La série quotidienne de morts blanches [au travail] et d'accidents du travail provoque un nombre de morts, d'invalides et de blessés bien supérieur à celui des victimes de la criminalité. Tout comme l'appauvrissement qui frappe la grande majorité de la population ne dépend pas des vols et des braquages, mais des salaires toujours plus déconnectés d'un coût de la vie en augmentation constante.

L'insécurité réelle est liée à la hausse du travail précaire, mal payé et sans protection, aux licenciements continuels (motivés par la délocalisation des activités à l'extérieur où il est possible d'exploiter encore plus brutalement la main d'œuvre avec un bénéfice encore supérieur pour les patrons) ; aux loyers désormais exorbitants ; à un Etat social qui n'a plus rien à offrir. Mieux, on meurt à cause de l'hôpital et on s'intoxique étouffé par les déchets.

Nous avons décidé de convoquer sur ces thèmes une manifestation nationale à Bologne pour le 9 février. Une occasion importante pour replacer la «question sécurité» à sa dimension réelle et dans des termes plus justes, afin de dénoncer publiquement le terrorisme des politiciens et des journalistes diffusé dans toute l'Italie pour conjurer le risque qu'on s'unisse dans la lutte contre les puissants, seule voie de sortie concrète de la misère grandissante. L'occasion de réaffirmer avec force la volonté de défendre les espaces dans lesquels manifester le dissensus, espaces lourdement remis en cause par ces stratégies répressives.

Une occasion, en somme, pour rompre le silence.

La manifestation traversera les rues de Bologne, répétant et articulant le discours fait jusqu'à présent, dans l'intention de porter ces réflexions à l'oreille des habitants de cette ville et d'impliquer tous ceux qui partagent ce type de nécessité.

Nous vous invitons à une Assemblée publique le 23 janvier 2008 qui présentera la manifestation, dans la salle située Via delo Scalo 21, à 20h30.

Coordination «Rompre le silence»

[Traduit de l'italien. Publié le 15 janvier 2008 sur informa-azione.info]

Sur la journée du 9 février 2008 à Bologne

Outre la manifestation de 1000 personnes organisée à Bologne le 9 février 2008, divers épisodes ont marqué les derniers mois.

Concernant les compagnons arrêtés les 13 et 14 octobre 2007 en deux fois (cinq lors de leur opposition dans la rue à la psychiatisation administrative forcée d'une jeune fille saôûle, cinq le lendemain suite à des tags en solidarité avec ceux de la veille), la situation est la suivante : la résidence surveillée de Magda et Manuela a été levée, Andrea, Cristian, Federico et Bogu sont sortis de prison en février (après 4 mois, et placés en résidence surveillée stricte : pas de visites, lettres ou coups de téléphone) et Juan, condamné à 10 mois, est toujours incarcéré. Enfin, le 31 janvier 2008 dans le cadre de cette affaire, deux domiciles et le local *Fuoriluogo* ont été perquisitionnés.

Le 8 mars 2008, la presse a aussi donné le nom de sept compagnons qui seraient impliqués dans «la mise à feu et à sang» de la ville le 9 février.

EN TANT QUE COORDINATION «Rompre le silence», nous voudrions effectuer un bref bilan de la belle journée de mobilisation du 9 février.

La manifestation a pleinement réussi, tant au niveau de la participation que par rapport aux objectifs politiques qu'elle s'était donnée.

Plus de 400 personnes sont parties de piazza di Porta Ravegnana, avec des délégations venues en solidarité de toutes les villes d'Italie. Progressivement, beaucoup d'autres personnes se sont jointes à nous, jusqu'à former via Imerio un cortège d'environ un millier de personnes.

Mais surtout, la manifestation, compacte et déterminée, a su être extrêmement communicative à travers les interventions permanentes (pour une fois avec un «sound system» réduit à la portion congrue) ou par l'énorme quantité de matériel informatif diffusé le long du parcours et lors de la longue pause derrière le marché de la Piazzola.

Evidemment la presse des jours suivants, ne pouvant taire les contenus exprimés par la manifestation, a accompli son rôle de mystification en instrumentalisant quelques épisodes marginaux de la journée (comme les drapeaux¹). Du reste, lorsqu'ils ne peuvent faire silence, ils ne perdent pas une occasion de se faire les porte-parole d'un bigotisme bien-pensant et hypocrite. Nous ne nous attendions à rien d'autre et peu nous importe : ce n'est pas pour apparaître dans les journaux que nous avons organisé la manifestation du 9 février,

et ce ne sera certes pas en fonction de leur «vérité» que nous remettrons en cause le travail effectué.

Le sens politique de l'initiative du 9 février était de vouloir démontrer que, malgré tout, il est possible de reprendre des espaces et des contenus d'opposition sans carcan institutionnel, sans combines. De plus, nous voulons réaffirmer que l'effort de développer sa propre action politique en réelle autonomie est le seul chemin qui peut redonner espoir et perspective à notre volonté de transformation.

Le reste n'est que misère -«politicienne», asphyxiée et transformiste- dont nous verrons probablement les prochains essais lors des futures élections. C'est là le motif réel de l'attaque politique et médiatique disproportionnée de ces derniers jours. (...)

Bologne, 12 février 2008
Coordinamento Rompere il silenzio

Ndt :

1. Au cours de la manifestation, les drapeaux italiens du monument des Résistants sur la piazza dell'Unità ont été brûlés. Par ailleurs, les caméras d'une agence d'Unicredit ont été détruites, un distributeur de billets de la Carisbo défoncé, du fumier balancé contre des agences d'interim et banques, plusieurs caméras urbaines obstruées, de nombreux murs taggés (1200 m² selon la presse !). Une enquête a été ouverte avec 11 chefs d'inculpation contre X.

FÉVRIER : SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LA GRÈVE DE LA FAIM DE PLUSIEURS PRISONNIERS REBELLES ET ANARCHISTES

18 février 2008

Buenos Aires (Argentine) : «Etendant la lutte des compagnons anarchistes prisonniers en grève de la faim, nous avons lancé la nuit du 18 février des bombes de peinture contre une succursale de la banque Itaú, située à l'angle des avenues Corrientes et Mario Bravo, coïncidant ainsi avec le début de cette grève, impulsée par des compagnons prisonniers de différents pays.»

24 février

Devoto (Argentine) : «Aujourd'hui dimanche 24 février, un groupe de compagnons a manifesté face à la prison de Devoto, en solidarité avec les prisonniers anarchistes en grève de la faim et pour la destruction de toutes les prisons. Au cours de celle-ci, des banderoles avec des slogans anticarcéraux ont été déployées, des tracts distribués aux gens qui

sortaient de parler, et un communiqué a été lu aux prisonniers qui écoutaient au travers des fenêtres des cellules.»

27 février

Montevideo (Uruguay) : «Le 27 février au matin, l'Institut Goethe à Montevideo, institution liée à l'Etat allemand, a été attaqué, détruisant entièrement toutes ses vitres. Cette attaque est une démonstration d'appui et de solidarité avec la grève de la faim qu'effectuent du 18 au 29 février plusieurs prisonniers rebelles et anarchistes dans différents pays du monde, dont l'Allemagne, l'Espagne, la Suisse ou l'Argentine.

Cette grève de la faim propose une mobilisation contre les prisons et la répression, les régimes d'isolement, la torture, la perpétuité et pour la liberté de tous les prisonniers (ères) enfermé(e)s. A l'initiative de cette proposition de lutte, on trouve les prisonniers anarchistes Marco Camenish (Suisse), Rafa Martínez Zea "Jon Bala" (Puerto Ill, Espagne), Joaquin Garces (CP Castellon, Espagne), Gabriel Pombo "Musta" et Jose Fernández (Allemagne), Petrisans (Argentine) et Thomas Meyer Falk (Allemagne). Solidarité avec les prisonniers en lutte partout dans le monde. A bas les murs des prisons.»

29 février

Turin (Italie) : Un distributeur de billets Deutsche Bank saboté avec de la glue en solidarité avec les détenus en grève de la faim.



Montevideo (Uruguay) : «Dans la nuit du 29 février 2008, la serrure du portail d'entrée de la Chambre de Commerce Suisse-Uruguay a été bloquée. Sur les murs de la façade, le tag : "avec la grève de la faim des prisonniers, pour la liberté" avec un A cerclé... pour saluer la fin de la grève menée par nos compagnons sequestrés. Salut et anarchie».

1er mars

Zurich (Suisse) : Des inconnus ont incendié cette nuit à Dietekon, dans le canton de Zurich, la voiture du conseiller d'Etat, le socialiste Markus Notter, devant son domicile. Le véhicule a été complètement détruit. Les dégâts sont estimés à environ 100 000 francs suisses. Les enquêteurs disposent d'un message anonyme qui a revendiqué l'acte la nuit même et fait référence au prisonnier écologiste radical Marco Camenish.





Quand entre le loup...

Les gouvernements uruguayens succesifs (droite puis gauche) sont en train de transformer cette vaste plaine fertile en une terre brûlée, ayant choisi de favoriser l'implantation d'usines de pâte de cellulose (matière de base du papier, fabriqué ensuite en Europe et en Chine), qui s'accompagnent de dizaines de milliers d'hectares de pins et d'eucalyptus. Le tout au nom de l'emploi, bien sûr. Aperçu des différents projets.

Tandis que l'entreprise finlandaise Botnia a lancé en novembre 2007 sa production empoisonnante à Fray Bentos (les premières 20 000 tonnes de cellulose sont parties pour la Hollande le 8 décembre), l'entreprise espagnole Ence commencera à construire son usine à Punta Pereira (Conchillas), dans le département de Colonia, à partir du 16 janvier 2008. Sa construction durera 22 mois, et elle possède déjà un patrimoine de 156 000 hectares forestiers à travers Eufores SA.

En même temps, deux autres projets d'usines de cellulose sont en train de se développer : l'entreprise suédo-finlandaise Stora Enso a commencé à planter des arbres pour s'assurer la matière première (120 000 hectares sur deux ans) et les portugais de Portucel sondent le terrain à Rocha, prévoyant un investissement de 1 500 millions de dollars.

En plus de ces quatre-là (Botnia, Ence, Stora Enso et Portucel), il existe quatre autres projets de ces usines de mort dans le pays : l'américaine du nord International Paper, leader mondial du marché, qui réfléchit à son installation, tout comme la japonaise Nippon Paper Group. L'autre entreprise américaine du nord Weyerhaeuser n'a pas officiellement confirmé sa venue mais est en train de la considérer (elle possède déjà au moins 130 000 hectares à travers Colonvade SA et Los Piques SA).

La dernière qui a confirmé sa volonté de profiter des conditions plus que généreuses offertes par tous les derniers gouvernements uruguayens, de droite comme de gauche, en une continuité de la destruction de l'environnement, a été la compagnie Celulosa Argentina, du groupe Tapebicúa, qui a annoncé le 19 décembre 2007 son intention de construire une nouvelle usine de cellulose en Uruguay. Le groupe argentin Tapebicúa est déjà propriétaire de la Fábrica Nacional de Papel (Fanapel).

[Traduit de l'espagnol. Tiré de *El mundo al revés*, numéro unique, janvier 2008, p.7]

Pays productif... de déchets toxiques

Une décharge de déchets toxiques de 455 hectares, nommée avec cynisme «Parc environnemental», est en train de s'installer à Empalme-Olmos. On dit qu'il est destiné aux déchets de Montevideo et on présume que certains seront toxiques. Ce plan n'est pas nouveau. Ils avaient déjà tenté d'implanter une décharge de déchets domestiques dans le coin, et la résistance des voisins avait permis de freiner ce projet.

A présent, il réapparaît et on parle ouvertement des déchets hospitaliers et autres déchets toxiques. S'ils sont appelés ainsi, c'est parce qu'on ne peut cacher la brutale contamination qu'ils produisent, tant dans le sol que dans l'eau et l'air. Ils justifient le projet en disant qu'ils doivent bien les mettre quelque part.

Notre lutte ne dépend pas du lieu où ils l'installent mais du fait que nous refusons son existence, vu que les déchets sont le produit de la logique capitaliste que le Frente Amplio (FA¹) nomme «Pays productif». Les conséquences de cette politique économique sont sa face obscure. Nous parlons ici de la destruction totale de l'environnement et de tous ceux qui y vivent : la terre avec la monoculture d'eucalyptus, l'eau avec les rejets toxiques et l'air avec les gaz que libèrent ces usines.

La forestation a commencé il y a déjà plus de 15 ans pour alimenter en matière première les usines de pâte de cellulose et a été durement questionnée lorsque le FA était dans l'opposition. Rappelons les paroles de Tabaré Vasquez [actuel Président] le 5 juin 2004, Journée internationale de l'environnement, lorsqu'il appelait à réfléchir sur la nécessité de préserver la planète, disant notamment : «*connaissant les nécessités du Tiers Monde, les pays riches nous apportent les investissements sales parce qu'ils ne souhaitent plus détruire leur environnement*». A présent, trahissant ses paroles, il appelle les investisseurs du «Premier Monde» à installer ici leurs «investissements sales». Un exemple nous est donné par les usines de cellulose qui non seulement contaminent l'air avec les gaz qu'elles libèrent et l'eau avec les liquides qu'elles rejettent, mais continuent aussi de polluer avec leur nécessité de trouver un endroit où balancer leurs déchets solides.

S'il existe bien un circuit clair qui part de la monoculture jusqu'aux déchets toxiques, on doit signaler que Botnia (et les six autres usines de cellulose

prévues) n'est pas l'unique projet de cette politique, puisque déjà en 1999 a été inaugurée Diox, une usine italienne de sels de chrome et de vitamine K dans la ville de Libertad, usine expulsée d'Italie grâce aux luttes sur ce territoire, suite à la mort de 14 travailleurs à Gênes. Aujourd'hui, elle a déjà accumulé 2600 tonnes de déchets toxiques, abandonnés aux alentours de l'usine. Depuis son inauguration en Uruguay, il y a déjà eu plusieurs actions de résistance des voisins, obtenant plusieurs fois sa fermeture partielle.

La démagogie électoraliste et opportuniste du gouvernement de Vasquez leur a fait croire qu'il fermeraient l'usine alors que, loin de là, il a non seulement permis qu'elle continue de fonctionner, mais a en plus monté d'autres projets comme cette décharge toxique à Empalme-Olmos où Diox comme Botnia pourront vider leurs merdes.

A cela s'ajoute Ence, qui commencera en janvier 2008 le gros œuvre de son usine de cellulose dans la ville de Colonia, et d'autres projets de mort et de destruction comme la construction d'un port et d'une usine de regazification où l'Argentine et l'Uruguay démontrent, au-delà de leur dispute autour de l'usine de Botnia², comment elles pourront mettre en œuvre ce projet. On voit aussi comment se restructurent les chemins de fer et s'établissent des connexions qui permettront le transfert de ces déchets depuis les usines jusqu'à la gare qui sera construite à Empalme-Olmos.

Toutes ces expériences de résistance nous enseignent cependant qu'affronter les projets du Capital est possible et non pas vain. Nous pensons qu'il est juste et désirable de se rebeller contre tout ce qui nous est imposé quotidiennement. Rompons l'isolement d'une lutte locale, dans la perspective d'attaquer ce qui la génère et ceux qui l'exploitent.

Quelques amis de Ludd, janvier 2008

Ndt.

1. Frente Amplio : «Front large», gauche unie au pouvoir (pour la première fois en Uruguay) depuis 2005.

2. L'Uruguay et l'Argentine sont en conflit depuis deux ans (jusqu'à la Cour de Justice de La Haye) à propos de l'usine de cellulose du finlandais Botnia que ce premier pays a installé sur les rives du fleuve qui les sépare, le fleuve Uruguay.

[Traduit de l'espagnol d'un tract distribué à Montevideo en janvier 2008]

Pouvoir de la loi. Loi du Pouvoir

Le 29 décembre 2007, a été occupé un bâtiment situé au croisement des rues Grecia et Ecuador, à Montevideo, contre la Loi d'usurpation [qui criminalise les occupations de terrains] et une journée d'agitation a commencé à se dérouler avec des banderoles («*A bas la propriété*», «*Nous ne négocions rien. Nous voulons tout. Occuper et résister*») et des tracts. Un voisin balance a appelé la police qui a chassé les occupants. L'activité s'est toutefois poursuivie dans la rue.

Des banderoles ont été accrochées au-dessus de la rue, des panneaux (sur la lutte pour l'avortement, l'histoire de la FORU) posés, les murs peints, la musique et des slogans ont été diffusés tandis que les bus étaient arrêtés le temps de distribuer le tract ci-contre, imprimé à des milliers d'exemplaires et distribué dans tout le Cerro (grand quartier nord-ouest de Montevideo).

[Tract ci-contre traduit de l'espagnol]

«Tous les compagnons se rappelleront de la grève révolutionnaire de *La Teja* [quartier ouvrier de Montevideo], au cours de laquelle le seul triomphe obtenu par les ouvriers est l'orgueil d'avoir été les premiers sur ce continent à tracer le sentier qui mène vers l'émancipation économique : la destruction des ateliers de la *Empresa de Construcción del Puerto* fut un fait remarquable, seul sentier vers les revendications prolétaires»

Regeneración n°1,
Montevideo, 9 janvier 1906

POUR LES PROGRESSISTES au pouvoir, cette année a été notamment marquée par le jour du «*Nunca más*»¹ (19 juin), jour de réconciliation nationale entre tortionnaires et torturés. Un grand cirque pour effacer les luttes radicales du passé et éliminer toute raison de lutter sans concession au présent. Malgré l'incarcération de quelques tortionnaires connus², nous n'oublions pas que tous les militaires et policiers ont été recyclés et que la torture s'applique aujourd'hui en Haïti³, dans les commissariats ou les prisons.

POUR LES PAUVRES, l'année a commencé avec une alliance entre des députés blancs [droite] et frenteamplistes [gauche au pouvoir] pour incarcérer ceux qui se construisent une maison sur des terrains vacants. Il y a quelques semaines, un occupant de Punta del Este a été incarcéré pour la première fois sous le coup de la loi dite d'usurpation (n°18116 du 23 avril 2007). D'un côté ils te vendent que «*le Front t'écoute*» [slogan du *Frente Amplio* au pouvoir, très présent sur les murs de Montevideo], mais en réalité ils te menacent de 3 mois à 3 ans de prison si tu ne souhaites pas dormir dans la rue.

La même loi criminalise l'occupation ou le raccordement [illégal] à l'eau et permet aussi à l'Etat des poursuites soit d'office soit par «*n'importe quelle personne à n'importe quel moment*». Comme par le passé [de la dictature militaire de 1973 à 1985], sont institutionnalisées avec force la délation, la jalousie, la peur, la méfiance entre les gens. Tous les gouvernements, de droite comme de gauche, en démocratie comme en dictature, défendent la propriété privée et l'exploitation, créant des lois pour protéger les intérêts des riches et des patrons. Sans vergogne, ils ont même ajouté comme circonstance aggravante le fait d'occuper un terrain dans les zones balnéaires afin de se réserver le privilège du sable fin.

CECI N'EST PAS UN CAS ISOLÉ, mais plutôt un épisode de la guerre sociale où ils continuent à incarcérer pour «*sédition*» des rebelles comme ce fut le cas de Fernando pour avoir brisé une vitre⁴ ; où ils continuent la soumission aux yankees en inaugurant une polyclinique du *Comando Sur*⁵ ; où ils installent des usines de mort et des poubelles toxiques qui vont empoisonner l'air, la terre et l'eau et exploiter des centaines d'ouvriers au nom du Pays Productif...

NOUS OCCUPONS illégalement depuis ce matin le local anarchiste inauguré en 1907 qui a été le local des travailleurs affiliés à la FORU, situé au croisement des rues Grecia et Ecuador. La *Federación Obrera Regional Uruguay* (FORU) a été, entre sa création par 32 corporations ouvrières en 1905 et sa récupération par les bolchéviques en 1923, la structure autogérée qui a accompagné toutes les grandes luttes ouvrières. De plus, elle a impulsé le développement d'espaces culturels, éducatifs

et sociaux qui ont été la base de l'auto-émancipation à travers des dizaines d'athénées anarchistes.

PARTANT DE L'EXPÉRIENCE de la FORU tout comme de celle des corporations autonomes et d'autres luttes, nous voyons que la seule forme d'obtenir ce que nous voulons est par une lutte constante, en nous réappropriant les espaces et nos vies, sans rien espérer de ceux qui gèrent la pacification sociale. Assez d'espérer dans les institutions (gouvernement, partis, tribunaux, patrons, syndicats), sortons dans la rue !

**Nous n'avons rien. Nous voulons tout.
La propriété privée, c'est le vol.
A bas l'Etat et ses lois.
Réappropriation de la vie
et expropriation des espaces.**

Quelques occupant-e-s

Ndt :

1. «*Plus jamais ça*». Le 19 juin 2007, la gôche au pouvoir depuis 3 ans et ses ministres Tupamaros ont serré la pince aux militaires tortionnaires, créant cette fête comme un jour de réconciliation nationale.
2. Le 16 novembre 2006, l'ex-Président qui a passé le pouvoir aux militaires, Juan Bordaberry, et son chancelier Juan Carlos Blanco sont arrêtés (le premier est depuis en résidence surveillée). Le 17 décembre 2007, c'est Gregorio «Goyo» Alvarez (ancien général de la junte militaire) et Juan Carlos Larcebeau (marin responsable de disparitions) qui sont incarcérés.
3. Où sont présentes les troupes uruguayennes sous l'égide de l'ONU. Elles ont plusieurs fois fait l'objet d'accusations de viols.
4. Fernando Masseilot, accusé de «*sédition*» [équivalent uruguayen de terrorisme], a fait 6 mois de prison préventive pour avoir brisé la vitre d'un McDo lors de la visite de Bush à Montevideo le 9 mars 2007.
5. Le *Comando Sur*, unité militaire nord-américaine spécialisée sur l'Amérique du Sud, a inauguré en décembre 2007 un dispensaire dans le quartier de Santa Catalina.



Une lettre de Giorgos Voutsis-Vogiatzis

Le 3 octobre 2007, le compagnon Giorgos Voutsis-Vogiatzis a été arrêté quelques minutes après avoir braqué la banque ETE à Gizi (Athènes). Il est incarcéré à la prison de Korydallos depuis 18 mois en attendant le procès. Depuis son arrestation, toute une série d'attaques de solidarité ont eu lieu.

Il y a quelques mois, l'Etat grec a déjà condamné un autre compagnon, Giannis Dimitrakis, pour une série de braquages, à une peine de 35 ans de prison.



Maintenant qu'ils se sont tous tus, parlons de choix.

« ... Beaucoup d'entre nous ont trouvé la mort ou ont été faits prisonniers le long du chemin, beaucoup d'autres ont été blessés et écartés de l'action de manière permanente ; certains éléments se sont même laissés couler au fond à cause de leur manque de courage ; mais je crois pouvoir dire que notre formation, dans l'ensemble, n'a jamais vacillé jusqu'à ce qu'elle n'ait plongé au cœur de la destruction. »

Afin d'attaquer les institutions modernes de la répression et de l'exploitation, il nous faut – avant toute chose – refuser la production de masse de ces consciences auxquelles ce monde donne naissance. L'autorité n'est plus l'affaire d'une technique d'administration privilégiée, solidement arriérée au réseau d'une élite minoritaire. C'est un rapport social diffus qui trouve son expression dans tous les aspects de la vie quotidienne. La transformation de l'antagonisme social a inévitablement créé la nécessité d'une reconstruction et sophistication des anciens termes de la répression. Ce processus n'est pas sorti de nulle part, il n'a pas non plus été simplement imposé par la force. Les relations sociales qui ont été modelées au cours des décennies passées dans l'usine sociale ont leurs paroles-clé : intégration, « moralité », homogénéité, « bon sens civique ». C'est ainsi que les chefs ont confectionné les managers et leurs superviseurs, la classe moderne permettant de colmater les brèches, qui se nomment les syndicalistes ou encore, bien sûr, le travailleur obéissant qui, après avoir brisé – finalement – les chaînes de la production de masse, peut à

présent s'offrir ses propres chaînes. Ils ont créé des volontaires pour ériger une vision de la "Grande Grèce". Des gens soumis et non payés qui ont appelé leur servitude volontaire « retour à la société ». Des groupes sociaux qui, travaillant au maintien de la répression et de l'exploitation existante, jouent aujourd'hui le rôle de pare-chocs et contribuent à l'attaque globale des gouvernants.

Des organisations créées à partir du besoin de la démocratie de montrer une image publique humanitaire. Basées sur la non-violence et la charité, elles préparent activement les cimetières pour les victimes de demain des champs de bataille de la démocratie. Elles font perdurer les camps de travail modernes dans les pays du tiers-monde. Des usines de misère où les esclaves de l'économie construisent les vitrines de la civilisation occidentale ainsi que le consentement du schizo-prolétariat moderne en transformant sa conscience de classe en conscience de consommation.

Les "bons citoyens", héros armés de la démocratie grecque, constituent l'expression moderne de la loi et de l'ordre. Ils participent activement par leur travail bénévole aux projets de la sécurité, ils informent la police sur les personnes suspectes et attaquent même les délinquants. Ils reçoivent leurs petites récompenses de la police pour ce qu'ils ont fait et en sont fiers. L'exigence de sécurité n'est plus une convention imposée. C'est un instinct social. Une demande militarisée diffuse en une défense sans pitié de la propriété. Les flics ne sont pas ceux qui portent l'uniforme. La morale de ce monde porte aussi un uniforme, et elle

Une seconde lettre de Giorgos Voutsis-Vogiatzis

Ce matin-là, tout était prêt pour aller piocher dans les caisses de la Banque Nationale. L'adrénaline au maximum, les aiguilles des minutes marquant le compte à rebours, on marchait, avec les pistolets chargés, comme des citoyens insoupçonnables qui retournent dans leurs cryptes cachées. Les jours devenaient des heures, les heures devenaient des secondes. Le monde du travail s'inclinait devant mes pas et le sentiment de l'illégalité procurait un soupçon de liberté totale. Est-ce qu'il existe quelque chose de plus beau ? Plus beau que ces quelques secondes capables de libérer ton existence ?

Tu te sens un étranger dans la ville. Tu es un étranger pour elle. L'architecture de la légalité ne te convient pas et tu le sais. Tu es tendu. Tu désires la déviation. Tu es la déviation. L'organisation du silence est brisée par

son refus. La monotonie te laisse complètement froid. Ou tu fais partie du problème ou tu fais partie de la solution. Tu te rappelles ?

Le travail te promet « tout ». Ethique, socialisation, argent. Il te donne en échange le droit de consommer. Pour racheter le temps perdu en images.

Tu as une dernière possibilité de jeter ton flingue. Retourner sur tes pas et engager un flirt avec le travail.

Les secondes gèlent. Tu fermes les yeux et tu éprouves un désir : tout arrêter. Ta carte d'identité ne te pèse plus. Tu allumes une cigarette. Une voiture de police passe dans la rue. Tu es prêt. Plus prêt que jamais. Tu vérifies une dernière fois et tu essayes d'éviter les foules et les caméras.

Il est temps. Les cagoules sont baissées et le spectacle commence. Les portes s'ouvrent facilement et les clients se transforment en figurants. Dans le film le plus court de leur vie. Tu te mets en position, tu te concentres, tu observes, tu regardes ta montre, tu surveilles et tu te retournes. Tu cours, rien ne te suit sur le moment. Le temps est aboli.

Tu veux dire à voix haute à tous ce qu'il y a à savoir.

Ce n'est pas l'argent. C'est le sentiment de libération et la respiration claire de ta fuite.

Celle des minorités enrégées.

Giorgos Voutsis-Vogiatzis

[Traduit de l'italien de *La Bella* n°4, mars 2008]

s'est vigoureusement placée du côté des chefs.

Le 3 octobre 2007, j'ai braqué la banque ETE (Ethniki) de la rue Gyzi. En partant, environ une minute et demie après le vol et une fois en selle sur mon vélo, j'ai vu un passant qui traversait la rue Ragkavi non loin d'où j'étais (dans une rue parallèle), et qui se dirigeait vers moi. Après un bref dialogue et alors que j'étais toujours sur mon vélo, ce passant s'est transformé en « héros » et a shooté dans mon vélo, provoquant un accident avec une voiture qui passait, me faisant chuter sur le pavé. A partir de cet instant des sirènes hurlaient tout autour de moi...

Mon choix de braquer une banque constitue une étape de mon parcours vers la négation. Les attaques de guérilla contre les richesses de l'ennemi à travers des actions d'expropriation représentent un choix constant d'attaques, historiquement cohérent avec l'histoire de la négation. La cohérence doit se bouger d'un pas militaire entre le penser et l'agir. Les révoltés, les braqueurs, les incendiaires sont tous des détonateurs pour faire exploser la même guerre. La négation du travail est une négation partielle de l'économie et de son monde. Le travail salarié est un processus aliéné, basé sur l'exploitation des uns sur les autres, produisant les inégalités. C'est la commercialisation du besoin naturel de l'humanité de création et son intégration à la fabrique sociale des relations aliénées. Le travail aliéné possède son éthique de soumission : la légalité, le modèle du chef, la carrière.

Où tu travailles ? Tu gagnes combien ? Quand es-tu en congé ? Autant de ques-

tions qui donnent des indications sur le statut social du sujet. Le travail aliéné gère et organise aussi le temps libre, qui est tout aussi dépendant du travail qui les enferme (week-end, vacances, jours de repos). En réalité, le travail aliéné définit l'ensemble de notre existence. Nos discussions quotidiennes : comment c'est allé au boulot ?, quand touches-tu ta paye ? Notre état d'âme : je suis claqué aujourd'hui, je suis en mesure de rien faire, je dois me lever tôt demain. On peut donc voir exactement comment la signification profonde du temps est en grande partie modelée par le monde du travail et les besoins de l'économie. La dimension immatérielle du temps devient matière à travers les horaires de notre esclavage quotidien. Braquer un des mécanismes économiques de l'esclavage n'est pas le seul choix pour réaliser la négation du travail. Les attaques contre des cibles économiques constituent également une proposition radicale d'organisation et de lutte qui donne un élan à la destruction du travail.

Je vais le redire : la négation du travail constitue une négation partielle de l'économie et de son monde. Par exemple : l'expropriation de biens (en librairie, en supermarché) constitue une forme de négation de la consommation, même si ce n'est pas une attaque totale de l'économie. Braquer une banque est une manière de nier le travail, mais n'est pas une attaque totale contre le capitalisme. Si la fin justifie quelque chose, ce ne sont pas les moyens, mais les choix développés par l'action. Les moyens sont une conséquence de la décision d'agir. Ils sont en relation dialectique avec le projet. Ils prennent forme en son sein, mais ne lui donnent pas forme. Ma

décision de braquer la banque ETE à Gyzi n'était pas une vengeance, une opération fortuite basée sur les armes que je possédais, mais une étape de mon parcours vers la négation totale de ce monde. Un parcours sans destination finale, mais avec beaucoup d'escalas. Aussi nombreuses que les flingues qu'un révolutionnaire possède dans son arsenal. Donc, s'il y a bien une chose que nous devons retrouver, c'est la conscience personnelle. Sans quoi, tout ce qui est basé sur la masse ou le collectif est condamné à reproduire la défaite simultanée de notre conscience, qui se transformera à son tour en une nouvelle masse vaincue de notre époque.

Les hostilités continuent.

Giorgos Voutsis-Vogiatzis,
depuis la prison de Korydallos

A la place d'un PS : L'identité d'une personne n'est pas définie par son nom de famille, mais par son parcours et ses choix. Nous savons de toute façon que lorsque les caméras de la télé sont éclatées et les informateurs du mensonge tabassés sans pitié, une minuterie commence à faire tic tac, mesurant une réalité à l'envers. Ceux qui ont calomnié et pillé mes « données personnelles » me trouveront bientôt face à eux. Dans chaque action de solidarité, j'aimerais que mon nom soit mentionné en entier, avec mes deux noms de famille.

[Traduit de l'italien, publié sur informa-azione.info le 9 janvier 2008. Traduction aussi inspirée de celle parue dans *La Cavale* n°11, janvier 2008, pp. 24-25]

QUELQUES BRÈVES DU DÉSORDRE GRECQUES

22 novembre 2007, Patras - Plus de 200 personnes participent à la manifestation «tolérance zéro contre les assassins en uniforme» après le meurtre au couteau d'un immigré afghan de 14 ans par un garde-côte de Patras. Partie de l'université, la manifestation s'est heurtée à coups de pierres et peinture aux forces spéciales des garde-côtes (deux blessés) et de la police avant de se retirer.

24 novembre 2007 Athènes - Vers 21h30, une dizaine d'anarchistes attaquent le Ministère de l'Économie (40 avenue Amalias) en solidarité avec les anarchistes incarcérés. Ils cassent de nombreuses vitres à coups de pierres et de barres.

24, novembre, Heraklion - Un cocktail Molotov est jeté contre un distributeur de billets de la Banque Agrotiki. Le distributeur est complètement détruit.

26 novembre, Thessalonique - Vers 2h50, des voitures sont incendiées sur le parking d'un concessionnaire français. Deux voitures partent en flammes, cinq autres sont gravement endommagées. Le lendemain, la brigade anti-terroriste perquisitionne plusieurs maisons de compagnons. Quatre personnes sont mises sous accusation. L'anarchiste Vagelis Botzatzis est incarcéré, les trois autres disparaissent dans la nature.

3 décembre, Thessalonique - Vers une heure de l'après-midi, une centaine d'anarchistes se sont rendus devant les bureaux du journal *Makedonia*. Ils ont diffusé un communiqué à propos de l'arrestation de Vagelis et des trois autres anarchistes recherchés, dont la photo avait été diffusée par ce journal. Le tract était signé «Des anarchistes contre le journalisme vulgaire». Pendant

le rassemblement, des slogans ont été tagués à l'intérieur et à l'extérieur des bureaux du journal, ainsi que sur une voiture du journal dont les pneus ont également été dégonflés. Des bus qui passaient ainsi qu'une voiture de flics ont aussi été tagués. Un journaliste a démissionné.

4 décembre, Thessalonique - Le journal *Aggelioforos* reçoit une revendication par téléphone de l'incendie contre les Bureaux Généraux de l'Enseignement des Hautes Ecoles dans la nuit du 3 au 4 décembre. L'incendie était une action en solidarité avec les 17 personnes qui sont poursuivies pour avoir complètement détruit leur école, le 23 novembre à Pagrati. Après un mois d'occupation, des vandales ont tout détruit (les ordinateurs, les archives, les salles de classe, les systèmes d'aération,

les laboratoires,...). La veille, un étudiant de cette école avait été arrêté parce qu'il essayait d'empêcher que les profs et les étudiants rentrent dans les salles de classe.

8 décembre, Amyntaio - Suite à la mort d'un sans-papiers tué «accidentellement» par un membre de la police des frontières, se déroule une manifestation au cours de laquelle des bombes de peinture sont jetées contre le commissariat.

10 décembre, Athènes - De 23h35 à minuit 40, des voitures diplomatiques sont incendiées en solidarité avec les compagnons incarcérés Giannis Dimitrakis et Giorgos Voutsis-Vogiatzis dans quatre quartiers différents de la capitale : turque (à Pagrati et Zografou), philippine (à Ellinorossion) et italienne (à Patisia).

Une lettre de Vaggelis Botzatzis

Le 26 novembre 2007, une grande opération policière a eu lieu à Thessalonique contre les anarchistes. Un quartier entier a été bloqué. Les flics ont contrôlé différentes personnes dans des cafés, dans la rue et sur leur lieu de travail.

Ils ont arrêté l'anarchiste Vaggelis Botzatzis tandis que trois autres personnes sont recherchées par la police. Ils sont accusés d'une attaque incendiaire nocturne contre un concessionnaire français commis la veille, contre la banque Millennium et contre des véhicules d'une grande entreprise publique.

Les journaux *Makedonia* et *Ethnos*, ainsi que quelques journaux télévisés, ont diffusé les photos des trois anarchistes recherchés. Les accusations sont basées sur le témoignage des vigiles.

Tôt le matin du 26 novembre 2007, alors que je dormais dans la maison de ma compagne, la police m'a emmené dans une voiture blindée vers le commissariat central de la police à Thessalonique. Ma voiture a également été confisquée : quelqu'un l'avait vue dans les environs de l'incendie contre un concessionnaire.

Vers midi le même jour, 20 flics en civil m'ont emmené à la maison de ma compagne pour procéder à une perquisition. Au même moment, un autre groupe de flics a perquisitionné la maison où j'habite avec mon frère. Ce n'est que le lendemain vers 17h30 qu'ils m'ont informé de l'accusation contre moi. Jusque là, ils m'avaient privé de contact avec mon avocat. Je suis accusé de cinq crimes et de trois délits. Plus spécifiquement : incendie (préparation, tentative et exécution effective), attentat à la bombe (idem), possession et fabrication d'explosifs, un cas spécifique de détérioration de propriété étrangère, association criminelle, terrorisme, possession d'armes illégales. Au même moment, ils m'ont annoncé que je comparaitrais devant le juge d'instruction une demie-heure plus tard.

Ils m'ont également informé que trois autres anarchistes sont recherchés pour les mêmes accusations. J'ai directement dit que je suis anarchiste et que je réfute toute accusation.

Il est très clair que le moment choisi est tout sauf un hasard. En des temps de restructuration du contrôle, de répression et de détérioration des droits et acquis sociaux, l'Etat et ses attributs tentent de se préserver de n'importe quelle manière. Dans cette affaire spécifique, ils criminalisent des convictions politiques et des relations entre amis. Ils utilisent les lois antiterroristes et créent un ennemi intérieur : les anarchistes "terroristes". Les médias suivent en détruisant toute expression de dignité sur l'autel du spectacle.

Depuis le jeudi 29 septembre 2007, je suis détenu dans la prison juridique de Komotini, en attendant le procès.

Une chose est sûre : rien n'est fini, tout continue.

SOLIDARITE AVEC LES COMPAGNONS
ANARCHISTES RECHERCHÉS
DANS LA MÊME AFFAIRE

Vaggelis Botzatzis,
de la prison de Komotini



19 janvier 2008, Athènes
Voiture du consul du Chili incendiée en solidarité avec les Mapuche

12 décembre, Athènes, Thessalonique, Larissa - Jour de grève générale contre la réforme des retraites. A Athènes, la police a essayé à de nombreuses reprises par ses attaques de séparer le bloc anarchiste/anti-autoritaires (1500 personnes) du reste de la manifestation (150 000 personnes). C'est à coups de barres, de pierres et de molotovs qu'ils ont tenu bon. Une voiture de luxe a été incendiée, deux distributeurs de billets et plusieurs caméras de vidéo-surveillance. A Thessalonique, parmi les 30 000 manifestants, des inconnus ont brisé les vitrines du MsDonald's et de plusieurs banques et incendié plusieurs gros transfos qui alimentent les caméras de vidéo-surveillance des flics. A Larissa, de la peinture et des oeufs ont été balancés contre des banques et des sièges de partis.

13 décembre, Athènes - Pendant plus de deux heures, les bureaux de l'Union des Avocats sont occupés par une cinquantaine d'anarchistes en solidarité avec tous les prisonniers qui se sont battus pendant les mutineries de mai 2007 dans les prisons grecques, avec les prisonniers accusés d'appartenir à l'organisation communiste révolutionnaire 17 Novembre et avec les anarchistes incarcérés. Le Ministre de la Justice qui était censé y tenir un discours n'est plus venu. Au même moment, d'autres anarchistes occupent les bureaux des Amis de la Police. Le président du club, Giannis Mathioudakis, a sorti son flingue et a tiré plusieurs fois sur les occupants. Une personne a été arrêtée.

21 décembre, Volos - Deux distributeurs de billets de la Banque Emporiki sont incendiés à l'aide de bonbonnes de gaz.

21 décembre, Thessalonique - Une cabine d'alimentation d'électricité des caméras de police est incendiée.

21 décembre, Thessalonique - «L'incendie contre la voiture de la commune de Sykies était une réponse minimale face à l'arrestation injuste de Vagelis Botzatzis. Cette action est un geste de solidarité avec les trois compagnons qui sont poursuivis par l'Etat répressif et la seule organisation terroriste: la police grecque.»

24 décembre, Athènes - «Le 24 décembre nous avons attaqué le quartier général de l'entreprise de sécurité Group 4-Wackenhut. Environ 15 fourgons qui sont utilisés pour des transports de fonds ont été détruits. Outre le fait que cette entreprise exploite des prisons privées en Amérique et en Angleterre, elle constitue la part principale du corps pseudo-policier des professionnels de la sécurité. Ils inondent les rues en plantant partout des caméras big brother, faisant circuler les richesses des banques et défendant de nombreuses cibles capitalistes. Ils contribuent ainsi à l'augmentation du contrôle social et de la répression. [...] Le message est clair. Face à la rage des insurgés ils ne seront jamais à l'abri, même pas dans leur quartier général. Cette attaque était une action de solidarité avec nos compagnons incarcérés : Giannis Dimitrakis, Giorgos Voutsis-Vogiatzis, Marios Tsourapas, Christosomos Konthorevithakis, Vaggelis Botzatzis et les prisonniers de l'organisation révolutionnaire 17 Novembre qui sont maintenus en isolement total. Enfin, ceci était aussi une action de solidarité avec les prisonniers mutinés d'avril, dont beaucoup ont été torturés ou sont trans-

férés continuellement. Tout continue...»
Attaque revendiquée par les Groupes d'Attaque Révolutionnaire (Epanastatikes Omades Epithesis).

24 décembre, Athènes - Un distributeur de billets de la Banque Kyprou est incendié.

27 décembre, Athènes - Suite à une descente de police à l'Ecole Polytechnique où un concert de soutien aux compagnons incarcérés était prévu, la police anti-émeute a été attaquée à deux reprises (dont devant le siège du PASOK) avec des pierres, des barres et des cocktails Molotov.

1er janvier 2008, Athènes - «L'attaque contre la Banque Geniki [incendie 20 minutes après minuit, ndlr] le 1/1/2008 était une action de solidarité avec les combattants incarcérés. Tandis qu'au centre-ville sont organisées les "célébrations" du nouvel an, nous voulons montrer en attaquant que la flamme de la négation ne cessera pas de brûler cette nouvelle année comme les précédentes, en dépit de tous les plans répressifs. Liberté pour Kontorevithakis et Tsourapas.»

5 janvier, Athènes - Incendie contre les bureaux de Nea Demokratia (le parti au gouvernement) à Petralona en solidarité avec Marios Tsourapas, Christosomos Kontorevithakis, Vagelis Botzatzis et tous les prisonniers de l'Etat. Revendiqué par Les Brigades anarchiste enrégées.

8 janvier, Nicosia - Des détenus (ira-niens et afghans) incendient les toilettes

Une seconde lettre de Vaggelis Botzatzis

CA FAIT DÉJÀ DEUX MOIS que je suis incarcéré dans les bagnes de la démocratie. Dans les prisons-reflets de la société carcérale. Je suis en détention préventive avec une liste d'accusations basées sur le témoignage d'un agent de sécurité (qui prétend avoir vu ma plaque d'immatriculation) et sur une déclaration totalement reconstruite de ma compagne, qu'elle a dû signer après une heure de détention, de menaces et d'intimidations. Quelques jours plus tard, elle a d'elle-même retiré cette déclaration lors d'un interrogatoire.

Je suis incarcéré sous le coup de la loi anti-terroriste. Cette loi vise en pratique à enlever son sens à la résistance par des actions symboliques, pour qu'elle puisse être présentée comme une menace contre la société, cachant du même coup le fait que les terroristes sont ceux qui font ces lois. Dans ce cadre, des mandats d'arrêt ont été émis contre trois autres compagnons, qui sont actuellement recherchés par la police.

Rien de nouveau ou d'inhabituel pour ceux qui gardent les yeux ouverts et ne se font pas d'illusions.

Les juges, les procureurs et les enquêteurs incarcèrent des gens avant même le début du procès pour toutes les affaires qui passent dans leurs mains. Ils distribuent des perpétuités pour dissimuler leur implication dans les groupes parajudiciaires, et utilisent les 18 mois de détention préventive comme peine contre des personnes arrêtées tout en sachant qu'elles seront acquittées au tribunal... exécutant ainsi les ordres de leurs maîtres.

La police humilie la dignité humaine dans les commissariats, abat de sang froid des immigrés désarmés aux frontières ; tire une balle dans la tête pour «sauver» de l'argent pourtant couvert par les assurances [référence à un braqueur abattu récemment] ; «suicide» des prisonniers ; arrose de produits chimiques [les lacrymos] ceux qui décident d'aller contre la volonté des dominants.

Les médias et les journalistes, les partis politiques et les ministres, domestiques des millionnaires, font preuve d'une objectivité qui n'est rien d'autre que l'intérêt de leurs patrons. Les procureurs n'hésitent pas à trahir pour de l'argent ou une carrière. Et à côté de ce pot-pourri d'institutionnels, on trouve une délation socialement

diffuse. Des commerçants aux boutiquiers, des gardiens aux balances du quotidien et aux défenseurs de «la sueur honnête» des banques, des agents de sécurité aux hommes en uniforme qui supervisent et opèrent le contrôle social de tous les jours. De l'autre côté de ce silence et de cette obéissance imposée par cet engrenage complet de l'autorité, il y a ceux qui, le regard clair et le pas sûr, marchent sur le chemin de l'insurrection.

Que ce soit dans les prisons de la société ou dans les bagnes sociaux, la lutte continue...

Liberté pour les anarchistes Giannis Dimitrakis, Giorgos Voutsis-Vogiatzis, Marios Tsourapas, Chrisostomos Kontorevithakis et Nikos Kountardas !

Liberté pour le combattant Vagelis Pallis !
Solidarité avec les trois compagnons en cavale !
Liberté pour tous les prisonniers!

Vaggelis Botzatzis

24 janvier 2008, prison de Komotini

[Traduction de l'italien de La Bella n°4, mars 2008, inspirée de La Cavale n°12, avril 2008, p.14]

de la prison avec leurs vêtements, des draps et un spray insecticide. La police a réussi à éteindre le feu avant qu'il ne se propage.

10 janvier, Athènes - Des inconnus volent le drapeau grec sur l'immeuble du colonel retraité G. Papadopoulos (ex-chef de la junte militaire, 1967-1974), signant du tag Brigade des 714 prolétaires. Remis en place par des paramilitaires, il est aussitôt redérobé.

11 janvier, Athènes - La voiture du célèbre reporter de la télé Panos Sombolos est attaquée à coups de pierres et endommagée.

15 janvier, partout - Des stations de radio ont été occupées à Athènes, Thessalonique, Heraklion, Chania, Larissa, Lamia, Kozani, Mytilini en solidarité avec les prisonniers. Des communiqués ont été lus à propos du rôle social des prisons et la situation de certains compagnons.

13 janvier, Athènes - Incendie d'un véhicule de la société 3K Techniki, qui participe à la construction des prisons, à Patissia. Revendiqué en solidarité avec Vaggelis Botzatzis et les trois fugitifs du même cas. En même temps, les Cellules Autonomes ont revendiqué l'attaque contre la brigade de police anti-émeute avec un vélo enflammé, en solidarité avec l'anarchiste Nikos Kountardas.

17 janvier, Athènes - Deux engins placés à côté du concessionnaire Suzuki à Peristeri. L'un d'eux a causé des dégâts et l'autre retrouvé intact.

17 janvier, Athènes - Deux ans après le braquage de banque de Giannis Dimitrakis, trois banques (la Piraeus, Ethniki et Attiki) et un distributeur de billets ont été attaqués simultanément à midi. Un billet laissé sur place disait : «Nous n'oublions pas, nous n'oublierons pas. Solidarité avec G. Dimitrakis, incarcéré pour le braquage de la Banque Ethniki de la rue Solonos le 16 janvier 2006. Solidarité avec les trois compagnons en fuite. Feu aux banques».

19 janvier, Athènes - Le véhicule privé du consul honoraire du Chili à Athènes est incendié dans le quartier de Halandri, en solidarité avec les Mapuche. Revendiqué par Solidarité combattante (Mahitiki Allileggyi).

19 janvier, Athènes - Une agence de l'Eurobank est totalement incendiée avec des Molotov dans le quartier de Petralona. «Les Cellules de la Solidarité Incendiaire (Pirines Empristikis Allileggyis) revendiquent leur responsabilité dans l'incendie de l'Eurobank rue Trion Ierarhon à Petralona samedi 19 janvier, en solidarité avec l'anarchiste emprisonné Vaggelis Botzatzis, accusé de trois attaques incendiaires contre des cibles gouvernementales-économiques, et avec les trois fugitifs de la même affaire (...).»

21 janvier, Athènes & Thessalonique - 11 attaques simultanées entre minuit 51 et 1h18 contre des concessionnaires de luxe et des banques dans les deux villes. «La nuit dernière, série d'attaques incendiaires contre des concessionnaires de voitures de luxe qui



Halandri, Kifissia et Argiroupoli, contre des agences bancaires à Nea Filadelfia, Dafni, Egaleo, Ano Patissia, Dafni et 117, rue Martiou à Thessalonique, contre les voitures de PCC (compagnie d'électricité) à Athènes et Thessalonique, le tout mené par la Conspiration des Cellules du Feu d'Athènes et Thessalonique. Nous avons choisi de frapper des agences bancaires parce qu'elles constituent des symboles-instruments de l'exploitation et de l'empire économique. De plus, les banques sont les entreprises modernes qui vendent du rêve à crédit aux consommateurs qui enjolivent ainsi volontairement leur misère et leur esclavage économique. Nous avons attaqué PCC en réponse aux douzaines de travailleurs morts dans ses ateliers-prison par manque de mesures de sécurité et des effets mortels (cancers) apparus autour de ses usines électriques. Nous avons incendié des concessionnaires de voitures de luxe qui

constituent les symboles prestigieux de l'autorité à l'intérieur de la frénésie fétichiste de marchandises qui a saisi les métropoles. Nous ne respectons pas les rêves des citoyens légalistes d'avoir une voiture rapide face au lent suicide du style de vie moderne. Le caractère révolutionnaire d'un incendie de cibles économiques-capitalistes n'est pas dans la destruction physique mais aussi dans l'illégalité de l'action en soi. Et dans la décision d'attaquer. Dans cette situation, il y a aussi des pertes. A ce propos, nous dédions les attaques de la nuit dernière à Thessalonique et Athènes à l'anarchiste incarcéré V. Botzatzis, accusé de trois attaques incendiaires, ainsi qu'aux trois compagnons fugitifs accusés dans la même affaire, et qui ont préféré s'échapper que de se rendre. Nous n'oublions aucun compagnon incarcéré. Nous reviendrons. Conspiration des cellules du Feu Athènes-Thessalonique».

Lettre collective des compagnons

Tôt le matin du 26 novembre 2007...

...le compagnon V. Botzatzis est arrêté par des flics en civil dans une maison d'amis à Ano Poli (Thessalonique) et sa voiture est mise sous scellés. Il est emmené au commissariat de police de Thessalonique, où il est maintenu pendant 48 heures en isolement total et sans assistance juridique.

Le même jour, lundi matin, tandis que la police s'est déjà introduite dans sa maison et dans celle de son ami, la compagne de Vagelis est arrêtée au boulot.

L'après-midi et le soir du même jour, quatre autres compagnons, qui étaient liés politiquement à Vagelis, sont arrêtés. Deux au boulot, les deux autres dans un café du centre. Ils sont libérés la nuit-même pendant que se déroule une manifestation de solidarité. Nous étions plus de cent personnes devant le commissariat de police où Vagelis et son amie étaient encore détenus.

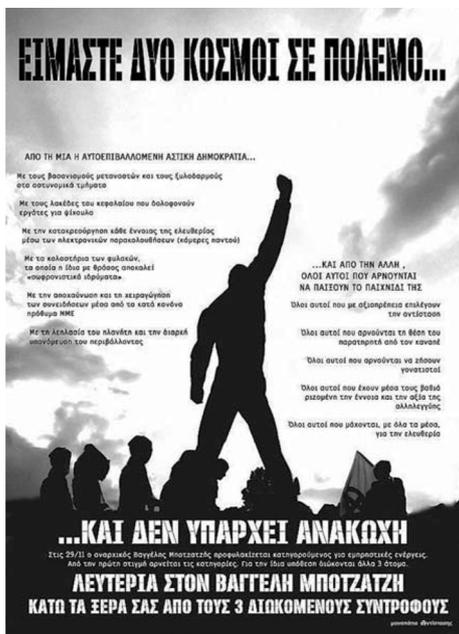
Mardi 27 novembre 2007

Après 35 heures de détention, l'amie de Vagelis est libérée. L'après-midi, Ano Poli (le quartier autour de nos maisons) est encerclé par les forces de l'ordre. Deux camionnettes de la police anti-émeute sont garées dans le quartier

des dizaines de policiers en civil, de motos et de voitures de police tournent dans les rues en provocation. Nous sommes informés que l'unité antiterroriste a fait irruption dans nos maisons (dans l'une des deux sans la présence d'un avocat ou d'un habitant des lieux, tandis que dans l'autre, un compagnon est arrêté et relâché quelques heures plus tard). Il est clair que la police joue un jeu crapuleux avec nous pour trouver un «coupable».

Mercredi 28 novembre 2007

Suite à une déclaration inconsistante et inventée de la compagne de Vagelis, obtenue grâce à des menaces, de la violence psychologique et des pressions, une liste incroyable d'accusations est rédigée contre Vagelis et trois mandats d'arrêt sont lancés contre nous. Les accusations à notre rencontre sont plus spécifiquement : incendie et tentative d'incendie en réunion et à plusieurs reprises, explosion et tentative d'explosion en groupe et à plusieurs reprises, fabrication et possession d'explosifs, dégradation de propriété privée à plusieurs reprises, constitution d'un groupe criminel, actions terroristes en réunion et à plusieurs reprises, possession illégale d'armes. Vagelis refuse les accusations, affirme qu'il est anarchiste et est incarcéré dans la prison de Komotini. Nous trois, nous réfutons également toutes les accusations.



23 janvier, Thessalonique - Les Cellules anarchistes/anti-autoritaires ont brisé les fenêtres, jeté des pierres et de la peinture rouge contre deux sièges de Nea Demokratia (au pouvoir) à Ano Poli et Triandria, en solidarité avec V. Botzatzis.

23 janvier, Thessalonique - Une explosion à la bonbonne de gaz détruit l'entrée de la mairie de Triandria. Revendiqué par le Réseau de réappropriation de la nuit.

25 janvier, Athènes - Attaque aux Molotov contre le commissariat de Pefki. Quatre voitures de patrouille, deux en civil et une moto, toutes garées devant, sont détruites. Une seconde attaque se produit en soirée contre le quartier de la police anti-émeute à Exarcheia. La première attaque est revendiquée par les Cercles de perturbation de la paix sociale (Kikli Diasalefsis tis Koinonikis Irinis), et fait aussi bien référence aux viols et à la prostitution dans les commissariats qu'aux opérations policières avec les fascistes, aux menaces contre les compagnons d'Heraklion en Crète qu'aux révoltes dans les prisons et aux anarchistes incarcérés.

29 janvier, Athènes - Le transfo de caméras de vidéo-surveillance est saboté en plein jour. Trois arrêtés vite relâchés.

29 janvier, Thessalonique - Explosion dans une filiale de la Banque Postale grecque rue Tsimiski. Le communiqué de la Fondation Gilles [sic] Bonnot précise qu'elle est dédiée «au braqueur anonyme retrouvé mort devant la Banque Postale dans le square Attiki, Athènes, abattu par les propriétaires et les flics».

30 janvier, Heraklion - Le commissariat est attaqué avec des bombes de peinture lors d'une manifestation de 250 personnes organisée par les anarchistes contre le kidnapping avec menaces d'un compagnon par des flics en civil.

30 janvier, Athènes - Attaque de la Banque Ethniki à coups de marteau, pierres et peinture à Gizi. 14 arrêtés puis relâchés.

1 février, Athènes - Un groupe masqué attaque le Ministère de l'Agriculture avec des marteaux et des bombes de peinture. Des flyers et des slogans sont laissés contre le 4e Sommet des Biotechnologies d'Athènes les 2-3 février.

2 février, Athènes - Un groupe de 20 personnes brise les vitres du centre médical de la police et y jette des bombes de peinture. Trois voitures de sécurité sont aussi endommagées.

2 février, Athènes - Contre-manifestation de 600 personnes en réponse à celle organisée par le parti néo-nazi

Chrissi Avgi. Nombreux affrontements dans la ville avant le départ officiel du rassemblement fasciste à 19h. Finalement interdit, les fafs se retirent. Jusqu'à 10h du soir, plusieurs affrontements entre de grands groupes de contre-manifestants et les keufs.

3 février, Thessalonique - Deux Molotov sont lancés contre une église à Ano Poli.

5 février, Lamia - Bagarre avec des fascistes et nationalistes à l'Institut Technique. Ils sont défoncés et abandonnés par terre, laissés au réconfort des vigiles accourus un peu tard.

5 février, Athènes - Un groupe d'une vingtaine de personnes envahit la librairie d'extrême-droite du frère d'Adonis Georgiadis (ministre néo-fasciste), brisant des vitres avec des pierres et des barres, jetant les livres dans la rue et de la peinture sur les murs.

10 février, Athènes - La Cellule d'Anarchistes déboussants d'Action anti-autoritaire revendique l'attaque contre le complexe scolaire d'Hologos le 26 janvier et une jeep de luxe ce même jour.

11 février, Athènes - Vers 10h du soir, les bureaux de l'OAED (équivalent de l'ANPE) sont totalement détruits, ravagés par les flammes de plusieurs molotov balancés dedans, malgré l'intervention de 10 véhicules des pompiers.

12 février, Athènes - Vers minuit, un groupe de 10 personnes brise les vitres de la compagnie d'assurance Interamerican et y balance des molotovs. Revendiqué par la Brigade Anarchiste Giannis Tamtakos [anarchiste décédé à 100 ans le 4 janvier 2008, actif dans le mouvement ouvrier, et notamment à Thessalonique en mai 1936, ce qui lui a valu exil et prison] qui précise notamment : «Cette attaque contre l'OAED le 11 février rue Kallirois et contre les bureaux de l'Interamerican le 12 février à Alimos est notre contribution au dialogue sur la réforme du système de retraites».

13 février, partout - Nouvelle journée de grève générale contre la réforme du système de retraites. A Athènes, nombreuses attaques/harcèlements pour obliger des boutiques à fermer. A Mouseio, attaque contre les anti-émeutes, deux véhicules de police incendiés et du matériel leur appartenant exproprié. Un flic tire une dizaine de fois contre les manifestants sans les toucher. Lors de la manif, les attaques policières contre le bloc anarchiste/anti-autoritaire sont repoussées. A Thessalonique, de nombreuses caméras de vidéo-surveillance de banques et magasins sont détruites. Plusieurs vitrines sautent (sex-shop, magasin de fourrures, Zara) et des magasins sont obligés de fermer.

14 février, Thessalonique - Une attaque au gaz provoque des dégâts

de Thessalonique en cavale

Les médias collaborent formidablement avec la police et les autorités. Nos photos sont publiées dans les journaux *Makedonia* et *Ethnos* et diffusées par les chaînes télévisées *Mega*, *ET3*, *Alter* et *Alpha*. Il ne manquait que le mot «recherché» et une récompense offerte à toute personne pouvant donner des informations.

Dans cette atmosphère, nous n'avons pas hésité une seconde avant de choisir la cavale. Un choix aussi conscient que politique. Nous sommes anarchistes et nous comprenons le monde qui nous entoure de cette manière. Pour nous, la lutte pour la liberté est la seule option. Nous n'avons jamais reconnu les étiquettes innocent/coupable, moral/immoral, bon/mauvais et ce n'est pas maintenant que nous le ferons. Nous avons ainsi choisi de ne pas être victimes de l'autorité, des procès, des lois, de leur sévérité ou de leur clémence. Nous nous réalisons comme individus politiques qui appartiennent au mouvement anarchiste-révolutionnaire. Notre participation à ce mouvement est une manière de vivre au présent sans attendre avec résignation un paradis de justice sociale sur terre, mais en portant en avant une recherche quotidienne et la rupture avec les institutions et les rapports, afin de regagner la dignité humaine.

Nous vivons dans les conditions du présent, sans prêcher des «lendemain qui chantent», nous

vivons et luttons pour le présent en ouvrant des perspectives pour l'avenir. Nous considérons le triptyque «hier-aujourd'hui-demain» comme le début d'une critique fructueuse. Nous apprenons de nos fautes et nous les dépassons.

Nous voyons notre réalisation-existence comme l'ennemi de l'existant. Nous nous opposons activement à tout ce qui produit cette foutue société, la voyant comme un tout. Nous ne voyons pas seulement ceux au pouvoir et leurs institutions mais aussi la part du citoyenisme abruti. Des gens dont le comportement neutre n'est pas neutre du tout, parce que le silence signifie complicité, des gens qui tentent de garder un poste tranquille dans ce système dirigé par une somme complexe de micro-autorités. C'est le cas des gens qui jouent volontairement le rôle des citoyens-conscients, de balances, respectueux de la loi, pour qui les règles, la loi et l'ordre ont une puissance éthique au même titre que l'obéissance jusqu'à la mort dans les cimetières sociaux modernes.

Cela a été, est et sera toujours notre choix de rester de l'autre côté de toute cette boue, et la raison en est que nul autre que nous ne peut déterminer nos vies et notre liberté.

Nous avons toujours été, nous sommes et nous resterons toujours contre ce monde qui ne pêche

qu'apathie, sécurité et servitude volontaire. Nos actes ressemblent à des eaux furieuses qui tentent d'entraîner avec elles l'ordre de l'autorité sous toutes ses formes. Les rochers des limites de la légalité, qui essaient habilement de contenir les éléments radicaux de cette société, n'arrêteront pas le cours de ces eaux. Nous ne sommes pas disposés à faire des compromis avec ce vieux monde et ne le serons jamais. Parce que nous n'aurons jamais notre place dans l'enceinte de l'autorité. Parce que notre dignité ne nous fera jamais intégrer un troupeau prêt à être domestiqué. Parce que nous connaissons trop bien votre démocratie de castes, la démocratie des totalitarismes, du contrôle et de la sécurité-insécurité. Parce que nous sommes des êtres humains et que nous ne vendrons jamais notre liberté, quel qu'en soit le prix. Nous nous verrons lors du spectacle théâtral que vous appelez procès.

Sur le chemin de la liberté, rien n'est fini, tout continue.

Liberté pour le compagnon Vagelis Botzatis.

Dimitra S., Kostas H., Ilias N.

[Traduction de l'italien de *La Bella* n°4, mars 2008, inspirée de *La Cavale* n°12, avril 2008, pp.15-16]

contre la Banque *Emporiki* dans la nuit.

16 février, Chania (Crète) - Explosion de la voiture du chef de la police, garée devant sa maison à Neo Chora.

19 février, Thessalonique - Une annexe du ministère de l'Emploi est endommagée par trois engins à base de bonbonnes de gaz.

19 février, Thessalonique - Une action au grand jour avec 50 personnes détruit une caméra de vidéo-surveillance du Tribunal Administratif.

20 février, Athènes - Les bureaux de l'ex-ministre de la Justice, Anastassis Papaligouras, sont incendiés dans l'après-midi avec des bonbonnes de gaz.

21 février, Athènes-Thessalonique - *La Conspiration des Cellules du Feu Thessalonique-Athènes* revendiquent de nombreuses attaques incendiaires de la veille : celle de jour contre les bureaux de Papaligouras à Athènes le 20/02, et de nuit contre la Banque *Emporiki* le 14/02 et le ministère de l'Emploi le 19/02 à Thessalonique, plus à Athènes la veille 10 banques (*Proton bank* dans le centre d'Athènes, *City Bank* à Petroupoli, *Millenium Bank* à Gerakas, *Millenium Bank* dans le centre d'Athènes, *City Bank* à Pireaus, *Open 24 (Eurobank)* à Pireaus, *Eurobank* à Syggrou, *Eurobank* à Kallitheia, *Cyprus Bank* à Patissia, et *Ethniki Bank* à Vyronas), 4 voitures de luxe et une compagnie d'assurance (les

bureaux d'*Ethniki* à Kato Halandri). Le tout dédié au braqueur anarchiste incarcéré Giorgos Voutsis-Vogiatzis.

22 février, Thessalonique - Manifestation de 700 personnes en solidarité avec l'anarchiste incarcéré Vaggelis Botzatis.

23 février, Athènes - Manifestation anti-fasciste de 2000 personnes. Juste avant, un groupe de fascistes est défoncé. Au cours du défilé, plusieurs caméras de vidéo-surveillance sont brisées.

24 février, Athènes - Explosion d'une bombe devant le ministère de l'Environnement et des Travaux Publics vers 16h50, après un coup de téléphone qui a fait évacuer son personnel. Revendiqué par le groupe *Action révolutionnaire Armée (ENEDRA)*.

19-20 mars, partout - Manifestations contre la loi de réforme des retraites. 200 000 manifestants à Athènes. Les affrontements commencent devant le Parlement, où des vitrines de banque et des caméras sont en miettes. Ils se poursuivent près des universités, où des barricades sont dressées. Des magasins de luxe qui continuent de travailler ont leur vitrines brisées. A Thessalonique défilent 20 000 manifestants. Un distributeur de billets brûle, des vitres et des caméras de banques sont détruites. Les gauchistes attaquent les personnes

masquées. A Heraklion (Crète) défilent 4000 manifestants. Nombreuses caméras de surveillance détruites et peinture contre les bureaux de *Nea Demokratia* (droite au pouvoir). Devant la Préfecture, les syndicalistes empêchent son occupation et se frittent avec les anarchistes, qui réussissent toutefois à en défoncer l'entrée.

18-20 mars, Athènes-Thessalonique - *La Conspiration des Cellules du Feu* revendiquent «trois jours de festival du feu», soit les attaques incendiaires le 18/03 contre un bus de la police à Egalo (Athènes), le 19/03 contre la mairie et une voiture d'une compagnie de sécurité à Thessalonique, le 20/03 à Athènes contre des compagnies de sécurité (voitures à Koukaki et Petralona, bureaux à Galatsi), des banques (*Millenium Bank* à Pagrati et *Empori Bank* à Agia Paraskevi), des constructeurs de prison (voiture à Kifissia) et de système de surveillance électronique (voiture à Agioi Anargiroi). Actions dédiées à Chrissostomos Kontorevithakis et Marios Tsourapas, compagnons qui passent en procès en juillet pour tentative d'explosion d'un véhicule de la police municipale.

25 mars, Athènes - Une succursale de la banque *Emporiki* est attaquée à Peristeri vers trois heures du matin. Ses vitres sont détruites et 10 molotovs la ravagent complètement. «En solidarité avec l'anarchiste incarcéré Giannis Dimitrakis, qui par son attitude décente

face au système carcéral barbare a donné l'occasion de se déclencher à une vague de mutineries à travers le pays. Liberté pour les combattants emprisonnés. La lutte continue».

28 mars, Athènes - Des engins incendiaires détruisent quatre véhicules de l'OTE (télécoms grecs) à Agia Paraskevi, deux véhicules des supermarchés *Dexim* et *Sklavenitis* à Agioi Anargiroi et Panormou et celui d'une compagnie de sécurité. Tous tirent profit de l'exploitation des prisonniers. «*Actions dédiées à la mémoire de Haris Temperekidis, assassiné par les flingues des policiers de l'EKAM; pourchassé dans les montagnes, après un braquage en février 99*».

28 mars, Nicosie (Chypre) - Incendie de quatre véhicules du ministère de l'Agriculture, plus un endommagé.

31 mars, Thessalonique - «*Aujourd'hui 31/17/8 vers 7 h du matin, nous avons attaqué Probank, rue Al. Svolou, square Navarinou, en solidarité avec l'anarchiste incarcéré Vaggelis Botzatis et les trois compagnons en fuite, poursuivis par loi «anti-terroriste».* Nous brisons la loi dans les rues. Tout continue».

[Traduit de l'anglais. Publié sur directactiongr.blogspot.com]

POSER LES BONNES QUESTIONS

Il est souvent difficile de poser les bonnes questions. On aboutit souvent à quelques opinions superficielles qui restent loin du cœur des choses. Dans cette société où le rabâchage des politiciens et des puissants semble tout dominer, il est difficile qu'il en soit autrement. Et c'est souvent parce que l'espace nous manque que nous ne pouvons pas poser ces questions.

Si nous voulons l'espace où poser des questions, nous devons le prendre, ce qui n'est pas possible sans coup férir. Pendant des années, nous avons à peine entendu parler de ce qui se passait à l'intérieur des murs des prisons de ce pays. Pourtant, la prison n'était jamais bien loin, nous avons tous bien un ami ou un proche en taule. Mais le silence régnait. Au cours de cette dernière année, ce silence a été clairement brisé, parce que des prisonniers ont pris l'espace de se faire entendre. Ils se sont révoltés de différentes manières, en affrontant les matons et les flics, en détruisant partiellement les infrastructures de ces institutions tant haïes ou en y boutant le feu. De nombreux prisonniers ont tenté individuellement ou collectivement de s'évader et d'assouvir leur soif de liberté.

Cette agitation permet de poser les bonnes questions. Qui remplit les prisons? Comment se fait-il que la plupart de ceux qui peuplent les prisons ont été condamnés pour des délits contre la propriété comme des vols, des braquages...? Si nous commençons à nous poser ce type de questions, nous voyons vite que la prison n'est qu'un instrument de l'Etat qui sert à maintenir les pauvres sous le joug, à isoler les rebelles, à protéger les riches et le pouvoir. Et alors nous comprenons que cette société n'est basée que sur deux choses: l'exploitation et la domination.

Souvent, des prisonniers se révoltent en partant des conditions concrètes de leur enfermement (tabassages, isolement, manque de nourriture, trop peu de promenades, pas assez de visites...). Ainsi, une soixantaine de détenus ont récemment occupé le préau à Dendermonde pour avancer quelques revendications. Quelques jours plus tard, la même chose se passait à la prison de Merksplas, tandis qu'il y a moins de deux mois une mutinerie en règle éclatait à la prison d'Andenne. Nous partageons leur révolte et nous exprimons notre solidarité en combattant la prison du dehors – avec eux, comme complices dans une lutte pour la liberté.

L'histoire ne commence et ne finit pas par les prisons. Des dizaines de personnes sont déportées tous les jours parce qu'elles n'ont pas les bons papiers. Ces indésirables sont enfermés dans des camps appelés «centres fermés» en attendant leur déportation. Sous menace d'expulsion, ces personnes (même temporairement régularisées) sont forcées d'accepter des conditions de travail misérables qui rappellent celles qu'ils ont fui. De cette manière, le système s'assure une force de travail à bon marché. Dans ces camps là aussi, des révoltes éclatent et des personnes tentent de s'évader. Notre solidarité se traduit là aussi dans la lutte contre toutes les frontières, les nations et les Etats.

La série de mutineries et d'évasions dans les prisons et les camps de déportations ne passe pas inaperçue et l'Etat prépare sa réponse. En construisant des cellules de haute sécurité à Lantin et à Bruges, des prisons dans la prison, afin d'enterrer vivant les prisonniers les plus réfractaires. Il prévoit également deux nouvelles prisons (à Namur et Dendermonde), deux prisons pour mineurs (à Everberg et quelque-part en Wallonie), deux prisons psychiatriques (à Gand et Anvers) et deux nouveaux centres fermés (à Zaventem).

Face à leur arrogance et à leur apparente invulnérabilité, diffusons cette révolte, sabotons la machine à enfermer.

**MORT A LA PRISON ET A SON MONDE
LIBERTE POUR TOUS**

[Tract distribué fin novembre/début décembre 2007 sur les marchés de Molenbeek et Schaerbeek à Bruxelles, suite aux occupations de la cour dans les prisons de Merksplas et Dendermonde]

Les matons de la démocratie

Fin février 2008, des centaines de matons de toute l'Europe ont manifesté à Bruxelles. Plusieurs syndicats de matons avaient envoyé des délégations et essayent de monter une campagne de longue durée pour conscientiser les gouvernements des pays européens des problèmes dans les prisons, notamment la surpopulation, le financement insuffisant, le manque d'alternatives à l'enfermement,... Ils n'ont pas seulement manifesté en leur nom à cause des mauvaises conditions de travail, mais aussi au nom des prisonniers.

CETTE MANIFESTATION tombe pile pour les matons belges, alors qu'ils restaient un peu muets face aux déclarations des délégués syndicaux d'autres pays européens. Depuis plusieurs années, les syndicats belges demandent la construction de nouvelles prisons pour résoudre les problèmes dans les prisons et pour neutraliser les tensions croissantes. Cependant, quelques syndicats présents à la manifestation de Bruxelles affirmaient qu'une augmentation de la capacité d'enfermement n'est pas vraiment une solution et qu'il faut simplement qu'il y ait moins de gens dans les prisons (soit par réduction de la détention préventive, soit par des peines alternatives, soit par une tournure plus humaine dans les tribunaux). Face aux doutes que pourraient semer de telles affirmations quand elles sortent de la bouche de matons, les syndicats belges et les politiciens ont voulu garder le dessus – et se ranger derrière une revendication qui n'avait pas été mise en avant par la manifestation (c'est à dire, la construction de nouvelles prisons). Ainsi la boucle du théâtre démocratique était bouclée.

Le système carcéral tel qu'il existe actuellement en Belgique est en grande partie dépassé. Les conditions misérables, la violence physique brute des matons, le manque d'organes de «réintégration»,... font que les prisons contrastent avec l'oppression démocratique plus propre hors des murs – où on prêche la tolérance face à l'exploitation quotidienne; où l'aliénation est vantée en tant que la plus captivante manière de vivre sa vie; où de nouvelles marchandises technologiques sont introduites pour masquer le manque de sens de la vie à laquelle ils veulent nous condamner; où l'opposition ineffaçable entre patrons et exploités est dissimulée dans un théâtre de participation, de cogestion, de citoyenneté,...

Désormais, des feux de rage et de révolte couvent à l'intérieur des murs. Fréquemment, ils se ravivent et les prisonniers se préoccupent alors peu des règles du jeu démocratique pour manifester leur mécontentement. Cette situation pousse la domination à une restructuration urgente, dans laquelle les matons jouent aussi leur rôle. Une restructuration qui peut aller dans le sens d'un cloisonnement plus rigide que jamais des prisonniers révoltés et des «criminels irréductibles» dans des quartiers spéciaux d'isolement, d'un développement de prisons propres où les prisonniers participent par exemple à la gestion (ils ne sont alors plus seulement incarcérés, mais également enfermés dans les filets de la démocratie, où les bonnes questions ne peuvent être posées qu'à travers une violente rupture), d'une séparation des différentes catégories de prisonniers (les sans-papiers, les braqueurs, les trafiquants de drogue, les délinquants sexuels,...) et surtout du développement de méthodes disciplinaires et punitives alternatives comme le bracelet électronique, mais tout aussi bien un boulot garanti quand on sort après une courte période d'enfermement.

Ici et là, on suggère parfois que les matons eux aussi ne sont que des travailleurs et doivent, en tant que tels, être soutenus



dans leurs conflits avec leur employeur, c'est-à-dire l'Etat. Pour soutenir cette thèse, il est ajouté que beaucoup de matons ne sont que des pauvres qui ont choisi pour leur sécurité un poste de travail fixe dans les institutions publiques. Ceux qui défendent de telles opinions se réjouissaient certainement de la manifestation des matons à Bruxelles. Comme les matons, ils jouent eux aussi leur rôle dans la restructuration de la machine à punir et à enfermer. Misant sur des arguments humanitaires contre la torture et sur des études sociologiques qui démontrent que la prison ne sert pas à empêcher la récidive, ils avancent alors la conclusion inévitable qu'il vaut mieux abolir les prisons. De cette manière, ils fournissent à la domination les meilleurs arguments pour une perpétuation plus rationnelle et plus efficace du système.

Quant à nous, nous n'avons rien à chercher dans de tels tiraillements... en outre, les conclusions pratiques qui proviennent de tels raisonnements démocratiques par excellence (c'est-à-dire engager un dialogue avec les matons en grève; l'attitude bienveillante et aimable envers les «bons gardiens» qui désavouent les tortures de leurs «mauvais» collègues; la participation à des «activités sociales» à l'intérieur des murs,...) nous donnent la nausée. Nous n'avons aucun rôle à jouer dans la restructuration de la machine à enfermer – nous nous situons en dehors de tout ça parce que nos désirs sont bien plus démesurés. Nous ne plaidons ni pour le démantèlement progressif des prisons (pour que la domination trouve de meilleurs moyens), ni pour l'abolition des prisons (quelques centaines de caméras seraient peut-être moins coûteuses que l'enfermement d'une personne pendant un an); en revanche nous luttons pour la destruction de toutes les prisons et du monde qui va avec... et ça c'est quelque chose de tout à fait différent.

Dans cette lutte, nous partons tout d'abord de nous-mêmes... et ceci nous place en opposition inconciliable avec tous ceux qui rendent possible l'existence des prisons (comme les matons – peu importe qu'ils soient humains ou démocratiques). C'est la révolte qui clarifie qui est du côté de la domination et qui s'y oppose sans compromis. Ceci est le fondement de notre solidarité avec les révoltes individuelles et collectives des prisonniers.

[A partir du texte à paraître dans *La Cavale* n°12, avril 2008]

Contre les rafles et les centres de déportation

C'EST ARRIVÉ il n'y a pas longtemps. Tu prenais le métro en vitesse et ils étaient là, à la sortie, avec leurs sinistres uniformes. Tout le monde était contrôlé. Certains n'ont pas pu montrer un ticket valide et ont dû donner leurs cartes d'identité. Certains n'avaient même pas de carte d'identité à montrer. Ceux-là ont été séparés, arrêtés et emmenés vers un centre fermé.

Un centre de rapatriement, comme ils appellent ça, en fait c'est juste des prisons. Des gens y sont enfermés, privés de leur liberté. On essaie d'y instaurer la peur par la menace d'une déportation. L'Etat démocratique laisse une trace sanglante, aux frontières comme dans nos quartiers.

Ça suffit! Des gens sont traqués et détenus à un rythme effréné. Pourquoi? Parce qu'ils sont nés ailleurs, parce qu'ils essaient de survivre avec les moyens du bord. Parce qu'il est plus facile d'exploiter et de bâillonner les gens quand une partie possède des papiers

et l'autre n'en a pas. Papiers qui permettent aux détenteurs de pouvoir, aux flics, aux politiciens de nous contrôler, de nous monter les uns contre les autres et de nous dominer. Ce sont eux qui sont responsables de la misère qu'on doit affronter tous les jours.

Nous ne nous laissons plus humilier, traquer, enfermer... Début mars, les détenus du centre de déportation de Vottem ont entamé une grève de la faim. Quelques jours plus tard, les prisonniers du 127bis à Steenokkerzeel ont suivi. Cachot, menaces, passages à tabac, humiliations sont utilisés pour tenter de les briser.

Fini la résignation ! Exprimons notre rage contre les rafles et les centres de déportation.

[Texte de l'affiche d'appel au rassemblement contre les rafles et les centres de rétention du 11 avril 2008 à Molenbeek (Bruxelles)]

CONTRE LE MUR

LUNDI 18 FÉVRIER 2008, des dizaines de détenus ont occupé le préau à la prison d'Ittre. Dans l'après-midi, des détenus avaient fait part de diverses revendications à la direction pénitentiaire concernant la nourriture, les visites et les possibilités de récréation. Face au refus d'accéder à leurs demandes, les détenus ont refusé de réintégrer leurs cellules. Ils ont occupé le préau et ont dégradé les enceintes et les murs. Un grand déploiement policier a été nécessaire pour mettre fin à cette protestation. L'occupation avait commencé à 18h, ce n'est que vers 1h30 que les policiers ont réussi à rétablir l'ordre.

LE MÊME JOUR, Sylvia J., 22 ans, meurt dans un accident de voiture suite à une longue poursuite par les flics. La fille de 18 ans qui était aussi dans la voiture, est grièvement blessée. Un 'bon citoyen' à Woluwe Saint Pierre avait averti les flics qu'il avait vu sortir deux filles d'une maison. La patrouille locale les a vu monter dans la voiture et s'est lancée à leur poursuite. Dans cette poursuite, d'autres patrouilles de différentes zones ont rejoint la chasse. Sylvia a perdu le contrôle du volant et la voiture a embouti un arbre.

NOUS NE POUVONS PAS RESTER INDIFFÉRENTS face à ce meurtre policier. Nous n'avons pas oublié comment, plus tôt dans le mois à Braine-le-Comte, un jeune homme a reçu une balle dans la tête, quand il montrait un faux revolver lors d'un contrôle policier. C'est la même police qui nous harcèle avec des contrôles d'identité, la même police qui nous incarcère quand on enfreint les lois et les règles qui nous sont imposées. Que les flics et les prisons ne servent qu'à protéger l'ordre établi et qu'ils n'hésiteront pas à aller jusqu'au bout, on nous le fait comprendre chaque jour.

FACE À NOTRE DÉSIR DE LIBERTÉ, chaque flic est un ennemi, chaque mur qu'ils érigent pour enfermer mérite des coups de masse.

Nous sommes solidaires avec la résistance des prisonniers et avec chaque coup infligé à ce qui nous opprime et nous détruit.



BRÈVES DU DÉSORDRE BELGES

23 novembre 2007, Bruxelles — La police est prévenue d'un vol dans un véhicule vers 22h10 au rond-point du boulevard Léopold II et de la rue de Ribaucourt à Molenbeek Saint-Jean. Elle se lance alors dans une brève course-poursuite avec le suspect désigné par un témoin, avant de l'interpeller. Le voleur présumé est placé dans un véhicule de police avec l'aide d'une patrouille venue en renfort. Suite à l'interpellation, un premier véhicule de police quitte les lieux, tandis que le second où se trouve le suspect est encerclé par un groupe de 40 jeunes. Ils ouvrent les portières du véhicule et frappent les policiers. Le suspect réussit alors à prendre la fuite avec la complicité de jeunes du groupe avant d'être réinterpellé par des policiers. Les forces de l'ordre ont fait usage de leurs sprays lacrymogènes et de leurs armes à feu en tirant un coup de semonce.

25 novembre, Dendermonde — Une 60aine de prisonniers a occupé vers 18h la cour de la prison. Ils ont formulé quelques revendications parmi lesquelles : meilleure nourriture, plus de possibilités de détente, plus de promenades, des prix plus bas à la cantine, plus de visites,... Quand la direction a voulu négocier, les prisonniers ont refusé. Suite à ça, elle a appelé la police. Après un dernier avertissement les prisonniers ont regagné les cellules vers 19h30.

20 novembre, Merksplas — Près de 25 prisonniers ont occupé la cour de la prison et ont

refusé de réintégrer les cellules, ce qu'ils n'ont fait que suite à l'arrivée de la police. Ni la direction, ni les syndicats de matons n'ont voulu donner leur opinion sur les motivations des prisonniers. Début septembre déjà, une tentative d'évasion de 30 prisonniers a été déjouée au dernier moment par un maton.

11 décembre, Nossegem — Les trains entre Louvain et Bruxelles ont accusé des retards entre 7h10 et 9h30 suite à des destructions des câbles. L'enquête a découvert qu'il ne s'agissait pas d'un vol de cuivre, mais de sabotage. Il y a eu trois jours de grèves des machinistes de la SNCB au mois de décembre 2007.

13 décembre, Gand — Le consulat italien est maculé de peinture rouge et couvert du slogan «*contro tutte il carceri*» en solidarité avec la grève de la faim des ergostolani dans les prisons de la péninsule.

15 décembre, Gand — Dans la nuit, deux individus masqués ont vandalisé la façade du parti fasciste *Vlaams Belang*. Ils ont jeté des bouteilles remplies de peinture noire et rose.

15 décembre, Bruxelles — La brasserie du Parquet, où les magistrats viennent dîner le midi, est vandalisée par des gens masqués. Des fenêtres sont cassées et des tags laissés sur place.

16 décembre, Gand — Quelques dizaines de prisonniers de Gand (les médias parlent de 40) ont refusé de regagner les cellules. Les prisonniers refusent les règlements qui sont imposés très strictement et ont voulu dénoncer l'arbitraire, l'abus de pouvoir et les mauvais traitements des matons. Ils parlent d'une équipe de tabassage. Après de multiples menaces, la moitié a regagné les cellules. Une vingtaine de prisonniers sont cependant restés pendant six heures dans la cour, jusqu'au moment où 60 flics anti-émeute les ont frappé avec leurs matraques. Après l'occupation du préau à Merksplas le 20 novembre et à Termonde le 26 novembre, cette fois-ci, les prisonniers de Gand se sont fait entendre. Que leur voix résonne fort !

31 décembre, Gand — «*Le VDAB dans la rue Congo a déjà reçu les premiers vœux de nouvel an. Des slogans ont été peints sur la façade comme : "Tous les matons au chômage !", "Mutinerie dedans et dehors", "Détruisons la prison". Aussi quelques banques et des entreprises ont eu leurs façades taggées.*» Le VDAB est l'équivalent belge de l'ANPE, impliqué dans la gestion de la prison de Gand.

1er janvier 2008, Gand — Les vitres de trois banques ont été cassées dans le Brugstraat à Gand. Sur le mur, les phrases «*Destroy prison*» et «*Saint Sylvestre rebelle*» ont été laissées.

Les centres fermés transpirent l'angoisse. Des réfugiés (femmes, hommes et enfants), rendus illégaux parce qu'ils ne possèdent pas les bons papiers, y sont détenus. Chaque jour, des détenus sont emmenés ... pour ne plus jamais revenir.

Les prisonniers des camps de déportations sont terrorisés. Ils vivent tous avec l'angoisse et le stress permanent d'être le prochain sur la liste.

Les gardiens enferment des gens derrière des barreaux et les réduisent à l'inaction et à la paralysie par la contrainte physique. Ils doivent faire en sorte que personne ne se révolte ou s'évade.

Les assistants sociaux sont là pour faire savoir aux réfugiés qu'ils n'ont pas la moindre chance. Ils essaient de briser leur dernier espoir.

Les docteurs bourrent les détenus de calmants, de somnifères et autres médicaments dangereux. Les cerveaux sont conditionnés pour supporter une situation intenable.

Les directeurs sont à la tête de cette politique de la terreur.

Il n'y a pas de travailleur innocent dans les camps: tous participent à la destruction d'êtres humains.



2 janvier, Gand — «*Cette nuit, des journaux en flammes ont été déposés dans la boîte aux lettres de Lannoo. La lutte continue.*» L'imprimerie Lannoo est un des employeurs des détenus de la prison de Gand.

1er janvier, Louvain — «*Nouvel an 2008. Centres ouverts centres fermés. On n'oubliera jamais les morts et le temps perdu. L'office de Fedasil à Louvain attaqué cette nuit.*» FEDASIL est l'agence fédérale belge qui gère les centres d'accueil des demandeurs d'asile.

5 janvier, Merksplas — Une vingtaine de détenus du centre de rétention à Merksplas se sont mutinés. Ils ont endommagé l'infrastructure du camp. La police a dû intervenir pour rétablir l'ordre. Douze détenus ont été mis en isolement. Selon le directeur, les dégâts sont importants.

7 janvier, Gand — Une voiture a été complètement détruite après un jet de cocktail molotov. Un autre molotov est retrouvé en dessous d'un second véhicule de la même société d'énergie Dalkia. L'entreprise Dalkia est impliquée dans la construction et l'entretien des prisons belges.

7 janvier, Schoten — Pendant la période du nouvel an, des inconnus ont endommagé la façade et la porte du secrétariat du parti fasciste *Vlaams Belang*. Ce n'est pas la première fois que ce local reçoit une visite de vandales.

9 janvier, Bruxelles — Quatre sans-papiers s'évadent du centre de rétention 127bis. Un des quatre échappe ainsi à une expulsion imminente. Deux barreaux ont été retirés. Officiellement pour 2007, 53 sans-papiers se sont évadés des centres de rétention, 27 de Vottem, 12 de Steenokkerzeel. Trois ont été repris.

10 janvier, Bruxelles — «*Le 10 janvier 2008, des vitres de la Régie des Bâtiments ont été brisées dans la rue Jourdan à Bruxelles. Le slogan "La révolte de [la prison de] Merksplas te poursuit." a été peint sur le mur.*»

13 janvier, Hasselt — 130 prisonniers refusent de réintégrer les cellules. «*Les flics ont dû intervenir pour réprimer les troubles. Les prisonniers ont finalement réintégré leur cellule par petits groupes. Les rébellions ont duré jusqu'aux environs de minuit*» selon les médias. Par ailleurs, des inconnus ont tagué des slogans à différents endroits (des bâtiments officiels, des tribunaux,...) à Hasselt. Il s'agit des slogans comme : «*Détruisons la prison*», «*Plus de matons blessés*», «*Vive la révolte*».

23 janvier, Louvain — Des inconnus ont cassé quatre vitres des bureaux du syndicat de matons ACOD. C'est déjà la deuxième fois en un an que les vitres de ce bâtiment sont cassées.

25 janvier, Gand — «*Dans la nuit du 24 au 25 janvier, les quatre pneus d'un véhicule de Denys à Ledeborg ont été crevés. Les vitres ont été brisées et un tag "vengeance" a été peint sur le*

véhicule». L'entreprise Denys a collaboré, entre autres, à la rénovation de la façade de la prison de Gand.

25 janvier, Bruxelles — Dans la nuit de mercredi à jeudi, des inconnus ont cassé les carreaux, soit plusieurs dizaines au total, de la façade Art nouveau de l'ancien Palais du Vin, un bâtiment rénové à grands frais pour accueillir l'ASBL *les Ateliers des Tanneurs*, un important centre d'activités à vocation sociale. De quoi s'interroger, en effet : hier matin, il fallait voir la foule à la recherche d'un emploi, qui se pressait dans le bâtiment, pour mesurer le rôle considérable que le centre du CPAS exerce dans le quartier des Marolles.

16 février, Bruxelles — Il y a un mois, des vandales ont réussi à entrer dans le bâtiment de la police de la circulation à Auderghem. Ils y ont cassé tous les véhicules de service.

18 février, Ittre — Des dizaines de détenus refusent de regagner les cellules. La mutinerie a débuté vers 18h15. Lors d'une première négociation vers 21h, une partie des détenus ont accepté de regagner leur cellule tandis que les autres ne voulaient toujours pas quitter la cour. A l'issue d'une deuxième tractation et face à la grosse présence policière, les derniers détenus ont arrêté leur mouvement de colère peu avant 1h du matin.

3 mars, Bruxelles — Vers 23h, un groupe de personnes s'est rendu devant le centre fermé pour réfugiés de Steenokkerzeel. Ils y ont lancé quelques feux d'artifices pour attirer l'attention des détenus. Très vite une bonne vingtaine d'entre eux se sont présentés aux fenêtres. Les individus à l'extérieur en ont profité pour faire passer l'information par rapport à la grève de la faim de 100 détenus au centre fermé de Vottem (Liège). Ils ont aussi rappelé l'émeute qui avait eu lieu il y a quelques mois au centre de Steenokkerzeel suite à la mort "douteuse" d'un détenu. Ils s'en sont allés en souhaitant courage aux détenus et en affirmant leur soutien à la révolte.

5 mars, Vottem (Liège) — Quelques personnes se sont rassemblées devant le centre de rétention de Vottem en solidarité avec les prisonniers sans-papier en lutte. Elles ont tiré de feux d'artifices et crié des slogans contre les camps de déportations et pour la liberté de tous. *Solidarité avec les détenus qui se révoltent ! Liberté pour tous ! Détruisons tous les camps quels qu'ils soient !*

6 mars, Scherpenheuvel — Sur un parking, plusieurs voitures de membres du *Mouvement du Peuple Flamand* qui rejoignaient la manifestation d'extrême droite à Gand ont été endommagées.

6 mars, Gand — «*Les vitres de la permanence du CD&V [parti politique démocratique] et d'une banque ING à Gand ont été cassées le 6 mars. Sur la permanence "ni fascisme, ni démocratie" a été laissé.*»



6 mars, Gand — Plus de deux cents personnes ont été interpellées lors d'une manifestation contre celle du NSV, une association d'étudiants d'extrême droite. Avant même que la manifestation de gôche ne commence, un groupe d'environ 250 anarchistes et autonomes se sont séparés du cortège pour aller directement vers les fascistes. La police est intervenue immédiatement et c'est parti en affrontements. Vers 23h, un groupe d'environ 30 personnes masquées ont attaqué des étudiants d'extrême droite dans la rue principale des cafés étudiants.

6 mars, Gand — «*La nuit du jeudi, une voiture de la police garée sur le parking du commissariat d'Ekkergem a été endommagée, une vitre de la caserne de la police à côté du Coupure a été cassée. En solidarité avec les antifascistes arrêtés. Solidarité, amour, rage, révolution !*»

14 mars, Bruxelles — «*Dans la nuit de lundi à mardi, des individus ont saboté une trentaine d'automates de vente de la STIB [RATP bruxelloise] en bouchant les fentes avec de la mousse expansive. Sur chaque appareil était collé un autocollant sur lequel on pouvait lire "La STIB collabore au contrôle de nos vies et aux rafles. SABOTONS LA MACHINE A EXPULSER !"*»

22 mars, Bruxelles — 5 personnes se sont évadées du centre fermé 127 bis de Steenokkerzeel en coupant les barreaux. Une personne a été blessée et a été arrêtée près de la gare. Aucune trace des 4 autres.

25 mars, Forest — Un molotov a été jeté à l'aube dans les caves d'un bâtiment jouxtant la prison des femmes. Ce bâtiment de la rue Berkendael est une annexe du palais de justice abritant les services du Centre national de surveillance électronique et du tribunal d'application des peines. La bouteille incendiaire a été lancée par un soupirail dans une cave où sont installées les chaudières du bâtiment.

[Traduit du néerlandais. Extraits de la presse, de *De Naar* n°215, mars 2008, pp. 9-10, et du site <http://rookenas.blogspot.com>]

LE PÈRE LAPURGE

Constant Marie

(27 août 1838 - 5 août 1910)



Constant Marie, dit « Le Père Lapurge », était communard et chansonnier anarchiste. Blessé en 1871 lors des combats du Fort de Vanves, il doit changer de métier et devient cordonnier. Il est l'auteur-compositeur de chansons révolutionnaires comme *La Dynamite* (1886), *Vive la Canaille ! : avis aux honnêtes gens* (1887), *Le père Lapurge* (1905), *Internationale féministe* (1905), *L'Affranchie* (1906), *Dame dynamite* (1906) ou *La muse rouge* (1905).

Propagandiste actif, il participera à de nombreuses fêtes et groupes anarchistes. Accusé d'« affiliation à une association de malfaiteur » le 1er juillet 1894, tout son matériel sera saisi et il passera plusieurs semaines à la prison de Mazas. *La Muse Rouge* donnera aussi son nom à un groupe de chansonniers révolutionnaires créé en 1901 qui reprendra ses textes.

**Je suis le vieux Père Lapurge
Pharmacien de l'Humanité,
Contre sa bile je m'insurge
Avec ma fille Égalité.**

**J'ai ce qu'il faut dans ma boutique
Sans le tonnerre et les éclairs
Pour bien purger toute la clique
Des affameurs de l'Univers.**

**Son mal vient des capitalistes
Plus ou moins gras à la ronger,
En avant, les gars anarchistes
Fils de Marat, faut la purger !**

**J'ai du pétrole et de l'essence
Pour badigeonner les châteaux,
Des torches pour la circonstance
A mettre en guise de flambeaux !**

**J'ai du picrate de potasse
Du soufre, du chlore en tonneaux
Pour assainir partout où passent
Les empoisonneurs de cerveaux.**

**J'ai des pavés et de la poudre,
De la dynamite à foison,
Qui rivalisent avec la foudre
Pour débarbouiller l'horizon.**

**Le gaz est aussi de la fête
Si l'on résiste à mes bijoux,
Au beau milieu de la tempête
Je fais éclater ses boyaux !**

**J'ai poudre verte et mélinite
De fameux produits, mes enfants,
Pour nous débarrasser plus vite
De ces mangeurs de pauvres gens.**

**J'ai pour les gavés de la table
La bombe glacée à servir,
Du haut d'un ballon dirigeable
Par les toits pour les rafraîchir.**

**Voleuse et traître bourgeoisie,
Prêtres et bandits couronnés,
Il faut que d'Europe et l'Asie
Vous soyez tous assaisonnés !**

**J'ai ce qu'il faut dans ma boutique
Sans le tonnerre et les éclairs
Pour bien purger toute la clique
Des affameurs de l'Univers.**